

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, le lundi 12 avril, à 17 h 00, les
membres du Conseil Municipal de la Ville du TOUQUET-PARIS-PLAGE, convoqués le 6 avril 2021,
se sont réunis au Palais des Congrès (salle Molière), sous la présidence de M. Daniel FASQUELLE,
Maire *(sauf pour l'examen et le vote des comptes administratifs)*.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Denis CALOIN *(qui a assuré la présidence de la séance pendant l'examen et le vote des comptes administratifs)* Mme Madeleine DERAMECOURT, M. Anthony JOUVENEL, Mme Marie SAUDEMONT, M. Michel PALMAERT, Mme Angélique SCHNEIDER, M. Jacques COYOT, Mme Marielle PARENT, Adjoint au Maire, Mmes Michèle BIUNDO et Janick GOETGHELUCK, MM. Pierre CLÉMENT et Alexandre KORBAS, Mme Liliane DENIS, M. Pierre DELVAL, Mmes Anne-Sophie BANCQUART et Valérie BLANQUEFORT, MM. Hugues DEMAY, Franck LEMAÎTRE et Hervé PIERRE, Mmes Sylvie WALBAUM et Juliette BERNARD, MM. Jean-Philippe BATAILLE et Olivier LEBREUILLY et Mme Nathalie COTREL, Conseillers municipaux.

ABSENT EXCUSÉ ET REPRÉSENTÉ :

M. Pierre BELLANGER, Conseiller municipal, a donné pouvoir à Mme Madeleine DERAMECOURT, Adjointe au Maire.

ABSENTE EXCUSÉE ET NON REPRÉSENTÉE :

Mme Maryvonne FRAENKEL, Conseillère municipale.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

M. Alexandre KORBAS, Conseiller municipal.

* * * *

- I **ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE**
- II **COMMUNICATIONS DU MAIRE**
- III **APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 8 MARS 2021**
- IV **COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU MAIRE**
- V **AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DES TOUQUETTOIS, VIE SPORTIVE ET CULTURELLE**
 - 1) Reconduction des conventions d'objectifs et de financement Prestation de service Accueil de loisirs (ALSH) « Périscolaire » et « Extrascolaire » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

- 2) Reconduction de la convention d'objectifs et de financement Prestation de Service Accueil de loisirs (ALSH) « Accueil Adolescent » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024
- 3) Régularisation des conditions d'organisation du Centre de Loisirs Municipal Permanent (année scolaire 2020/2021)
- 4) Rémunération des animateurs du Centre Municipal de Vacances (C.L.S.H.) : sessions d'hiver, de printemps, d'été et de la Toussaint et du Centre de Loisirs Municipal Permanent
- 5) Remplacement de la classe de neige par une classe verte pour l'année scolaire 2020-2021 : participation familiale
- 6) Renouvellement de la convention de prestations réciproques entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et Télérama
- 7) Exposition « Niki de SAINT PHALLE : la liberté à tout prix au Musée du Touquet-Paris-Plage : modification de la demande de subvention
- 8) Confirmation de l'autorisation de signature du protocole d'accord de coopération relatif aux Rencontres cinématographiques de l'ARP (société civile des Auteurs Réalisateurs Producteurs)
- 9) Convention de prêt d'une œuvre (*Lumière des 4 Saisons* de Pierre BALDI) entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et le Lycée Hôtelier du Touquet-Paris-Plage

VI COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2020, AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES (ZAC Quentovic, Palais des Congrès, Régie Autonome du Palais des Congrès, Régie Autonome des Transports Touquettois)

- 10) Approbation du Compte de gestion pour l'exercice 2020 du Budget Principal
- 11) Approbation du Compte de gestion pour l'exercice 2020 du budget annexe « ZAC Quentovic »
- 12) Approbation du Compte de gestion pour l'exercice 2020 du budget annexe « Palais des Congrès »
- 13) Approbation du Compte de gestion pour l'exercice 2020 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »
- 14) Approbation du Compte de gestion pour l'exercice 2020 du budget annexe « Régie Autonome des Transports Touquettois »
- 15) Désignation du Président de séance pour l'examen des comptes administratifs de l'exercice 2020 (budget principal de la Ville et budgets annexes : ZAC Quentovic, Palais des Congrès, Régie Autonome du Palais des Congrès, Régie Autonome des Transports Touquettois)
- 16) Approbation du compte administratif pour l'exercice 2020 du budget principal et affectation du résultat 2020
- 17) Approbation du compte administratif pour l'exercice 2020 du budget annexe « ZAC Quentovic » et affectation du résultat 2020
- 18) Approbation du compte administratif pour l'exercice 2020 du budget annexe « Palais des Congrès » et affectation du résultat 2020
- 19) Approbation du compte administratif pour l'exercice 2020 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès » et affectation du résultat 2020
- 20) Approbation du compte administratif pour l'exercice 2020 du budget annexe « Régie Autonome des Transports Touquettois » et affectation du résultat 2020

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

VII BUDGET PRIMITIF 2021 DE LA VILLE ET SES ANNEXES ET BUDGETS ANNEXES 2021 (ZAC Quentovic, Palais des Congrès, Régie Autonome du Palais des Congrès, Régie Autonome des Transports Touquettois)

- 21) Fiscalité directe locale - exercice 2021 : vote des taux
- 22) Fixation du montant de l'emprunt pour l'exercice 2021
- 23) Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité (TCCFE) : fixation de reversement à la commune d'une fraction du produit de la TCCFE perçue par la Fédération Départementale d'Énergie du Pas-de-Calais (FDE 62)
- 24) Attribution au Touquet & Co d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement
- 25) Avenant à la convention portant mise à disposition d'agents titulaires de la Ville du Touquet-Paris-Plage auprès de la régie personnalisée Le Touquet & Co au 1^{er} janvier 2021
- 26) Attribution à la Société d'Économie Mixte de l'Aéroport du Touquet (SEMAT) d'une subvention de fonctionnement
- 27) Convention avec l'association « Productions 2 M » pour une participation financière de la Ville du Touquet-Paris-Plage
- 28) Participations de la Ville à l'animation de la Station et subventions pour l'exercice 2021
- 29) Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2021
- 30) Rénovation et agrandissement du Palais des Congrès : apport en numéraire au budget annexe « Palais des Congrès » pour l'exercice 2021
- 31) Attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement au budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »
- 32) Attribution d'une subvention de fonctionnement au budget annexe « Régie Autonome des Transports Touquettois » pour l'exercice 2021
- 33) Refacturation de charges au budget annexe « Régie Autonome des Transports Touquettois »
- 34) Modification du tableau des effectifs de la Ville : précisions
- 35) Approbation du Budget Primitif 2021 du Budget Principal de la Ville
- 36) Approbation du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Palais des Congrès »
- 37) Modification des conditions générales de commercialisation du Palais des Congrès de la Ville du Touquet-Paris-Plage
- 38) Modification du tableau des effectifs de la Régie Autonome du Palais des Congrès : suppression et création d'emploi
- 39) Approbation du Budget Primitif 2021 du budget annexe « Régie Autonome du Palais des Congrès »
- 40) Budget Primitif 2021 : budget annexe « Régie Autonome des Transports Touquettois »

VIII DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

- 41) Taxe de séjour

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

- 42) Avenant à la convention portant délégation exceptionnelle de compétence en matière d'aides aux entreprises de la Région Hauts-de-France à la commune du Touquet-Paris-Plage dans le cadre de l'épidémie de COVID-19
- 43) Convention de partenariat relative au Festival TOUQUETHER

IX INTERCOMMUNALITÉ

- 44) Signature d'une convention de gestion relative à la gestion d'eaux pluviales entre la Commune du Touquet-Paris-Plage et la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois

X AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

- 45) Autorisation donnée au Maire de déposer un dossier de demande de permis d'aménager pour l'installation de balises sportives sur le territoire communal
- 46) Autorisation donnée au Maire de déposer une demande d'autorisation de travaux pour l'aménagement du rez-de-chaussée de la résidence Opale Beach en locaux professionnels pour l'installation du service des archives de la Mairie
- 47) Valorisation d'actifs municipaux : vente du 108 rue de Moscou et des lots numéros 2 et 3 de la copropriété du 106 rue de Moscou au Groupe CAPELLI
- 48) Projet de construction d'un immeuble d'habitation 106 à 112 rue de Moscou et angle 45 rue Saint Amand : autorisation donnée au Groupe CAPELLI de déposer une demande d'autorisation de construire
- 49) Demande de subventions pour l'éclairage du terrain de hockey du Touquet-Paris-Plage « Éric CHOTEAU »

XI ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 50) Retrait de la délibération n° 2020-04-18 en date du 28 septembre 2020 relative à la nouvelle dénomination du boulevard de la Canche et de l'avenue Forbin : boulevard Léonce Deprez
- 51) Dénomination de la place créée dans le cadre de la ZAC Quentovic située rue de Metz « Place Quentovic »
- 52) Adhésion à l'association « Jardins des Hauts-de-France »

* * * *

I ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

À l'issue de l'appel, M. le Maire propose à l'assemblée de nommer M. Alexandre KORBAS secrétaire de séance, parce qu'il va être beaucoup question d'argent aujourd'hui et comme c'est un homme d'argent, un conseiller municipal en or, c'est notre responsable des finances.

M. Alexandre KORBAS, Conseiller municipal, a été désigné, à l'unanimité, secrétaire de séance.

II COMMUNICATIONS DU MAIRE

M. le Maire : j'ouvre la séance et je vous informe que nous sommes presque au complet, malheureusement Pierre BELLANGER a eu un petit souci pas très grave de santé qui l'empêche d'être avec nous, ainsi que Mme Maryvonne FRAENKEL, sinon nous étions au complet ce soir pour le vote du budget, mais surtout pour la chose la plus importante de la journée : pour souhaiter un bon anniversaire à Anthony JOUVENEL.

S'agissant des communications, je vais rapidement passer sur ce point, mais simplement pour vous dire que nous avons, après beaucoup de difficultés, obtenu finalement un centre de vaccination au Touquet. Il y a deux types de centre de vaccination, ceux qui n'ouvrent que le week-end et d'autres qui sont répertoriés comme des centres de vaccination au long court et qui peuvent vacciner également la semaine. Notre centre de vaccination est un centre de vaccination plein et entier. Je voulais remercier Matthieu GRESSION et les services parce que ça a été vraiment du boulot, d'abord pour nettoyer le centre, ensuite pour le monter dans des délais très courts. Je voulais remercier également les médecins et les infirmiers et infirmières qui ont accepté de jouer le jeu, certains avaient déjà travaillé toute la semaine et ont accepté d'enchaîner des week-ends pour réaliser ces opérations de vaccination. Mais j'ai eu, je pense vous aussi, de très bons retours de la part de la population d'autant plus que l'on a vraiment fait en sorte que les touquettois et les gens de l'extérieur soient accueillis dans les meilleures conditions, que les horaires soient tenus, qu'il n'y ait pas d'attente. Je pense que le lieu s'y prête, il est apaisant. Donc, on va évidemment continuer puisque la seule solution pour vaincre l'épidémie, c'est la vaccination. Malheureusement, on est prêt, mais on manque de vaccins, encore et toujours, que ce soit ici au Touquet, ou dans le Pas-de-Calais ou sur le plan national. J'ai cosigné d'ailleurs une lettre avec l'ensemble des Maires du Pas-de-Calais pour demander à ce que l'on soit mieux traité qu'on ne l'est, puisqu'encore aujourd'hui on a énormément de retard par rapport à d'autres régions où l'épidémie est moins présente. Depuis le départ, il y a un mauvais traitement qui est réservé au Pas-de-Calais et la région des Hauts-de-France. Et malgré les efforts du Préfet, on est toujours en retard par rapport aux autres départements, aux autres régions, ce qui est tout à fait anormal. C'est un paradoxe, on nous a confinés. D'ailleurs, rappelez-vous ce que j'avais pu dire à l'époque quand on n'avait confiné que le Pas-de-Calais, j'avais dit c'est absurde, parce qu'il fallait confiner aussi l'Ile de France. Et ça n'a pas manqué, 15 jours après, on confinait l'Ile de France. Et j'avais expliqué aussi que du coup on aurait double peine, on se prendrait 15 jours de confinement plus le mois, et ça n'a pas manqué. Tout ça c'était pour sauver Pâques, on n'a pas sauvé Pâques du tout. On ne va pas épiloguer ce soir sur ce sujet, mais la gestion de la crise depuis le début, l'absence de masques, l'absence de tests, maintenant l'absence de vaccins, c'est quand même une vraie catastrophe. On fait ce que l'on peut à l'échelle qui est la nôtre pour aider et accompagner la population. Je pense heureusement que les Maires de France sont là, pour encore en avoir parlé la semaine dernière avec François BAROIN, on est tous évidemment mobilisés pour accompagner au mieux ce mouvement.

Deux autres sujets, mais qui n'ont pas du tout la même importance et j'ai même presque honte d'en parler après avoir parlé de la pandémie et de la vaccination. Mais je vous le dis quand même, j'ai eu des remontées sur deux types d'incivilités qui agacent nos concitoyens et il faut les traiter, la lutte contre les émissions de bruits gênants, c'est-à-dire que vous avez des mobylettes ou des motos trafiquées qui sillonnent le Touquet dans tous les sens à très vive allure, il y a une pollution par le bruit et une pollution toute simple, parce que les pots d'échappement sont vidés. On parle beaucoup de la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique, de préserver la planète, de l'air sain que l'on respire, on vient au Touquet pour respirer un air sain et je peux vous assurer que quand certains sont passés pendant dix minutes ou un quart d'heure, l'air que vous respirez n'est pas sain du tout quand on voit le nombre de particules qu'ils doivent rejeter dans l'air. La police municipale s'est emparée du sujet et sachez qu'il y a une trentaine de deux roues qui ont été contrôlées le week-end dernier et six qui ont été verbalisées. On va poursuivre notre campagne, parce que c'est aussi très agaçant pour les habitants de ces quartiers qui sont traversés à vive allure et c'est extrêmement dangereux.

S'agissant des déjections canines, nous allons lancer une campagne pour lutter contre ces incivilités également. À partir du 1^{er} mai, la contravention va passer de 68 à 135 €, et on verbalisera. Toute personne qui a un chien pourra être contrôlée, elle devra avoir sur elle au moins un sac, et si une personne a un chien et n'a pas de sac sur elle, elle sera verbalisée, parce que c'est très difficile de verbaliser les personnes prises en flagrant délit. Je sais qu'il y a beaucoup de communes qui sont allées jusque-là, parce que franchement c'est très désagréable quand on se promène dans le Touquet d'avoir à regarder en permanence où on met les pieds. Ce n'est pas digne d'une grande Station touristique comme Le Touquet. C'est agaçant pour nos concitoyens au quotidien, mais pour l'image de la Station, c'est bien aussi que l'on ait des rues qui soient propres. Je vois que tout de suite cela suscite des débats, mais ce soir on a un ordre du jour qui est très complet.

Mme Anne-Sophie BANQUART : je vais aller très vite, je voudrais simplement savoir si on va remettre des sacs à crottes au niveau des tennis, etc.... parce qu'il y en avait, il n'y en n'a plus.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

M. le Maire : nos services s'en occupent activement. Il y aura des poubelles, des sacs à crottes et des PV.

III APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 8 MARS 2021

M. le Maire : vous avez tous reçu ce procès-verbal, est-ce qu'il y a des remarques ? Je pense que les services ont fait ça de façon impeccable comme d'habitude. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Parfait. Merci aux services.

Aucune observation n'est formulée. Le procès-verbal de la séance du 8 mars 2021 est approuvé à l'unanimité des présents et représentés.

IV COMPTE RENDU DES DÉCISIONS DU MAIRE

M. le Maire : elles vous ont été communiquées. Là aussi les services sont à votre disposition pour vous donner tous les détails donc vous pourriez avoir besoin à ce sujet.

Dans le cadre des délégations que j'ai reçues du Conseil municipal par délibération du 5 juillet 2020, je vous informe que :

- j'ai renouvelé, pour une durée de 30 ans, dans le cimetière communal, à compter du 13 mai 2021, la concession de terrain d'une superficie de 2 m² acquise par Monsieur Guy DELPORTE en date du 13 mai 1991, pour une durée de 30 ans, sise secteur BF n° 18, pour y fonder la sépulture particulière de son épouse Madame Christine DELPORTE née DESTRUYS, décédée le 11 mai 1991, à Aix-en-Provence (13100), et de lui-même à Monsieur Guy DELPORTE domicilié 58 avenue Picasso à Cabries (13480), modifiée par avenant en date du 24 février 2021, concession collective devenue familiale, conformément aux lois, arrêtés et règlements relatifs aux concessions et sépultures.

Ce renouvellement de concession est fait moyennant la somme de 263,70 € qui sera versée entre les mains de Monsieur le Trésorier municipal, les 2/3 du prix de la concession de terrain seront versés au profit de la commune et le 3^{ème} au profit du Centre Communal d'Action Sociale. Le concessionnaire s'engage à respecter, en ce qui le concerne, toutes les prescriptions contenues dans le règlement du cimetière (décision n° 79 du 8 mars 2021).

- j'ai passé et signé un marché, selon une procédure adaptée, pour les besoins du groupement de commandes constitué entre les communes de Bréxent-Enocq, Camiers, Cucq-Stella-Trépiéd, Étaples-sur-mer, Frencq, Lefaux, Merlimont, Le Touquet-Paris-Plage et Widehem, avec la SA Véolia Recyclage & Valorisation Hauts de France (115 rue Chanzy 59260 Lezennes), pour la collecte des déchets verts en porte à porte, dont le montant global forfaitaire s'élève à 194 500 € HT décomposé comme suit :
 - 4 800 € HT pour la commune de Bréxent-Enocq (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 300 € HT).
 - 26 400 € HT pour la commune de Camiers (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 1 200 € HT).
 - 37 400 € HT pour la commune de Cucq-Stella-Trépiéd (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 1 100 € HT).
 - 25 000 € HT pour la commune d'Étaples-sur-mer (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 1 250 € HT).
 - 4 800 € HT pour la commune de Frencq (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 300 € HT).
 - 3 200 € HT pour la commune de Lefaux (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 200 € HT).
 - 40 700 € HT pour la commune de Merlimont (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 1 100 € HT).
 - 49 000 € HT pour la commune du Touquet-Paris-Plage (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 1 400 € HT).
 - 3 200 € HT pour la commune de Widehem (coût unitaire par « passage supplémentaire » : 200 € HT).

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

L'exploitation du service sera assurée pour l'ensemble de ces 9 communes avec des dates de commencement et des fréquences de collecte différentes :

- le jeudi toutes les 2 semaines du 15 avril au 15 novembre 2021 pour Bréxent-Enocq, soit 16 passages,
 - le lundi toutes les 2 semaines du 15 mars au 15 décembre 2021 pour Camiers, soit 22 passages,
 - le jeudi toutes les semaines du 1^{er} avril au 30 novembre 2021 pour Cucq-Stella-Trépiéd, soit 34 passages,
 - le lundi toutes les 2 semaines du 1^{er} avril au 30 novembre 2021 pour Étaples-sur-mer, soit 20 passages,
 - le jeudi toutes les 2 semaines du 15 avril au 15 novembre 2021 pour Frencq, soit 16 passages,
 - le jeudi toutes les 2 semaines du 1^{er} avril au 31 octobre 2021 pour Lefaux, soit 16 passages,
 - le mardi toutes les semaines du 1^{er} avril au 15 décembre 2021 pour Merlimont, soit 37 passages,
 - le lundi toutes les semaines du 1^{er} avril au 31 octobre et toutes les 2 semaines du 1^{er} novembre au 31 décembre 2021 pour le Touquet-Paris-Plage, soit 35 passages,
 - le jeudi toutes les 2 semaines du 1^{er} avril au 31 octobre 2021 pour Widehem, soit 16 passages.
- (décision n° 80 du 9 mars 2021).

- j'ai passé et signé un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation d'une mission d'audit des assurances et de préparation du marché des assurances englobant l'établissement du dossier de consultation des entreprises, l'assistance technique au cours de la consultation et la participation à la commission d'appel d'offres, en vue de renégocier la totalité des contrats d'assurances pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre communal d'Action Sociale, la Caisse des Écoles et Le Touquet & Co, avec la SAS Brisset Partenaires (46 rue Négrier - 59000 Lille), moyennant un coût forfaitaire (honoraires et frais de déplacement compris) de 4 750 € HT décomposé comme suit :
 - 2 400 € pour la Ville du Touquet-Paris-Plage (800 € HT au dépôt du rapport d'audit, 800 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 800 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres),
 - 600 € pour le Centre Communal d'Action Sociale (200 € HT au dépôt du rapport d'audit, 200 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 200 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres),
 - 250 € pour la Caisse des Écoles (100 € HT au dépôt du rapport d'audit, 75 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 75 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres),
 - 1 500 € HT pour Le Touquet & Co (500 € HT au dépôt du rapport d'audit, 500 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 500 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres).

Sont incluses dans ce coût forfaitaire 4 réunions de travail au Touquet-Paris-Plage (décision n° 81 du 18 mars 2021).

- j'ai passé et signé une modification n° 1, pour le lot n° 2, de l'accord-cadre relatif à la gestion de la restauration municipale durant la période scolaire (Caisse des Écoles), dans le cadre des centres municipaux de vacances et pour les enfants de la structure multi-accueil (Ville du Touquet-Paris-Plage) (lot n° 1), et à la gestion de la restauration à la résidence-autonomie « Marcel Pagnol » (CCAS) (lot n° 2), pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale et la Caisse des Écoles avec la SA Api Restauration (51 rue d'Ajaccio - 62100 Calais), et ayant pour objet la refacturation des frais fixes non perçus à hauteur de 3,55 € HT par repas. Ce montant s'appliquera sur la différence entre le nombre de repas prévisionnels et le nombre de repas effectivement servis.

En effet, en raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 qui perdure en 2021, le CCAS s'est vu contraint d'adapter son service de restauration à destination des personnes âgées de la résidence-autonomie « Marcel Pagnol », aux normes sanitaires, d'accueil et d'hygiène imposées par les pouvoirs publics, sans modifier la prestation de la SA Api Restauration (même mise en place de personnel eu égard à la réalisation de plateaux-repas individuels).

La baisse d'activité à la résidence-autonomie « Marcel Pagnol » (le marché prévoyait une moyenne journalière de 51,51 repas, et celle au 1^{er} janvier 2021 s'évalue à 35 repas), a donc entraîné une perte financière pour la SA Api Restauration de 32 % de frais fixes (non variables).

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Les autres données de la décision n° 43 restent inchangées (décision n° 82 du 22 mars 2021).

- j'ai passé et signé un marché, selon la procédure adaptée, pour la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la mise en place du nouveau marché d'exploitation de chauffage, de vérification et d'entretien des installations de ventilation mécanique contrôlée et de renouvellement d'air des bâtiments communaux, pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et Le Touquet & Co, avec la SAS Ferest Énergies (199-201 rue Colbert - Centre Vauban - 59000 Lille), pour un montant global forfaitaire de 34 652,25 € HT décomposé comme suit :
 - 20 791,35 € HT pour le périmètre 1 (bâtiments gérés par la Ville du Touquet-Paris-Plage),
 - 1 732,61 € HT pour le périmètre 2 (bâtiments gérés par le Centre Communal d'Action Sociale),
 - 12 128,29 € HT pour le périmètre 3 (bâtiments gérés par Le Touquet & Co),

et pour un coût forfaitaire par réunion supplémentaire (frais de déplacement inclus) de 490 € HT.

La prestation sera exécutée dans un délai maximum de 12 semaines (incluant 4 réunions) à compter de la date figurant sur l'ordre de service, décomposée comme suit :

- élaboration du D.C.E. : 5 semaines (incluant une réunion) ;
- lancement de la procédure (présence aux 2 réunions de la commission d'appel d'offres), analyse des offres, présentation du rapport d'analyse : 5 semaines ;
- réunion technique avec l'attributaire : 2 semaines (incluant une réunion).

Le délai d'exécution du suivi du contrat d'exploitation de chauffage (incluant 3 réunions par an) sera de 8 ans, soit la durée totale du nouveau contrat d'exploitation (décision n° 83 du 23 mars 2021).

- j'ai passé et signé une modification n° 3 au marché passé, selon la procédure adaptée, avec l'Association Mer et Montagne (230 avenue Jean Jaurès - Bâtiment le Tripode - 59790 RONCHIN), destinée à remplacer la classe de neige 2020/2021 par une classe « verte » dans le cadre de l'année scolaire 2020/2021, qui se déroulera du mardi 8 juin au vendredi 18 juin 2021, date à laquelle le marché arrivera à son terme. Le montant s'élève à 580 € TTC par élève pour le séjour, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu. L'avoir de 762 € sera déduit du montant global.

En effet, en raison de la pandémie liée au COVID-19, le séjour 2019/2020, programmé du 17 au 27 mars 2020, a dû être annulé. La pandémie liée au COVID-19, qui perdure, nous oblige une nouvelle fois à annuler la classe de neige prévue du 16 au 26 mars 2021.

Les autres données des décisions n°s 478, 554, 625, 651 et 34 restent inchangées (décision n° 84 du 23 mars 2021).

- j'ai confié à la société GC Partenaires (11, rue Royale - 75008 Paris) la mission de m'assister pour le recrutement d'un(e) Directeur(trice) Adjoint(e) de Cabinet du Maire de la Ville du Touquet-Paris-Plage.

Cette mission comprend l'approche et la sélection de candidats, les entretiens (tests et graphologie éventuellement qui seraient alors facturés) des candidats sélectionnés par la société, les dossiers des candidats retenus et leur présentation à la Ville du Touquet-Paris-Plage, l'assistance au choix final si nécessaire.

Les honoraires, qui s'élèvent à 15 000 € HT, seront facturés à chaque étape de la mission de la façon suivante :

- un 1^{er} acompte d'un montant de 5 000 € HT au lancement de la mission ;
- un 2^{ème} acompte de 5 000 € HT 1 mois après le lancement de la mission ;
- le solde d'un montant de 5 000 € HT à l'accord de principe entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et le candidat retenu,

auxquels s'ajouteront les frais de déplacement des consultants et des candidats hors région parisienne, après accord express de la Ville du Touquet-Paris-Plage, sur la base du montant réel des billets présentés en appui de la facturation.

Dans le cas d'un deuxième recrutement lié à l'intervention de la société et réalisé dans le cadre des candidatures présentées, un complément d'honoraires de 50 % du montant de la mission sera demandé.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Cette mission, qui commencera à la date de la signature de la convention, se terminera 6 mois après la date d'entrée en fonction du candidat retenu (décision n° 85 du 24 mars 2021).

- j'ai passé et signé un avenant n° 2 au contrat d'assurance « tous risques objets d'art », avec le groupement constitué de la SAS Assurances Sécurité (mandataire - 64 ES avenue Kennedy - 59000 Lille) et de la SAS HELVETIA Assurances, destiné à prendre en compte l'ajustement de la cotisation de la Ville du Touquet-Paris-Plage pour les expositions temporaires au titre de l'exercice 2020, pour un montant global de 3 353,62 € TTC décomposé comme suit :
 - « Promenades dans les collections », œuvres assurées du 25 juin au 30 septembre 2020, au Musée du Touquet-Paris-Plage (montant de la prime supplémentaire : 27,25 €) ;
 - « Niki de Saint Phalle : La Liberté à tout prix » au Musée du Touquet-Paris-Plage :
 - œuvres assurées du 5 octobre au 15 juin 2021 (montant de la prime supplémentaire : 3 223,37 €),
 - œuvres assurées du 9 octobre au 15 juin 2021 (montant de la prime supplémentaire : 103 €).
- (décision n° 86 du 26 mars 2021).

- j'ai concédé, pour une durée de 30 ans, dans le cimetière communal, un emplacement de columbarium G n° 7, à Monsieur Jean-Marc BRODBECK, domicilié au Touquet-Paris-Plage (62520), pour y fonder la sépulture particulière de sa mère, Madame Mireille BRODBECK, née SOLIVA, décédée le 23 mars 2021 au Touquet-Paris-Plage, et de son frère Jacques BRODBECK, conformément aux lois, arrêtés et règlements relatifs aux concessions et sépultures.

Cette concession est faite moyennant la somme de 1 520,80 € qui sera versée entre les mains de Monsieur le Trésorier municipal, les 2/3 du prix de la concession de terrain seront versés au profit de la commune et le 3^{ème} au profit du Centre Communal d'Action Sociale. Le concessionnaire s'engage à respecter, en ce qui le concerne, toutes les prescriptions contenues dans le règlement du cimetière (décision n° 87 du 29 mars 2021).

- j'ai passé et signé un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'application du droit des sols, ayant pour objet d'assister les services de la Ville du Touquet-Paris-Plage dans le domaine des autorisations et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol, délivrés au nom de la Ville et sous l'autorité et la responsabilité du Maire, avec la SAS URBADS (85 Espace Neptune - Rue de la Calypso - 62110 Hénin Beaumont)

En effet, le service Urbanisme faisant face à un nombre croissant de dossiers d'autorisation du droit des sols et l'appel à candidature pour le recrutement d'un poste d'instructeur étant infructueux, il a été décidé d'externaliser une partie de l'instruction des dossiers pour pallier cette carence en attendant un recrutement.

La SAS URBADS apportera une aide partielle en prenant en charge des actes d'instruction de la Ville du Touquet-Paris-Plage pour certains dossiers tels que les permis de construire (PC), de démolir (PD), d'aménager (PA) ou des autorisations de travaux (AT).

Le personnel instructeur du service Urbanisme de la Ville du Touquet-Paris-Plage continuera d'instruire l'ensemble des dossiers et que le Maire restera toujours décisionnaire et conservera la compétence de la signature des actes.

Un budget d'un montant global de 15 000 € HT pour l'année courant à partir de la signature du contrat, soit au 1^{er} avril 2021 a été attribué pour cette mission.

La mission de la SAS URBADS comprend l'étude réglementaire de la demande, de l'examen de sa recevabilité à la proposition de la décision.

Cette mission aura une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2021, et pourra être reconduite pour une année expressément un mois avant son terme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le règlement des prestations, dont les montants sont fermes et définitifs sur toute la durée du contrat, s'effectuera mensuellement à hauteur des dossiers transmis à la SAS URBADS, en fonction de leurs natures et selon les prix unitaires suivants :

- PC modificatif : 80 € HT,
- Transfert PC : 40 € HT,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

-
- AT : 50 € HT,
 - PD : 50 € HT,
 - Enseignes : 120 € HT,
 - PC/PA<150m²SdP : 160 € HT,
 - PC/PA<200m²SdP : 200 € HT,
 - PC/PA<500m²SdP : 300 € HT,
 - PC/PA<1000m²SdP : 400 € HT,
 - PC/PA<3500m²SdP : 500 € HT,
 - PC/PA>3500m²SdP : 800 € HT,
 - Assistance téléphonique : 100 € HT de l'heure.

(décision n° 88 du 31 mars 2021).

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

Décision du Maire n° 79

Canton
d'Etaples S/Mer

(Application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités
Territoriales)

**RENOUVELLEMENT D'UNE CONCESSION
DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles
L 2122-22, L 2223-1 à L 2223-18, L 2223-22 et L 2223-27, R 2223-2 à R 2223-23,

VU la délibération du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation à Monsieur le Maire de prendre toute décision concernant la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière, et en cas d'empêchement du Maire, d'autoriser l'application de l'article L 2122-17 permettant au Maire de charger un Adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'Adjoint, par un Conseiller municipal désigné par le Conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau, afin de prendre en son nom les décisions concernant les attributions énumérées dans la délibération précitée.

VU l'arrêté en date du 5 juillet 2020, reçu à la Préfecture le 7 juillet 2020, habilitant Monsieur Denis CALOIN, Premier Adjoint au Maire, à signer au nom du Maire, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, les décisions concernant les attributions énumérées à l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales reprises dans la délibération du 5 juillet 2020, ainsi que tous les actes et documents s'y rapportant.

VU la délibération du Conseil municipal en date du 30 mai 2000, visée par Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer le 22 juin 2000, adoptant la répartition du produit des concessions de cimetière,

VU l'arrêté municipal en date du 17 août 2016, visé par la Préfecture le 23 août 2016, constituant le Règlement du cimetière,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 28 septembre 2020 reçue en Préfecture le 29 septembre 2020, fixant les nouveaux tarifs dans l'ensemble du cimetière communal.

CONSIDÉRANT que Monsieur Guy DELPORTE a formulé, par courrier en date du 24 février 2021, une demande à l'effet de renouveler dans le cimetière communal une concession de terrain d'une superficie de 2 m², pour une durée de 30 ans renouvelable.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de renouveler pour une durée de 30 ans, à compter du 13 mai 2021, la concession acquise par Monsieur Guy DELPORTE en date du 13 mai 1991, pour une durée de 30 ans, sise secteur BF n° 18, d'une superficie de 2 m² de terrain, pour y fonder la sépulture particulière de son épouse Madame Christine DELPORTE née DESTRUYS, décédée le 11 mai 1991, à Aix-en-Provence (13100), et de lui-même à Monsieur Guy DELPORTE domicilié, 58 avenue Picasso à Cabries (13480), modifié par avenant en date du 24 février 2021, concession collective devenue familiale, conformément aux lois, arrêtés et règlements relatifs aux concessions et sépultures.

Ce renouvellement de concession est fait moyennant la somme de deux cent soixante-trois euros et soixante-dix centimes (263,70 €) qui sera versée entre les mains de Monsieur le Trésorier municipal, les deux tiers du prix de la concession de terrain seront versés au profit de la commune et le troisième au profit du Centre Communal d'Action Sociale.

Monsieur Guy DELPORTE s'engage à respecter, en ce qui le concerne, toutes les prescriptions contenues dans le règlement du cimetière.

Ampliation de la présente décision lui sera remise.

- de signer tous documents se rapportant au renouvellement de cette concession.

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 8 mars 2021

**Pour le Maire empêché,
Le Premier Adjoint,**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216208254-20210310-79-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/03/2021



Denis CALOIN

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

DÉCISION DU MAIRE N° 80

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Canton
d'Etaples S/Mer

PROCÉDURE ADAPTÉE

COLLECTE DES DÉCHETS VERTS EN PORTE À PORTE
pour les besoins du groupement de communes constitué entre les communes de
Bréxent-Enocq, Camiers, Cucq-Stella-Trépié, Étaples-sur-mer, Frencq, Lefaux,
Merlimont, Le Touquet-Paris-Plage et Widehem - Affaire n° 21S0002.

Marché passé avec la SA Véolia Recyclage & Valorisation Hauts de France
(115 rue Chanzy - 59260 Lezennes)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L 2122-22,

VU le code de la commande publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1-1^{er},

VU l'avis NOR : ECOM1934008V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 10 décembre 2019.

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU les délibérations du Conseil municipal des communes de Bréxent-Enocq en date du 2 février 2021, de Camiers en date du 8 mars 2021, de Cucq-Stella-Trépié en date du 8 mars 2021, d'Etaples-sur-mer en date du 8 février 2021, de Frencq en date du 23 février 2021, de Lefaux en date du 15 février 2021, de Merlimont en date du 16 février 2021, du Touquet-Paris-Plage en date du 8 mars 2021, de Widehem en date du 18 janvier 2021, relatives à la création au sein de chacune de ces communes d'un service à la personne pour la collecte des déchets verts en porte à porte, à la signature d'une convention de délégation partielle de compétence pour la création d'un service à la personne de collecte des déchets verts en porte à porte entre la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois et chacune de ces communes, et à la constitution d'un groupement de commandes entre les communes précitées, la commune de Tubersent ayant finalement décidé de ne pas intégrer ce groupement préférant assurer cette prestation en régie, en vue de la passation d'un marché pour la collecte des déchets verts en porte à porte,

... / ...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

VU la convention constitutive de groupement de commandes signée le 9 mars 2021,

VU l'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication le 5 février 2021 et paru sur le site internet du Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics du 5 au 22 février 2021 sous la référence n° 21-16113, et publié sur le site internet de la Ville du Touquet-Paris-Plage le 5 février 2021, fixant les date et heure limites de réception des offres au 22 février 2021 à 12 heures,

VU les procès-verbaux de la Commission d'Appel d'Offres en date du 22 février 2021 pour l'ouverture du pli et du 1^{er} mars 2021 pour l'analyse approfondie de l'offre unique,

CONSIDÉRANT qu'un certain nombre de communes de l'ex CCMT0, en l'occurrence Bréxent-Énocq, Camiers, Cucq-Stella-Trépiéd, Étaples-sur-mer, Frencq, Lefaux, Le Touquet-Paris-Plage, Tubersent, Merlimont et Widehem, ont souhaité pouvoir continuer à proposer à leurs administrés pour une période déterminée, la collecte en porte à porte des déchets végétaux sur leur territoire, ce service n'existant pas au sein de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

CONSIDÉRANT qu'une consultation portant sur l'enlèvement des déchets verts en porte à porte a été lancée sur la base d'un marché ordinaire comprenant une partie forfaitaire et une partie à bons de commande qui seront émis par chacune des communes concernées pour les passages supplémentaires,

CONSIDÉRANT que l'exploitation du service sera assurée pour l'ensemble des 9 communes du groupement de commandes avec des dates de commencement et des fréquences de collecte différentes :

- le jeudi toutes les 2 semaines du 15 avril au 15 novembre 2021 pour Bréxent-Enocq, soit 16 passages,
- le lundi toutes les 2 semaines du 15 mars au 15 décembre 2021 pour Camiers, soit 22 passages,
- le jeudi toutes les semaines du 1^{er} avril au 30 novembre 2021 pour Cucq-Stella-Trépiéd, soit 34 passages,
- le lundi toutes les 2 semaines du 1^{er} avril au 30 novembre 2021 pour Étaples-sur-mer, soit 20 passages,
- le jeudi toutes les 2 semaines du 15 avril au 15 novembre 2021 pour Frencq, soit 16 passages,
- le jeudi toutes les 2 semaines du 1^{er} avril au 31 octobre 2021 pour Lefaux, soit 16 passages,
- le mardi toutes les semaines du 1^{er} avril au 15 décembre 2021 pour Merlimont, soit 37 passages,
- le lundi toutes les semaines du 1^{er} avril au 31 octobre et toutes les 2 semaines du 1^{er} novembre au 31 décembre 2021 pour le Touquet-Paris-Plage, soit 35 passages,
- le jeudi toutes les 2 semaines du 1^{er} avril au 31 octobre 2021 pour Widehem, soit 16 passages,

CONSIDÉRANT que sur les 4 dossiers téléchargés :

- 1 offre a été reçue : Véolia,
- 3 sociétés n'ont pas répondu sans envoyer d'excuses : Astradec - Certeurope - SAS Méditerranéenne de nettoyage.

CONSIDÉRANT qu'après analyse de l'offre unique, la SA Véolia Recyclage & Valorisation Hauts de France a été retenue.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

.../...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

- de passer un marché avec la SA Véolia Recyclage & Valorisation Hauts de France (115 rue Chanzy 59260 Lezennes), pour la collecte des déchets verts en porte à porte dont le montant global forfaitaire s'élève à 194 500 € HT décomposé comme suit :
 - 4 800 € HT pour la commune de Bréxent-Enocq,
 - 26 400 € HT pour la commune de Camiers,
 - 37 400 € HT pour la commune de Cucq-Stella-Trépiéd,
 - 25 000 € HT pour la commune d'Étaples-sur-mer,
 - 4 800 € HT pour la commune de Frencq,
 - 3 200 € HT pour la commune de Lefaux,
 - 40 700 € HT pour la commune de Merlimont,
 - 49 000 € HT pour la commune du Touquet-Paris-Plage,
 - 3 200 € HT pour la commune de Widehem.
- Le coût unitaire par « passage supplémentaire » s'élève, quant à lui, à :
 - 300 € HT pour la commune de Bréxent-Enocq,
 - 1 200 € HT pour la commune de Camiers,
 - 1 100 € HT pour la commune de Cucq-Stella-Trépiéd,
 - 1 250 € HT pour la commune d'Étaples-sur-mer,
 - 300 € HT pour la commune de Frencq,
 - 200 € HT pour la commune de Lefaux,
 - 1 100 € HT pour la commune de Merlimont,
 - 1 400 € HT pour la commune du Touquet-Paris-Plage,
 - 200 € HT pour la commune de Widehem.
- de signer tous documents liés audit marché.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 9 mars 2021.



Le Maire,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

D62-216200264-20210310-DECISION80-AJJ

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

DÉCISION DU MAIRE N° 81

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Canton
d'Étaples S/Mer

**MARCHÉ PASSÉ SANS PUBLICITÉ
NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES**

POUR LA RÉALISATION DE L'AUDIT DES RISQUES ET DU MARCHÉ DES ASSURANCES
pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage,
le Centre communal d'Action Sociale, la Caisse des Écoles et Le Touquet & Co
AVEC LA SAS BRISSET PARTENAIRES (46 rue Négrier - 59000 Lille). Affaire 21S0004

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L 2122-22,

VU le code de la commande publique et notamment les articles L 2122-1 et R 2122-8,

VU l'avis NOR : ECOM1934008V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 10 décembre 2019.

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget.

VU les délibérations du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 8 mars 2021, du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale en date du 8 mars 2021, du Comité de la Caisse des Écoles en date du 4 mars 2021 et du Conseil d'Administration du Touquet & Co en date du 15 mars 2021, relatives à la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale, la Caisse des Écoles et Le Touquet & Co en vue de la réalisation d'un audit des assurances et de la passation des marchés relatifs à la souscription des contrats d'assurance.

VU la Convention constitutive du groupement de commandes signée le 17 mars 2021.

CONSIDÉRANT le poids important que représente annuellement le poste assurances au sein du budget,

.../...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

CONSIDÉRANT que les marchés d'assurances arriveront à échéance le 31 décembre 2021 (lot n° 1 : Assurance de la Responsabilité Civile et des risques annexes, y compris les indemnités contractuelles, lot n° 2 : Assurance de la Flotte automobile et des risques annexes, y compris l'Auto-missions, lot n° 3 : Assurance des Dommages aux biens et des risques annexes, lot n° 4 : Assurance « Tous risques objets d'art », lot n° 5 : Assurance de la Protection Juridique des agents territoriaux, lot n° 6 : Assurance de la Protection Juridique de la Ville, lot n° 7 : Assurance Navigation de plaisance),

CONSIDÉRANT que la renégociation des contrats d'assurances impose au préalable la réalisation d'un audit des assurances.

CONSIDÉRANT la nécessité de faire appel à des professionnels pour accompagner et conseiller la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale, la Caisse des Écoles et Le Touquet & Co, à travers la réalisation de cet audit qui englobera également l'établissement du Dossier de Consultation des Entreprises, l'assistance technique au cours de la consultation et la participation à la commission d'appel d'offres, en vue de renégocier la totalité des contrats d'assurances.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

- de confier cette mission de réalisation de l'audit des assurances et du marché des assurances à la SAS Brisset Partenaires (46 rue Négrier - 59000 Lille) moyennant un coût forfaitaire (honoraires et frais de déplacement compris) de 4 750 € HT décomposé comme suit :
 - 2 400 € pour la Ville du Touquet-Paris-Plage (800 € HT au dépôt du rapport d'audit, 800 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 800 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres),
 - 600 € pour le Centre Communal d'Action Sociale (200 € HT au dépôt du rapport d'audit, 200 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 200 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres),
 - 250 € pour la Caisse des Écoles (100 € HT au dépôt du rapport d'audit, 75 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 75 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres),
 - 1 500 € HT pour Le Touquet & Co (500 € HT au dépôt du rapport d'audit, 500 € HT au dépôt du Dossier de Consultation des Entreprises et 500 € HT au dépôt du rapport d'analyse des offres).Sont incluses dans ce coût forfaitaire 4 réunions de travail au Touquet-Paris-Plage.
- de signer tous documents se rapportant au marché précité.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 18 mars 2021.



Le Maire,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-216208264-20210319-B1-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 19/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

DÉCISION DU MAIRE N° 82

Canton
d'Étaples S/Mer

APPEL D'OFFRES OUVERT

**Modification n° 1 de l'accord-cadre relatif à la gestion de la restauration municipale durant la période scolaire (Caisse des Écoles), dans le cadre des centres municipaux de vacances et pour les enfants de la structure multi-accueil (Ville du Touquet-Paris-Plage) (lot n° 1), et à la gestion de la restauration à la résidence-autonomie « Marcel Pagnol » (CCAS) (lot n° 2), pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale et la Caisse des Écoles,
Affaire 20S0010**

(COVID-19 : refacturation des frais fixes par repas non perçus)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L. 2122-22.

VU le code de la commande publique et notamment les articles L 2124-2 ; L 2125-1-1° ; R 2124-2-1° ; R 2161-2 à 5 ; R 2162-4 ; R 2162-13 et 14.

VU l'avis NOR : ECOM1934008V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 10 décembre 2019.

VU les délibérations n° 2020-03-38 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 27 juillet 2020, n° 2020/07/27/12 du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale en date du 27 juillet 2020 et du Comité de la Caisse des Écoles en date du 17 juillet 2020, relatives à la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale et la Caisse des Écoles pour la passation d'un accord-cadre relatif à la gestion de la restauration municipale durant la période scolaire (Caisse des Écoles), dans le cadre des centres municipaux de vacances et pour les enfants de la structure multi-accueil (Ville du Touquet-Paris-Plage) (lot n° 1), et à la gestion de la restauration à la résidence-autonomie « Marcel PAGNOI. » (CCAS) (lot n° 2).

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision du Maire n° 43 en date du 2 décembre 2020, reçue à la Préfecture le 7 décembre 2020, et relative à la passation d'un accord-cadre concernant la gestion de la restauration municipale durant la période scolaire (Caisse des Écoles), dans le cadre des centres municipaux de vacances et pour les enfants de la structure multi-accueil (Ville du Touquet-Paris-Plage) (lot n° 1) et la gestion de la restauration à la résidence-autonomie « Marcel Pagnol » (CCAS) (lot n° 2) pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage (coordonnateur), le Centre Communal d'Action Sociale et la Caisse des Écoles, avec la SA Api Restauration (51 rue d'Ajaccio - 62100 Calais),

... / ...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

VU la Convention constitutive de groupement de commandes signée le 1^{er} septembre 2020.

VU les pièces constitutives de l'accord-cadre signées le 9 décembre 2020,

CONSIDÉRANT qu'en raison de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 qui perdure en 2021, le CCAS s'est vu contraint d'adapter son service de restauration à destination des personnes âgées de la résidence-autonomie « Marcel Pagnol », aux normes sanitaires, d'accueil et d'hygiène imposées par les pouvoirs publics, sans modifier la prestation de la SA Api Restauration (même mise en place de personnel eu égard à la réalisation de plateaux-repas individuels),

CONSIDÉRANT que la baisse d'activité à la résidence-autonomie « Marcel Pagnol » (le marché prévoyait une moyenne journalière de 51,51 repas, et celle au 1^{er} janvier 2021 s'évalue à 35 repas), a entraîné une perte financière pour la SA Api Restauration de 32 % de frais fixes (non variables),

CONSIDÉRANT qu'il convient de passer une modification n° 1 relative au lot n° 2 destinée à prendre en charge les frais fixes par repas non perçus par la SA Api Restauration.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

- de passer et de signer une modification n° 1 relative au lot n° 2 de l'accord-cadre concernant la gestion de la restauration municipale durant la période scolaire (Caisse des Écoles), dans le cadre des centres municipaux de vacances et pour les enfants de la structure multi-accueil (Ville du Touquet-Paris-Plage) (lot n° 1) et la gestion de la restauration à la résidence-autonomie « Marcel Pagnol » (CCAS) (lot n° 2), avec la SA Api Restauration (51 rue d'Ajaccio - 62100 Calais), et ayant pour objet la refacturation des frais fixes non perçus à hauteur de 3,55 € HT par repas. Ce montant s'appliquera sur la différence entre le nombre de repas prévisionnels et le nombre de repas effectivement servis. Cette modification n'a aucune incidence financière sur le marché.
- les autres données de la décision n° 43 restent inchangées.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 22 mars 2021.



Le Maire,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

092-216208264-20210324-82-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 24/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

DÉCISION DU MAIRE N° 13

Canton
d'Etapes S/Mer

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

PROCÉDURE ADAPTÉE

**Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la mise en place du nouveau marché
d'exploitation de chauffage, de vérification et d'entretien des installations de ventilation
mécanique contrôlée et de renouvellement d'air des bâtiments communaux
pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage,
le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et Le Touquet & Co. Affaire n° 21S0001.**

Marché passé avec la SAS Ferest Énergies (199-201 rue Colbert - Centre Vauban - 59000 Lille)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L 2122-22,

VU le code de la commande publique et notamment les articles L 2123-1 et R 2123-1,

VU l'avis NOR : ECOM1934008V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 10 décembre 2019.

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU les délibérations du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 8 mars 2021, du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale en date du 8 mars 2021 et du Conseil d'Administration du Touquet & Co en date du 15 mars 2021, relatives à la constitution d'un groupement de commandes entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale et Le Touquet & Co pour la passation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la mise en place du nouveau marché d'exploitation de chauffage, de vérification et d'entretien des installations de ventilation mécanique contrôlée et de renouvellement d'air des bâtiments communaux.

VU la convention constitutive du groupement de commandes signée le 17 mars 2021,

.../...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

VU l'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication le 15 février 2021 et paru sur le site internet du Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics du 15 février au 8 mars 2021 sous la référence 21-20713 et publié sur les sites internet de la Ville du Touquet-Paris-Plage et du Touquet & Co, fixant les date et heure limites de réception des offres au 8 mars 2021 à 12 heures.

VU les procès-verbaux de la Commission d'Appel d'Offres en date du 8 mars 2021 pour l'ouverture des plis et du 23 mars 2021 pour l'analyse et le choix de l'offre,

CONSIDÉRANT qu'une consultation portant sur une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la mise en place du nouveau marché d'exploitation de chauffage, de vérification et d'entretien des installations de ventilation mécanique contrôlée et de renouvellement d'air des bâtiments communaux pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le Centre Communal d'Action Sociale et Le Touquet & Co, a été lancée sur la base d'un marché ordinaire,

CONSIDÉRANT que la mission, qui consiste à la réalisation de l'appel d'offres concernant la mise en place du marché d'exploitation de chauffage, de la vérification et de l'entretien des installations de ventilation mécanique contrôlée et de renouvellement d'air des bâtiments communaux de la Ville du Touquet-Paris-Plage, et au suivi pluriannuel du nouveau contrat d'exploitation, comprend 3 périmètres :

- périmètre n° 1 : bâtiments gérés par la Ville du Touquet-Paris-Plage,
- périmètre n° 2 : bâtiments gérés par le CCAS,
- périmètre n° 3 : bâtiments gérés par Le Touquet & Co.

CONSIDÉRANT que sur les 16 dossiers téléchargés :

- 11 offres ont été reçues : SARL ECO2E – SARL Sage Services Energie – SAS Opération Clé en Mains – SAS Amexia – SARL CDC Conseil – SAS Ferest Energies – SASU Ascaudit Energie – SAS Itherm Conseil – SARL ETEIC – SAS Energie et Service – SAS Hexa Ingénierie.
- 8 sociétés n'ont pas répondu sans envoyer d'excuses : Cedex - M2BPO - Idex Énergies - Doubletrade - TW Ingénierie - Cabinet Schaefer - Engie Solutions - Oteis Conseil.
- Les sociétés Sage Services Energie, Amexia et Energie Service ont déposé une offre sans avoir retiré le dossier de consultation des entreprises.

CONSIDÉRANT qu'après analyse des offres, selon les critères énoncés dans le règlement de la consultation, l'offre économiquement la plus avantageuse a été présentée par la SAS Ferest Energies.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

- d'attribuer la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la mise en place du nouveau marché d'exploitation de chauffage, de vérification et d'entretien des installations de ventilation mécanique contrôlée et de renouvellement d'air des bâtiments communaux, à la SAS Ferest Energies (199-201 rue Colbert - Centre Vauban - 59000 Lille) pour un montant global forfaitaire de 34 652,25 € HT décomposé comme suit :

- 20 791,35 € HT pour le périmètre 1 (bâtiments gérés par la Ville du Touquet-Paris-Plage),
- 1 732,61 € HT pour le périmètre 2 (bâtiments gérés par le Centre Communal d'Action Sociale),
- 12 128,29 € HT pour le périmètre 3 (bâtiments gérés par Le Touquet & Co),

et pour un coût forfaitaire par réunion supplémentaire (frais de déplacement inclus) de 490 € I.T.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

La prestation sera exécutée dans un délai maximum de 12 semaines (incluant 4 réunions) à compter de la date figurant sur l'ordre de service, décomposée comme suit :

- élaboration du D.C.E. : 5 semaines (incluant une réunion) ;
- lancement de la procédure (présence aux 2 réunions de la commission d'appel d'offres), analyse des offres, présentation du rapport d'analyse : 5 semaines ;
- réunion technique avec l'attributaire : 2 semaines (incluant une réunion).

Le délai d'exécution du suivi du contrat d'exploitation de chauffage (incluant 3 réunions par an) sera de 8 ans, soit la durée totale du nouveau contrat d'exploitation.

- de signer tous documents liés audit marché.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 23 mars 2021.



Le Maire,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

052-216206264-20210324-63-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 24/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL.**

Département
du Pas-de-Calais

DÉCISION DU MAIRE N° 84

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

(Application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités
Territoriales)

Canton
d'Etaples S/Mer

PROCÉDURE ADAPTÉE

**MODIFICATION N° 3 AU MARCHÉ POUR L'ORGANISATION
D'UNE CLASSE DE NEIGE (année scolaire 2020/2021)**

passé avec l'association MER ET MONTAGNE
(230 avenue Jean Jaurès - Bâtiment le Tripode - 59790 RONCHIN).

Affaire 18S0016.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L2122-22,

VU la décision du Maire n° 478 en date du 30 juillet 2018, reçue dans les services de la Préfecture le 7 août 2018 et relative à la passation du marché concernant l'organisation d'une classe de neige avec l'Association Mer et Montagne (230 avenue Jean Jaurès - Bâtiment le Tripode 59790 RONCHIN), pour un montant de 627 € TTC par élève pour le séjour 19 au 29 mars 2019, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu. Le marché pourra être reconduit expressément 2 fois dans la limite globale de 3 ans (années scolaires 2019/2020 et 2020/2021), et chaque reconduction donnera lieu à la signature d'une nouvelle convention.

VU les pièces constitutives du marché signées le 3 septembre 2018,

VU la décision du Maire n° 554 en date du 31 mai 2019, reçue dans les services de la Préfecture le 5 juin 2019, et relative à la reconduction du marché avec l'Association Mer et Montagne dans le cadre de l'année scolaire 2019/2020, pour un montant de 635 € TTC par élève pour le séjour prévu du mardi 17 mars au vendredi 27 mars 2020, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu.

VU la convention signée le 5 juin 2019,

VU la décision du Maire n° 625 en date du 13 février 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 17 février 2020, et relative à la modification n° 1 au marché destinée à prendre en compte l'intégration de prestations supplémentaires qui se traduisent par une plus-value de 2 417 € TTC (1 905 € pour 3 élèves supplémentaires et 512 € pour 1 moniteur de l'Ecole de Ski Français),

.../...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

VU la modification n° 1 signée le 17 février 2020,

VU la décision du Maire n° 651 en date du 2 juin 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 4 juin 2020, et relative à la reconduction du marché avec l'Association Mer et Montagne dans le cadre de l'année scolaire 2020/2021, pour un montant de 635 € TTC par élève pour le séjour prévu du mardi 16 mars au vendredi 26 mars 2021, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu.

VU la convention signée le 8 juin 2020, établie pour un nombre de 24 élèves et 1 moniteur de l'Ecole de Ski Français pour 12 enfants,

VU la décision du Maire n° 34 en date du 6 novembre 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 13 novembre 2020, et relative à la modification n° 2 au marché destinée à modifier le nombre d'enfants participant au séjour du 16 au 26 mars 2020, qui passe de 24 à 25 élèves, entraînant une plus-value de 1 163 € TTC (635 € pour un élève supplémentaire et 528 € pour un moniteur de l'Ecole de Ski Français, soit 66 € x 8 séances).

VU la modification n° 2 signée le 16 novembre 2020,

CONSIDÉRANT qu'en raison de la pandémie liée au COVID-19, le séjour 2019/2020, programmé du 17 au 27 mars 2020, a dû être annulé,

CONSIDÉRANT que la pandémie liée au COVID-19, qui perdure, nous oblige une nouvelle fois à annuler la classe de neige prévue du 16 au 26 mars 2021,

CONSIDÉRANT qu'il est envisagé d'organiser en lieu et place de la classe de neige 2020/2021, une classe « verte » du 8 au 18 juin 2021,

CONSIDÉRANT qu'il convient de passer une modification n° 3 pour prendre en compte ce changement qui donnera lieu à la signature d'une convention.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de passer et de signer une modification n° 3 avec l'Association Mer et Montagne (230 avenue Jean Jaurès - Bâtiment le Tripode - 59790 RONCHIN), destinée à remplacer la classe de neige 2020/2021 par une classe « verte » dans le cadre de l'année scolaire 2020/2021, qui se déroulera du mardi 8 juin au vendredi 18 juin 2021, date à laquelle le marché arrivera à son terme. Le montant s'élève à 580 € TTC par élève pour le séjour, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu. L'avoir de 762 € sera déduit du montant global.

- Les autres données des décisions n° 478, 554, 625, 651 et 34 restent inchangées.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

VU la modification n° 1 signée le 17 février 2020,

VU la décision du Maire n° 651 en date du 2 juin 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 4 juin 2020, et relative à la reconduction du marché avec l'Association Mer et Montagne dans le cadre de l'année scolaire 2020/2021, pour un montant de 635 € TTC par élève pour le séjour prévu du mardi 16 mars au vendredi 26 mars 2021, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu.

VU la convention signée le 8 juin 2020, établie pour un nombre de 24 élèves et 1 moniteur de l'Ecole de Ski Français pour 12 enfants,

VU la décision du Maire n° 34 en date du 6 novembre 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 13 novembre 2020, et relative à la modification n° 2 au marché destinée à modifier le nombre d'enfants participant au séjour du 16 au 26 mars 2020, qui passe de 24 à 25 élèves, entraînant une plus-value de 1 163 € TTC (635 € pour un élève supplémentaire et 528 € pour un moniteur de l'Ecole de Ski Français, soit 66 € x 8 séances).

VU la modification n° 2 signée le 16 novembre 2020,

CONSIDÉRANT qu'en raison de la pandémie liée au COVID-19, le séjour 2019/2020, programmé du 17 au 27 mars 2020, a dû être annulé,

CONSIDÉRANT que la pandémie liée au COVID-19, qui perdure, nous oblige une nouvelle fois à annuler la classe de neige prévue du 16 au 26 mars 2021,

CONSIDÉRANT qu'il est envisagé d'organiser en lieu et place de la classe de neige 2020/2021, une classe « verte » du 8 au 18 juin 2021,

CONSIDÉRANT qu'il convient de passer une modification n° 3 pour prendre en compte ce changement qui donnera lieu à la signature d'une convention.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de passer et de signer une modification n° 3 avec l'Association Mer et Montagne (230 avenue Jean Jaurès - Bâtiment le Tripode - 59790 RONCHIN), destinée à remplacer la classe de neige 2020/2021 par une classe « verte » dans le cadre de l'année scolaire 2020/2021, qui se déroulera du mardi 8 juin au vendredi 18 juin 2021, date à laquelle le marché arrivera à son terme. Le montant s'élève à 580 € TTC par élève pour le séjour, avec une gratuité pour un professeur des écoles par classe et une gratuité pour les accompagnateurs et un élu. L'avoir de 762 € sera déduit du montant global.

- Les autres données des décisions n° 478, 554, 625, 651 et 34 restent inchangées.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 23 mars 2021.



Le Maire,

Daniel TASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-216208264-20210324-B4-A1

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 24/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

Canton
d'Etaples S/Mer

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DÉCISION DU MAIRE N° 85

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

MARCHÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES

**ASSISTANCE AU RECRUTEMENT D'UN(E) DIRECTEUR(TRICE)
ADJOINT(E) DE CABINET DU MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L 2122-22,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L 2122-1 et R 2122-1-8,

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans le cadre du recrutement d'un(e) Directeur(trice) Adjoint(e) de cabinet du Maire de la Ville du Touquet-Paris-Plage, d'avoir recours à un cabinet spécialisé,

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

- de confier à la société GC Partenaires (11, rue Royale – 75008 Paris) la mission de l'assister pour le recrutement d'un(e) Directeur(trice) Adjoint(e) de cabinet du Maire de la Ville du Touquet-Paris-Plage.

Cette mission comprend :

- l'approche et la sélection de candidats,
- les entretiens (tests et graphologie éventuellement qui seraient alors facturés) des candidats sélectionnés par la société,
- les dossiers des candidats retenus et leur présentation à la Ville du Touquet-Paris-Plage,
- l'assistance au choix final, si nécessaire.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

- de régler les honoraires correspondant à cette mission qui s'élèvent à 15 000 € HT facturés à chaque étape de la mission de la façon suivante :
 - un 1^{er} acompte d'un montant de 5 000 € HT au lancement de la mission ;
 - un 2^{ème} acompte de 5 000 € HT 1 mois après le lancement de la mission ;
 - le solde d'un montant de 5 000 € HT à l'accord de principe entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et le candidat retenu,

ainsi que les frais de déplacement des consultants et des candidats hors région parisienne, après accord express de la Ville du Touquet-Paris-Plage, sur la base du montant réel des billets présentés en appui de la facturation.

Dans le cas d'un deuxième recrutement lié à l'intervention de la société et réalisé dans le cadre des candidatures présentées, un complément d'honoraires de 50 % du montant de la mission sera demandé.

- de signer la convention se rapportant à cette mission, qui commencera à la date de la signature de ladite convention pour se terminer 6 mois après la date d'entrée en fonction du candidat retenu.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 24 mars 2021.



Le Maire,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062 216205264 20210325-56-AU

Accusé certifié exécutoire

Reception par le préfet: 25/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

DÉCISION DU MAIRE N° 86

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

Canton
d'Etaples S/Mer

APPEL D'OFFRES OUVERT

**AVENANT N° 2 DE RÉGULARISATION AU CONTRAT D'ASSURANCE
« TOUTS RISQUES OBJETS D'ART » AVEC LE GROUPEMENT CONSTITUÉ DE LA
SAS ASSURANCES SÉCURITÉ ET DE LA SA HELVETIA ASSURANCES. Affaire 17S0013**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L 2122-22.

VU le code de la commande publique et notamment les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1°, R. 2161-2 à 5, L. 2125-1-1° et R. 2162-13 à 14

VU l'avis NOR : ECOM1934008V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 10 décembre 2019.

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la délibération n° 2017-06-41 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 9 octobre 2017 relative à la souscription des contrats d'assurance pour les besoins du groupement de commandes constitué entre la Ville du Touquet-Paris-Plage, le CCAS, la Caisse des Écoles et Le Touquet-Paris-Plage Tourisme (dissout et remplacé par Le Touquet Équipements et Événements depuis le 1^{er} janvier 2019 puis par Le Touquet & Co depuis le 1^{er} janvier 2021),

VU le contrat d'assurance « tous risques objets d'art » (lot n° 4) attribué au groupement constitué de la SAS Assurances Sécurité (mandataire - 64 ES avenue Kennedy - 59000 Lille) et de la SAS HELVETIA Assurances, signé le 23 octobre 2017 et prenant effet à compter du 1^{er} janvier 2018,

VU la délibération n° 2020-01-30b2 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 24 février 2020 relative à la passation, d'un avenant n° 1 au contrat précité, afin d'ajuster la cotisation pour l'année 2018, concernant la Ville du Touquet-Paris-Plage,

VU l'avenant n° 1 signé le 27 février 2020.

...

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

CONSIDÉRANT qu'aux termes du contrat, la tarification concernant les expositions temporaires (à hauteur de 5 000 000 € par exposition pendant une période de 8 mois au maximum à raison de 10 par an) s'établit comme suit : 0,0763 % TTC de la valeur des expositions.

CONSIDÉRANT qu'il convient aujourd'hui de passer un avenant n° 2 au contrat précité, afin de procéder à l'ajustement de la prime au titre de l'année 2020 concernant les expositions temporaires, pour un montant global de 3 353,62 € TTC décomposé comme suit :

- « Promenades dans les collections », œuvres assurées du 25 juin au 30 septembre 2020, au Musée du Touquet-Paris-Plage (montant de la prime supplémentaire : 27,25 €) ;
- « Niki de Saint Phalle : La Liberté à tout prix » au Musée du Touquet-Paris-Plage :
 - œuvres assurées du 5 octobre au 15 juin 2021 (montant de la prime supplémentaire : 3 223,37 €),
 - œuvres assurées du 9 octobre au 15 juin 2021 (montant de la prime supplémentaire : 103 €).

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

- de passer et de signer un avenant n° 2, avec le groupement constitué de la SAS Assurances Sécurité (mandataire - 64 ES avenue Kennedy 59000 Lille) et de la SAS HELVETIA Assurances, destiné à prendre en compte l'ajustement de la cotisation de la Ville du Touquet-Paris-Plage au titre de l'exercice 2020.
- de régler le montant de 3 353,62 € correspondant à la prime de régularisation pour les expositions temporaires au titre de l'année 2020.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-216208254-20210329-86-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/03/2021

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 26 mars 2021.

Le coordonnateur du groupement de commandes,

Le Maire,



Daniel FASQUELLE

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

Décision du Maire n° 87

Canton
d'Étaples S/Mer

(Application de l'Article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

**CONCESSION D'UN EMPLACEMENT
DANS LE CIMETIÈRE COMMUNAL**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 2122-22, L 2223-1 à L 2223-18, L 2223-22 et L 2223-27, R 2223-2 à R 2223-23,

VU la délibération du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle, il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière, et en cas d'empêchement du Maire, d'autoriser l'application de l'article L 2122-17 permettant au Maire de charger un Adjoint, dans l'ordre des nominations et, à défaut d'Adjoint, par un Conseiller municipal désigné par le Conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau, afin de prendre en son nom les décisions concernant les attributions énumérées dans la délibération précitée.

VU l'arrêté en date du 5 juillet 2020, reçu à la Préfecture le 7 juillet 2020, habilitant Monsieur Denis CALOIN, Premier Adjoint au Maire, à signer au nom du Maire, en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, les décisions concernant les attributions énumérées à l'article L 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales reprises dans la délibération du 5 juillet 2020, ainsi que tous les actes et documents s'y rapportant.

VU la délibération du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 30 mai 2000, visée par Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer le 22 juin 2000, adoptant la répartition du produit des concessions de cimetière,

VU l'arrêté municipal en date du 17 août 2016 visé par la Préfecture le 23 août 2016, constituant le Règlement du cimetière,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 28 septembre 2020, reçue en Préfecture le 29 septembre 2020, fixant les nouveaux tarifs dans l'ensemble du cimetière communal,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

CONSIDÉRANT que Monsieur Jean-Marc BRODBECK a formulé, par courrier en date du 24 mars 2021, une demande à l'effet d'obtenir dans le cimetière communal un emplacement de columbarium comportant au maximum 3 urnes de taille standard, pour une durée de 30 années renouvelable.

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DÉCIDE

- de concéder, pour trente ans, un emplacement de columbarium G n° 7, à Monsieur Jean-Marc BRODBECK, domicilié au Touquet-Paris-Plage (62520), pour y fonder la sépulture particulière de sa mère, Madame Mireille BRODBECK, née SOLIVA, décédée le 23 mars 2021 au Touquet-Paris-Plage, et de son frère Jacques BRODBECK, conformément aux lois, arrêtés et règlements relatifs aux concessions et sépultures.

Cette concession est faite moyennant la somme de mille cinq cent vingt euros et quatre-vingt centimes (1 520,80 €). La somme globale, soit mille cinq cent vingt euros et quatre-vingt centimes (1 520,80 €), sera versée entre les mains de Monsieur le Trésorier municipal, les deux tiers du prix de la concession seront versés au profit de la commune et le troisième au profit du Centre Communal d'Action Sociale.

Le concessionnaire s'engage à respecter, en ce qui le concerne, toutes les prescriptions contenues dans le règlement du cimetière.

Ampliation de la présente décision sera remise au concessionnaire.

- de signer tous documents se rapportant à cette concession.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-2162206264-20210401-87-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet 01/04/2021

Fait au Touquet-Paris-Plage, le 29 mars 2021

**Pour Le Maire empêché,
Le Premier Adjoint,**



Denis CALOIN

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**



Mairie du Touquet-Paris-Plage

Département
du Pas-de-Calais

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Arrondissement
de Montreuil S/Mer

DÉCISION DU MAIRE N° 88

Canton
d'Étaples S/Mer

(Application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales)

**MARCHÉ PASSÉ SANS PUBLICITÉ
NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLES**

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant l'application du droit des sols

Marché passé avec la SAS URBADS
(85 Espace Neptune - rue de la Calypso - 62110 HÉNIN BEAUMONT). Affaire n° 21S0006.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre 1^{er} de la 2^{ème} partie, section 2, sous-section 2, article L. 2122-22,

VU le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2122-1 et R 2122-8,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 423-1, R 423-1 et R 423-15,

VU le Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux seuils et aux avances.

VU l'avis NOR : ECOM1934008V relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique, publié au Journal Officiel de la République Française le 10 décembre 2019.

VU la délibération n° 2020-02-06 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 5 juillet 2020, reçue dans les services de la Sous-Préfecture le 7 juillet 2020, par laquelle :

- il donne délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- il autorise le Maire à décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDÉRANT que le service Urbanisme fait face à un nombre croissant de dossiers d'autorisation du droit des sols et que l'appel à candidature pour le recrutement d'un poste d'instructeur est infructueux, il a été décidé d'externaliser une partie de l'instruction des dossiers pour pallier cette carence en attendant un recrutement,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

LE MAIRE DE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

D É C I D E

- de confier à la SAS URBADS (85 Espace Neptune - Rue de la Calypso - 62110 Hénin Beaumont), une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'application du droit des sols, ayant pour objet d'assister les services de la Ville du Touquet-Paris-Plage dans le domaine des autorisations et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol, délivrés au nom de la Ville et sous l'autorité et la responsabilité du Maire.

La mission de la SAS URBADS comprend l'étude réglementaire de la demande, de l'examen de sa recevabilité à la proposition de la décision.

Cette mission aura une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2021, et pourra être reconduite pour une année expressément un mois avant son terme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le règlement des prestations, dont les montants sont fermes et définitifs sur toute la durée du contrat, s'effectuera mensuellement à hauteur des dossiers transmis à la SAS URBADS, en fonction de leurs natures et selon les prix unitaires suivants :

- PC modificatif : 80 € HT,
 - Transfert PC : 40 € HT,
 - AT : 50 € HT,
 - PD : 50 € HT,
 - Enseignes : 120 € HT,
 - PC/PA<150m²SdP : 160 € HT,
 - PC/PA<200m²SdP : 200 € HT,
 - PC/PA<500m²SdP : 300 € HT,
 - PC/PA<1000m²SdP : 400 € HT,
 - PC/PA<3500m²SdP : 500 € HT,
 - PC/PA>3500m²SdP : 800 € HT,
 - Assistance téléphonique : 100 € HT de l'heure.
- de signer tous documents se rapportant à ce marché.

Fait au TOUQUET-PARIS-PLAGE, le 31 mars 2021.



Le Maire,

Daniel FASQUELLE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
062-216206264-20210401-88-AU
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet: 01/04/2021

* * * *

V AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE VIE DES TOUQUETTOIS, VIE SPORTIVE ET CULTURELLE

- 1) **Reconduction des conventions d'objectifs et de financement - Prestation de service Accueil de loisirs (ALSH) « Périscolaire » et « Extrascolaire » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024**

M. le Maire : c'est une simple reconduction, Madeleine.

Mme Madeleine DERAMECOURT : la CAF de Calais ayant fusionné avec celle d'Arras, les dossiers d'accueil de loisirs sans hébergement sont désormais traités par la CAF du Pas-de-Calais qui se situe sur Arras. On reconduit donc les conventions définissant les modalités d'intervention et de versement des prestations de service Accueil de Loisirs Sans Hébergement pour le périscolaire et l'extra-scolaire.

M. le Maire : pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Et si vous avez des questions Madeleine se tient à votre service.

- - - -

RECONDUCTION DES CONVENTIONS D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

PRESTATION DE SERVICE

ACCUEIL DE LOISIRS (ALSH) « PÉRISCOLAIRE » ET « EXTRASCOLAIRE »

AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS

POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2024

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que dans le cadre de leur politique d'action sociale, les Caisses d'Allocations Familiales (CAF) contribuent, par un important soutien financier, au développement et au fonctionnement d'équipements et de services qui facilitent la vie des familles et de leurs enfants. C'est ainsi que la CAF de Calais versait une prestation de services aux Centres de Loisirs agréés par la Direction de la Jeunesse et des Sports et signataires d'une convention avec la CAF.
- 2°) que la convention CAF Prestation de service signée en 2004 entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et la Caisse d'Allocations Familiales de Calais, afin de bénéficier des prestations de service allouées aux Centres de Loisirs sans Hébergement, était reconductible tacitement d'année en année.
- 3°) que par lettre circulaire 2007-121, la Caisse Nationale des Allocations Familiales informait les CAF de la création, à compter de 2008, d'un modèle de convention nationale d'objectifs et de financement couvrant l'ensemble des prestations de service et devant être renouvelée chaque année par expresse reconduction.
- 4°) que le 27 mars 2017, le Conseil municipal a autorisé la reconduction de la convention d'objectifs et de financement « Accueil de loisirs » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.
- 5°) que la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Calais ayant fusionné avec celle d'Arras au 1^{er} novembre 2011, les dossiers Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) sont désormais traités par la CAF du Pas-de-Calais dont le siège se situe rue Beaufort à Arras (62015 Cedex).
- 6°) qu'il est aujourd'hui nécessaire de reconduire avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais les conventions définissant les modalités d'intervention et de versement des prestations de service Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) pour l'accueil périscolaire et extrascolaire, pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la lettre circulaire 2007-121 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales,

Vu la délibération n° 2017-02-03 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 27 mars 2017 concernant la reconduction de la convention d'objectifs et de financement « Accueil de Loisirs sans hébergement » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais,

Vu la convention signée avec la CAF du Pas-de-Calais le 5 avril 2017,

Vu la délibération n° 2018-04-01a du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 23 juillet 2018 relative aux avenants à la convention d'objectifs et de financement « Accueil de loisirs sans hébergement » pour l'accueil périscolaire et extrascolaire,

Vu les avenants à la convention d'objectifs et de financement « Accueil de loisirs sans hébergement » pour l'accueil périscolaire et extrascolaire signés le 24 août 2018,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Vu la délibération n° 2019-05-05 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 14 octobre 2019 relative aux avenants à la convention d'objectifs et de financement « Accueil de loisirs sans hébergement » pour l'accueil périscolaire et extrascolaire,

Vu les avenants à la convention d'objectifs et de financement « Accueil de loisirs sans hébergement » pour l'accueil périscolaire et extrascolaire signés le 29 octobre 2019,

Vu le courrier de la CAF du Pas-de-Calais en date du 8 mars 2021 concernant le renouvellement du conventionnement,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Considérant la nécessité de signer les nouvelles conventions CAF/Accueil de loisirs périscolaire et extrascolaire, afin de pouvoir continuer à bénéficier des prestations de service versées par cet organisme.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de reconduire les conventions d'objectifs et de financement Prestation de service Accueil de Loisirs (ALSH) périscolaire et extrascolaire avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais, pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024.
- 2°) de donner tous pouvoirs au Maire ou à Madame Madeleine DERAMECOURT, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires scolaires et à la Jeunesse, pour signer au nom de la commune, lesdites conventions.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

- - -

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de service Accueil de loisirs (Alsh) « Péri-scolaire »

Novembre 2018

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement Alsh « Périscolaire » et le cas échéant de la subvention dite bonification « Plan mercredi » constituent la présente convention.

Entre :

Représenté(e) par

et dont le siège est situé

CI-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais,
représentée par Monsieur Jean-Claude BURGER, son Directeur,
dont le siège est situé Rue de Beaufort - 62015 ARRAS Cedex

CI-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » et le cas échéant de la bonification « Plan mercredi » pour les lieux d'implantation désignés dans l'Annexe 1.

Article 1- L'objet de la convention

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Caf soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement.

L'ensemble des temps d'accueil se déroulant sur des semaines où les enfants vont à l'école deviennent « Périscolaire » (à l'exception des samedis sans école et des dimanches).

Ces accueils sont éligibles à la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) versée par les Caf dès lors qu'ils remplissent les obligations réglementaires relatives à la protection des mineurs définies dans le Code de l'action sociale et des familles et prennent en compte les nouvelles dispositions induites par le Décret n°2018-647 du 23 Juillet 2018 modifiant les définitions et les règles applicables aux accueils de loisirs ainsi que les critères précisés à l'ensemble des points abordés à l'Article 3.

2 - Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), basée sur l'unité de compte retenue selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et les tableaux ci-après :

Montant de la prestation de service = 30 % x prix de revient dans la limite d'un prix plafond ¹ x nombre d'actes ouvrant droit x taux de ressortissants du régime général².

Nature d'activité	L'unité de calcul de la PS est l'acte réalisé quel que soit le mode de paiement des familles	
Accueil de loisirs sans hébergement périscolaire Incluant ou non une pause méridienne ⁽¹⁾ (moins de 12-ans)	Unité de calcul de la prestation de service	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles et calculées par plage d'accueil limitées à 9 heures par jour La présence d'un enfant sur une plage d'accueil – quel que soit le temps de présence réel de cet enfant sur cette plage – permet de retenir pour cet enfant un nombre d'heures réalisées correspondant à l'amplitude d'ouverture de la plage dans la limite de 9 heures par jour
<small>⁽¹⁾ La pause méridienne associée à un accueil périscolaire du matin et/ou du soir ayant fait l'objet d'une déclaration, et donc inscrite dans le cadre d'un projet global d'accueil de loisirs, peut bénéficier de la Ps « accueil de loisirs sans hébergement ». La Ps prend en compte le temps des animations éducatives organisées autour du repas, mais ne couvre pas la durée du repas qui est au minimum de 30 minutes. (Sauf pour le mercredi : demi-journée matin avec repas, demi-journée après-midi avec repas et journée complète incluant le repas).</small>		

¹ Le prix plafond est fixé annuellement par la Caf

² Tel que défini à l'Article 1.4

L'unité de calcul de la prestation de service (Ps) est l'acte réalisé quel que soit le mode de tarification aux familles

Quel que soit le mode de tarification aux familles retenu, le gestionnaire doit communiquer à la Caf la grille tarifaire à la signature de la convention.

Toute modification de cette grille doit être signalée par un envoi systématique à la Caf par le gestionnaire.

3 - Le niveau de recueil des informations

La Caf et le gestionnaire précisent les modalités de recueil concernant les données financières et les données d'activité.

Niveau de recueil des données financières

Le gestionnaire communique les données financières par commune.

☒ Niveau communal

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données financières sont transmises

Cf. imprimé liste des implantations en annexe

Niveau de recueil des données d'activité

Le gestionnaire communique les données d'activité par lieu d'implantation.

☒ Par lieu(x) d'implantation

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données d'activité sont transmises

Cf. imprimé liste des implantations en annexe

4 - Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) Périscolaire » est fixé à :

- Taux fixe : 99 %

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 3.7 de la présente convention, produites **au plus tard le 28/02** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30/06** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 3.7.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

Le gestionnaire s'engage à communiquer à la Caf annuellement le détail du nombre d'heures réalisées au profit des familles par période et par tranche d'âge.

Si les données d'activité détaillées sont désormais uniquement demandées pour la déclaration de données réelles, il est cependant nécessaire d'en assurer le suivi tout au long de l'année, notamment en cas de contrôle de votre Caf.

Le paiement de l'acompte est effectué en un seul versement, dans la limite de 70 % du droit prévisionnel. Il est conditionné à la réception des pièces qui permettent la liquidation simultanée du droit prévisionnel de l'année N et du droit réel de l'année N-1.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs, dans les délais impartis.

Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire,
- la mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fait l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caisse d'Allocations Familiales.

La régularisation du droit N est effectuée sur la base de la charge à payer constituée.

Afin de faciliter l'évaluation des charges à payer, le gestionnaire s'engage à produire tout document et/ou renseignement intermédiaire d'activité et financier.

Article 2 : Les modalités de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Pour que tous les enfants puissent bénéficier d'activités et de projets propices à leur épanouissement et à leur réussite, le Plan mercredi vise à soutenir la structuration et le développement d'activités de loisirs de qualité sur le temps du mercredi, tout en recherchant une meilleure articulation des temps scolaires, périscolaires.

Les principaux objectifs poursuivis par le Plan mercredi sont les suivants :

- Renforcer la qualité des offres périscolaires ;
- Promouvoir le caractère éducatif des activités du mercredi ;
- Favoriser l'accès à la culture et au sport ;
- Réduire les fractures sociales et territoriales.

Conçues dans une logique à la fois de loisirs, de découvertes et de pratiques, les activités du mercredi pourront être culturelles, artistiques, manuelles, environnementales, numériques, civiques et sportives. Elles devront garantir une diversité et une progressivité pédagogique sur l'année, et feront appel aux ressources du territoire.

Le Plan mercredi concerne tous les enfants de la maternelle au CM2, sur les temps du mercredi hors vacances scolaires, à partir de la rentrée 2018.

Pour s'inscrire dans un Plan mercredi, une collectivité doit remplir trois conditions cumulatives :

- Organiser un accueil de loisirs périscolaire défini à l'article R.227-1 du code de l'action sociale et des familles.
- Conclure un Projet éducatif territorial (Pedt) intégrant le mercredi afin de maintenir une cohérence éducative des activités périscolaires organisées dans les conditions de l'article R.551-13 du code de l'éducation. Elaboré dans un cadre partenarial élargi, (incluant notamment les acteurs du monde culturel ou sportif), il prend en compte les temps périscolaires. Le directeur de la Caf est signataire de la convention relative à ce Pedt aux côtés du Préfet de département, du directeur académique des services de l'éducation nationale (Dasen) et du maire ou président de l'Epci, réunis au sein du groupe d'appui départemental (Gad).
- S'engager à respecter la charte qualité Plan mercredi. Cet engagement doit être formalisé par la collectivité avec les services de l'Etat et la caisse d'allocations familiales et préciser les accueils concernés. Celle-ci est organisée autour de 4 axes :
 - o Veiller à la complémentarité éducative des temps périscolaires du mercredi avec les temps familiaux et scolaires ;
 - o Assurer l'inclusion et l'accessibilité de tous les enfants souhaitant participer à l'accueil de loisirs, en particulier des enfants en situation de handicap ;
 - o Inscrire les activités périscolaires sur le territoire et en relation avec ses acteurs ;
 - o Proposer des activités riches et variées en y associant des sorties éducatives et en visant une réalisation finale (œuvre, spectacle, exposition, tournoi, etc.).

L'organisation de l'accueil peut être confiée par la collectivité à un autre organisateur comme une association ou tout autre délégataire de service.

2 - Le mode de calcul de la subvention dite bonification « Plan Mercredi »

Afin de pouvoir bénéficier de la bonification « Plan mercredi », les Alsh devront répondre aux critères cumulatifs suivants :

- Remplir les critères d'éligibilité à la Pso Alsh sur le temps d'accueil du mercredi (et donc pratiquer une tarification modulée, pas de gratuité possible) ;
- Avoir signé un projet éducatif territorial intégrant le mercredi ;
- Figurer sur la liste des Alsh labellisés Plan mercredi par la collectivité ;
- Avoir développer des heures nouvelles à compter de Septembre 2018 par rapport à l'année de référence (ou à compter de Septembre 2017 pour les organisations de temps scolaire à 4 jours en 2017 et non intégré à un Contrat enfance jeunesse) ;
- Etre déclaré à la DDSC en périscolaire.

La bonification « Plan mercredi » se calcule de la façon suivante :

Nouvelles heures X Montant horaire fixé par la Caf X Taux RG de la Pso Périscolaire.

Seront considérées comme nouvelles heures d'accueil éligibles à la bonification « Plan mercredi » :

- **Le volume d'heures obtenu en comparant le nombre d'heures en Pso périscolaire N avec le nombre d'heures de la période de référence, sur le temps du mercredi en année N.**

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Année de calcul du droit d'observation	Période de référence	
2018	Pour les Alsh sur des collectivités passées à une organisation des temps scolaires à 4 jours en Septembre 2017 et hors Cej en 2017	Septembre à Décembre 2016
2019 et après	Pour les Alsh sur des collectivités passées à une organisation des temps scolaires à 4 jours en Septembre 2017 et hors Cej en 2017	Janvier à Décembre 2016
2018	Pour les Alsh sur des collectivités passées à une organisation des temps scolaires à 4 jours en 2018 ou maintenue à 4,5 jours en 2018	Septembre à Décembre 2017
2019 et après	Pour les Alsh sur des collectivités passées à une organisation des temps scolaires à 4 jours en 2018 ou maintenue à 4,5 jours en 2018	Janvier à Décembre 2017

3 – Le versement de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Le taux de ressortissants du régime général pour la bonification « Plan mercredi » est identique au taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Alsh « Périscolaire » tel qu'indiqué à l'Article 1- 4. « Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « périscolaire »

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 3.7 de la présente convention, produites **au plus tard le 28/02** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30/06** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite bonification « Plan mercredi » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 3.7.

Aucun acompte ne sera versé.

Article 3 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;
- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ;
- Une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

3 - Au regard de l'accès à l'espace Partenaires

3.1 - Objectif principal

« Mon Compte partenaire » permettra d'améliorer la qualité des offres numériques de la branche famille, et contribuera à l'accès aux droits des allocataires et à l'allègement des charges tant des partenaires que des Caf.

La transmission des données se fait via un accès à des services mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr » dénommé « Mon Compte Partenaire ».

3.2 - Les modalités d'accès aux services

En amont de la mise à disposition des accès au portail, des documents contractuels sont à signer entre la Caf et le partenaire :

- Une convention d'accès « Mon compte Partenaire » : convention globale encadrant les accès aux différents services proposés ;
- Un contrat de services formalisant l'ensemble des accès et habilitation d'un organisme partenaire ;
- Un bulletin d'adhésion propre au service « aides financières d'action sociale » (Afas)
- Et des pièces justificatives : la fiche d'habilitation des utilisateurs (selon le mode de gestion), la liste des interlocuteurs partenaire et la liste des interlocuteurs Caf.

Les services ouverts au partenaire ayant signé la convention « Mon compte partenaire » et leurs modalités d'utilisation (plage d'ouverture, gestion des interruptions du service...) sont définis dans le contrat de service et ses annexes.

Chaque service fonctionnel fait l'objet d'une gestion d'accès selon les conditions fixées dans le contrat de services.

4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de l'application mobile « caf-mon-enfant »

Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de son application mobile « caf-mon-enfant », le gestionnaire et la Caf conviennent que la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les conditions spécifiques, les tarifs s'il y a lieu, figureront sur le site Internet « monenfant.fr » et l'application mobile « caf-mon-enfant » propriétés de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit site Internet.

Dans le cas, ou celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

Le référencement des données au moyen de la fiche annexée et tel que prévu dans l'article ci-dessus est obligatoire.

En revanche, la signature de la convention d'habilitation permettant d'encadrer la contractualisation entre le gestionnaire et la Caf pour une saisie directe sur le site Internet reste obligatoire si et seulement si le gestionnaire privilégie ce canal.

Toute modification de la fiche d'habilitation doit être signalée à la Caf par le gestionnaire par un envoi systématique.

La non - signature de cette convention d'habilitation ne remet pas en cause la signature de la convention d'objectifs et de financement et pourra intervenir à tout moment.

5 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant le service couvert par la présente convention.

6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;

- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

Le gestionnaire s'engage à respecter, sur toute la durée de la convention, les dispositions légales et réglementaires relatives aux accueils collectifs de mineurs.

Tout contrôle des services de l'Etat et notamment des services départementaux de la jeunesse concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil collectif de mineurs entraîne la suspension immédiate de la prestation de service et le remboursement des sommes correspondantes déjà versées.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement.

7 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » et de la subvention dite bonification « Plan mercredi » le cas échéant s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci- après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- Les pièces nécessaires au paiement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »,
- Les pièces nécessaires au paiement de la bonification « Plan Mercredi » le cas échéant.

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- Les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- Les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire ».

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

7.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles – Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives 	Attestation de non changement de situation
Vocation	<ul style="list-style-type: none"> - Numéro SIREN / SIRET - Statuts datés et signés 	
Destinataire du paiement	<ul style="list-style-type: none"> - Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). 	
Capacité du contractant	<ul style="list-style-type: none"> - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau 	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	<ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1) 	

Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence - Numéro SIREN / SIRET 	Attestation de non changement de situation
Vocation	<ul style="list-style-type: none"> - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) 	
Destinataire du paiement	<ul style="list-style-type: none"> - Relevé d'identité bancaire, postal 	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Entreprises – groupements d’entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts datés et signés	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

7.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) « Périscolaire »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Qualité du projet	Projet éducatif	Attestation de non changement de situation
	Projet pédagogique	Projet pédagogique
Éléments financiers	Grille tarifaire	Grille tarifaire
Fiche de référencement « mon-enfant.fr »	Imprimé type recueil de données	Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation

Les pièces justificatives relatives au service ALSH nécessaire en cas de tout changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- La liste des lieux implantations (Annexe) ;
- La fiche de référencement « mon-enfant.fr » ;
- La grille tarifaire.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

7.3 - Les pièces justificatives relatives au questionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite Prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement Alsh « Périscolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Déclaration de fonctionnement	Récépissé de la déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes (*)	Récépissé de déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes. ⁽¹⁾
Eléments financiers	Budget prévisionnel N. (uniquement si l'Alsh a moins de 2 ans d'activité) Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.	Compte de résultat
Activité	Nombre d'heures réalisées en N par nature d'activité selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement	Nombre d'heures réalisées détaillées par période et par âge et par nature d'activité selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

(*) Les éléments liés aux déclarations DDCS- PP pourront également être consultés directement par la Caf à partir du système d'information des accueils de mineurs (Siam)- Gestion accueils de mineurs et téléprocédure accueil de mineurs (GAM- TAM)

7.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité dans le cadre de l'actualisation de la subvention dite Prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Activité	- Nombre d'heures réalisées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

7.5 - Les pièces justificatives relatives au questionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Labellisation Plan Mercredi	Projet éducatif du territoire avec la convention Charte qualité « Plan mercredi » Liste des Alsh inscrits dans le Plan mercredi de la collectivité
Activité	Nombre d'heures réalisées les mercredis en N – Nombre d'heures réalisées les mercredis sur la période de référence par rapport à la période comparable

8 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service de l'Accueil de loisirs sans hébergement « Périscolaire » mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Article 4 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

Si la convention porte sur une subvention soumise à conditions (barème, plafond), la Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire les éléments actualisés. Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les éléments nécessaires au versement de la prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Ps Alsh) « Périscolaire » et le cas échéant de la subvention dite bonification « Plan mercredi »

Ces documents pourront être adressés au gestionnaire sous forme dématérialisée.

Article 5 – Le suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 – Le suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

- L'atteinte des objectifs fixés sur les missions supplémentaires le cas échéant.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 6 – La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2021 au 31/12/2024.

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 7 – La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

Article 8 – La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de

réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 9 – Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Périscolaire » et la subvention dite bonification « Plan mercredi » étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Périscolaire » et le cas échéant de la subvention dite bonification « Plan Mercredi » et en avoir pris connaissance.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à, Le, en 2 exemplaires

La Caf du Pas-de-Calais

Le gestionnaire

**Le Directeur,
Monsieur Jean-Claude BURGER**

Nom du signataire gestionnaire

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'histoire, les impasses sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le fardeau des hommes et repêchent identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

As fondement des gouverns de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX^e siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1944, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idée de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisée qu'à la condition de leur donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires soumettent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1 LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2 LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3 LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4 LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes à l'égard des hommes et des femmes à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5 LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empiècherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6 LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour ses collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques ou religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul salarié ne peut être saisi de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7 LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de liberté en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est interdit et les restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires, selon les réalités du terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la coéducation. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terrain d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9 AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'équivalence de la vie des usagers et l'accès de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement constants.



CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de service Accueil de loisirs (Alsh) « Extrascolaire »

Novembre 2018

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » constituent la présente convention.

Entre :

Représenté(e) par

et dont le siège est situé

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais,
représentée par Monsieur Jean-Claude BURGER, son Directeur,
dont le siège est situé Rue de Beaufort - 62015 ARRAS Cedex

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » pour les lieux d'implantation désignés dans l'Annexe.

Article 1- L'objet de la convention

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Caf soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, des accueils de scoutisme sans hébergement et des accueils de jeunes déclarés auprès des services départementaux de la jeunesse.

L'accueil de loisirs extrascolaire est celui qui se déroule le samedi sans école, le dimanche et pendant les vacances scolaires.

Ces accueils sont éligibles à la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) versée par les Caf dès lors qu'ils remplissent les obligations réglementaires relatives à la protection des mineurs définies dans le Code de l'action sociale et des familles et prennent en compte les nouvelles dispositions induites par le Décret n°2018-647 du 23 Juillet 2018 modifiant les définitions et les règles applicables aux accueils de loisirs ainsi que les critères précisés à l'ensemble des points abordés à l'Article 2.

Le temps extrascolaire pris en compte par la Caf se situe pendant :

- les vacances scolaires (petites vacances et vacances d'été) ;
- les samedis sans école ;
- le dimanche (uniquement pour les séjours d'une durée maximum de 5 nuits et 6 jours).

Un accueil de loisirs sans hébergement extrascolaire est un accueil collectif de mineurs qui répond à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- Etre organisé en dehors du domicile parental ;
- Accueillir de manière régulière 7 à 300 mineurs ;
- Offrir une diversité d'activités organisées ;
- Avoir un caractère éducatif ;
- Se dérouler sur 14 jours au moins consécutifs ou non au cours d'une même année ;
- S'étendre sur une durée minimale de deux heures.

Un accueil de scoutisme sans hébergement extrascolaire est un accueil collectif de mineurs qui répond à l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- être organisé en dehors du domicile parental ;
- accueillir de manière régulière au moins sept mineurs ;
- être organisé par une association dont l'objet est la pratique du scoutisme et bénéficiant d'un agrément national délivré par le ministre chargé de la jeunesse.

Les accueils de loisirs sans hébergement extrascolaires et les accueils de scoutisme sans hébergement extrascolaires sont éligibles à la prestation de service Accueils de loisirs sans hébergement Alsh « Extrascolaire » versée par les Caf.

Sont également éligibles à la prestation de service :

- Les séjours courts de trois nuits consécutives au plus, et les activités accessoires de quatre nuits au plus rattachés à un accueil sans hébergement (accueil de loisirs déclarés), et sous réserve qu'ils soient intégrés au projet éducatif de cet accueil.
- Les séjours d'une durée de cinq nuits et six jours au maximum, sous réserve qu'ils respectent les conditions cumulatives détaillées ci-après :
 - être prévus dès la déclaration annuelle d'un accueil de loisirs sans hébergement;
 - être intégrés au projet éducatif de l'accueil de loisirs;
 - faire l'objet d'une déclaration en tant que séjour de vacances.
- Les séjours organisés dans le cadre du projet éducatif d'un accueil de scoutisme sans hébergement, d'une durée maximum de cinq nuits et six jours, sous réserve qu'ils aient fait l'objet d'une fiche complémentaire à la déclaration initiale de l'accueil de scoutisme.

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » ne peut être attribuée aux accueils :

- organisés par des établissements d'enseignement scolaire ;
- ne relevant pas du régime de protection des mineurs où les enfants sont accueillis hors du domicile parental ;
- dont la mission relève de la protection de l'enfance ;
- destinés à un public nécessitant une prise en charge spécifique (protection judiciaire de la jeunesse, etc.).

2 - Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), basée sur l'unité de compte retenue selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et les tableaux ci-après :

Montant de la prestation de service = 30 % x prix de revient dans la limite d'un prix plafond ¹x nombre d'actes ouvrant droit x taux de ressortissants du régime général.

¹ Le prix plafond est fixé annuellement par la Caf

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Nature d'activité	Mode de paiement des familles		Unité de calcul de la prestation de service
Accueil de loisirs et de scoutisme sans hébergement extrascolaire	Paiement sur facturation		
	Option 1	Uniquement par une facturation à l'heure /enfant	En fonction du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles
	Option 2	Uniquement par une facturation à la ½ journée ou journée/enfant	En fonction du nombre de ½ journées ou journées figurant sur les factures (2) aux familles, avec la règle suivante : - si l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement est égale ou supérieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à 8 heures et la ½ journée équivaut à 4 heures ; - si l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement est inférieure à 8 heures pour une journée, alors la journée équivaut à cette amplitude journalière et la ½ journée équivaut à la moitié de l'amplitude journalière d'ouverture effective de l'équipement.
	Option 3	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d'un cumul sur une même journée d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	En fonction du nombre de journées facturées (2) aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 heures maximum).
	Option 4	Par les deux modes de facturation ci-dessus du fait d'un cumul sur un même accueil d'une facturation à l'heure/enfant et d'une facturation à la ½ journée ou journée/enfant.	Par le cumul du nombre d'heures figurant sur les factures (2) aux familles et du nombre de journées facturées aux familles dans la limite de l'amplitude d'ouverture effective de l'équipement (avec 1 journée = 8 h maximum et une ½ journée = 4 h maximum).
	Paiement selon un autre mode		
	Option 5	Uniquement pour l'acquittement d'un forfait (3)	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des familles.
	Option 6	Uniquement par une cotisation (4)	
	Option 7	Par au moins deux des modes de tarification ci-dessus à l'exclusion des options 3 ou 4 ci-dessus	
	<p>(2) La facturation résulte de l'établissement d'une facture qui précise à la famille la nature de l'unité de compte (heure ou journée), le tarif unitaire de cette unité de compte et le nombre d'unités retenues pour établir la facturation à la famille.</p> <p>(3) Le forfait correspond à une offre déterminée par avance sur une période supérieure à une journée, et dont la périodicité est soit hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle, et pour lequel est demandé un paiement global et invariable quel que soit le nombre d'actes effectués.</p> <p>(4) La cotisation est une somme d'argent permettant de financer les frais de fonctionnement d'un équipement.</p>		
Séjours organisés par un accueil de loisirs extrascolaire ou de scoutisme	En fonction du nombre de journées réalisées au profit des familles avec 1 journée = 10 heures Sont éligibles les « séjours accessoires » à l'Alsh d'une durée de 1 à 4 nuits ainsi que les séjours de 6 jours 5 nuits remplissant les conditions définies dans l'objet de la convention.		

Les parties signataires à la présente convention retiennent comme modalités de calcul de la prestation de service pour l'accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » l'option indiquée ci-dessous et relative au mode de paiement des familles telle que détaillée à

l'article 1-2 « Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire ».

Pour l'accueil de loisirs sans hébergement - extrascolaire, l'option n°	est retenue
--	--------------------

Quel que soit le mode de tarification aux familles retenu, le gestionnaire doit communiquer à la Caf la grille tarifaire à la signature de la convention. Toute modification de cette grille doit être signalée par un envoi systématique à la Caf par le gestionnaire.

3 - Niveau de recueil des informations

La Caf et le gestionnaire précisent les modalités de recueil concernant les données financières et les données d'activité.

Niveau de recueil des données financières

Le gestionnaire communique les données financières par commune.

☒ **Niveau communal**

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données financières sont transmises

Cf. imprimé « liste des implantations » en annexe

Niveau de recueil des données d'activité

Le gestionnaire communique les données d'activité par lieu d'implantation.

☒ **Par lieu(x) d'implantation**

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données d'activité sont transmises

Cf. imprimé « liste des implantations » en annexe

4- Le versement de la subvention dite prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » est fixé à :

- **Taux fixe : 99 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 2.7 de la présente convention, produites **au plus tard le 28/02** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs **au 30/06 de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné** peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » est effectué sous réserve des disponibilités de crédits et de la production des justificatifs précisés à l'article 2.7

Le gestionnaire s'engage à communiquer à la Caf annuellement le détail du nombre d'heures réalisées et/ou facturées au profit des familles par période et par tranche d'âge.

Si les données d'activité détaillées sont désormais uniquement demandées pour la déclaration de données réelles, il est cependant nécessaire d'en assurer le suivi tout au long de l'année, notamment en cas de contrôle de votre Caf.

Le paiement de l'acompte est effectué en un seul versement, dans la limite de 70 % du droit prévisionnel. Il est conditionné à la réception des pièces qui permettent la liquidation simultanée du droit prévisionnel de l'année N et du droit réel de l'année N-1.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs, dans les délais impartis.

Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire,
- la mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fait l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caisse d'Allocations Familiales.

La régularisation du droit N est effectuée sur la base de la charge à payer constituée.

Afin de faciliter l'évaluation des charges à payer, le gestionnaire s'engage à produire tout document et/ou renseignement intermédiaire d'activité et financier.

Article 2 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité de l'équipement

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service,
- l'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention),
- les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ;
- une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- la production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents.
- la mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers.

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas

exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

3 - Au regard de l'accès à l'espace Partenaires

3.1 - Objectif principal

« Mon Compte partenaire » permettra d'améliorer la qualité des offres numériques de la branche famille, et contribuera à l'accès aux droits des allocataires et à l'allègement des charges tant des partenaires que des Caf.

La transmission des données se fait via un accès à des services mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr dénommé « Mon Compte Partenaire ».

3.2 - Les modalités d'accès aux services

En amont de la mise à disposition des accès au portail, des documents contractuels sont à signer entre la Caf et le partenaire :

- une convention d'accès « Mon compte Partenaire » : convention globale encadrant les accès aux différents services proposés ;
- un contrat de services formalisant l'ensemble des accès et habilitation d'un organisme partenaire ;
- un bulletin d'adhésion propre au service « aides financières d'action sociale » (AFAS)
- et des pièces justificatives: la fiche d'habilitation des utilisateurs (selon le mode de gestion), la liste des interlocuteurs partenaire et la liste des interlocuteurs Caf.

Les services ouverts au partenaire ayant signé la convention « Mon compte partenaire » et leurs modalités d'utilisation (plage d'ouverture, gestion des interruptions du service...) sont définis dans le contrat de service et ses annexes.

Chaque service fonctionnel fait l'objet d'une gestion d'accès selon les conditions fixées dans le contrat de services.

4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de l'application mobile « caf-mon-enfant »

Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr » et de son application mobile « caf-mon-enfant », le gestionnaire et la Caf conviennent que la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les conditions spécifiques, les tarifs s'il y a lieu, figureront sur le site Internet « monenfant.fr » et l'application mobile « caf-mon-enfant » propriétés de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit site Internet.

Dans le cas, ou celui-ci a signé une convention d'habilitation « monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion,

Le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

Le référencement des données au moyen de la fiche annexée et tel que prévu dans l'article ci-dessus est obligatoire.

En revanche, la signature de la convention d'habilitation permettant d'encadrer la contractualisation entre le gestionnaire et la Caf pour une saisie directe sur le site Internet reste obligatoire si et seulement si le gestionnaire privilégie ce canal.

Toute modification de la fiche d'habilitation doit être signalée à la Caf par le gestionnaire par un envoi systématique.

La non - signature de cette convention d'habilitation ne remet pas en cause la signature de la convention d'objectifs et de financement et pourra intervenir à tout moment.

5 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant le service couvert par la présente convention.

6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- de droit du travail ;
- de règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts *(ne concerne pas les collectivités territoriales)*.

Le gestionnaire s'engage à respecter, sur toute la durée de la convention, les dispositions légales et réglementaires relatives aux accueils collectifs de mineurs.

Tout contrôle des services de l'Etat et notamment des services départementaux de la jeunesse conduisant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil collectif de mineurs entraîne la suspension immédiate de la prestation de service et le remboursement des sommes correspondantes déjà versées.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement.

7 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf. Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- les pièces nécessaires au paiement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire ».

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire ».

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

7.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles- Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives - Numéro SIREN / SIRET 	Attestation de non changement de situation
Vocation	- Statuts	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité du contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

**Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)**

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence - Numéro SIREN / SIRET	Attestation de non changement de situation
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

7.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention
Qualité du projet	Projet éducatif	Attestation de non changement de situation
	Projet pédagogique	Projet pédagogique
	Grille tarifaire	Grille tarifaire
Fiche de référencement « mon-enfant.fr »	Imprimé type recueil de données	Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation

Les pièces justificatives relatives au service Alsh nécessaire en cas de tout changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- La grille tarifaire ;
- La liste des lieux implantations (Annexe) ;
- La fiche de référencement « mon-enfant.fr ».

7.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Déclaration de fonctionnement	Accusé de réception de la déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes (*)	Récépissé de déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes. (*)
Éléments financiers	Budget prévisionnel N. (uniquement si l'Alsh a moins de 2 ans d'activité) Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.	Compte de résultat
Activité	Nombre d'heures réalisées et/ou facturées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement	Nombre d'heures réalisées et/ou facturées détaillées par période et par âge selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

(*) Les éléments liés aux déclarations DDCE pourront également être consultés directement par la Caf à partir du système d'information des accueils de mineurs (Siam)- Gestion

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

accueils de mineurs et téléprocédure accueil de mineurs (GAM- TAM)

7.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité dans le cadre de l'actualisation de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire »

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Activité	- Nombre d'heures facturées et /ou réalisées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement

8 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service au projet de l'Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

Si la convention porte sur une subvention soumise à conditions (barème, plafond), la Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire les éléments actualisés. Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les éléments nécessaires au versement de la prestation de service accueil de loisirs sans hébergement (Ps Alsh) « Extrascolaire ».

Ces documents pourront être adressés au gestionnaire sous forme dématérialisée.

Article 4 - Suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 - Suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- la conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;
- l'atteinte des objectifs fixés sur les missions supplémentaires le cas échéant.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation. La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

2 - Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 5 – La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2021 au 31/12/2024. La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 6 – La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

Article 7 – La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 8 – Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Extrascolaire » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Extrascolaire » et en avoir pris connaissance.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

Fait à, Le, en 2 exemplaires

La Caf du Pas-de-Calais

Le gestionnaire

**Le Directeur,
Monsieur Jean-Claude BURGER**

Nom du signataire gestionnaire

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'histoire, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont la source des tensions et conflits identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la justice dans leurs relations de l'histoire et des lois de la République.

Le humanisme des guerres de religion, à la suite des Luthériers et avec la Révolution française, avait une loi sous-jacente : la loi du XIX^e siècle, avec la loi du 6 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantissant tout d'abord la liberté de conscience. Elle vise ses pratiques et manifestations sociales sans concurrencer par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle partit du principe d'universalité qui fonda aussi la Sécurité sociale et à laquelle, avec le programme de 1945, le général de Gaulle ajouta la « Sécurité sociale » en octobre 1958. Elle dispose d'ailleurs que « La France est une loi d'Équilibre, d'indivisibilité, de laïcité, de démocratie et de justice. Elle assure l'unité de la loi de tous ».

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Bie respectu
toutes les crevances ..

L'absence de poids chrétien qu'elle pourrait ne sera ressentie qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'environ les générations, ou dans les institutions. A cet égard, la branche française et ses partenaires s'occupent à se créer des moyens matériels, s'enrichissent en œuvres bien comprises et observées de la foi. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République ainsi que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses paravents se tiennent par la personne chargée de sceller le principe de laïcité en dénucléant l'attribution aux prestations de l'ancien, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien zébronnée. Etienne avec eux, cette chose étrange est porteuse, mais tout autant par elle-même, car la solidarité de la branche Famille.

ARTICLE 1

La filière est une référence commune à la tranchée Famille et ses partenaires. Il s'agit du groupement des deux familles et de toutes les autres qui ne développent des relations de solidarité qu'au sein des générations.

ARTICLE 2

LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La technique de la coupe de la biopneumonie pulmonaire, qui permet la coagulation totale et la coagulation dans le respect du principe des coagulations et de la formation des coagulations à la coupe (coupe de la biopneumonie).

ARTICLE 2

LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La lettre a pour principe le Martin de Corbeil ou son premier et la modification de son lignage dans le respect de l'ordre public stable par la loi.

ARTICLE 4
DE LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ
DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS
AUX DROITS

La lámina contribuye a la dignidad del personaje y a fugarse entre los terrenos de las fronteras, a la búsqueda de otros de su transformación legal de sujetos del Estado. Ella rescatará la libertad de elegir al dañar las cosas, la habilidad y la vida. A raíz de la falta de apoyo de los centros de documentación, como el Museo de Historia Regional.

ARTICLES
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE
ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La talenta offre a ciascuno di a ciascun
no territorio e di lavoro da loro. Con un
ci da la provincia. E la prova da loro forme
di proselitismo qui emulano. E' ch'una
un'opera di lavoro. Con un'opera ch'una

ARTICLE 5
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION
DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

Le thème implique pour les collaborateurs et les intervenants de la branche nationale et locale, que participant à la création du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les conseils ne doivent pas maintenir des convictions philosophiques, politiques ou religieuses. Nullatenus ne peut intervenir de préférence des commissions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, ne pas utiliser ne peut être exclu de la tâche.

ARTICLE 7

Les règles du jeu de l'organisation des espaces et du temps d'activités des participants sont restructurées, du principe de l'aire en large qui garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement interne d'un établissement pénitentiaire, tout spécialement au regard des restrictions au port de signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse dont les possibilités et les modalités sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 6
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La chose d'importance se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns envers les autres. Ces attitudes partagées et à l'encouragement sont l'accomplissement la détermination et l'obligation au respect mutuel et la coopération et le partenariat. Ainsi, avec, en plein la famille, la terre est le normal d'une société pour partie et plus traitement porteurs de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9

ONE STUDY AND LATE TYPE ENTITIES

ADRI POUR UNE CARTE BIEN PARTAGÉE

La transmission d'un appartement de la branche s'est pu faire par la mise en place de lettres d'attribution au notaire. La lettre d'attribution est de deux ordres. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche famille d'un parent avec la branche d'un autre parent. L'imposition de la carte d'attribution est prise en considération par les relations de la branche famille avec les parents. Elle fait l'objet d'une loi d'accompagnement officielle.



2) **Reconduction de la convention d'objectifs et de financement - Prestation de Service Accueil de loisirs (ALSH) « Accueil Adolescent » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024**

M. le Maire : c'est la même délibération mais pour les adolescents.

Mme Madeleine DERAMECOURT : en fait, dans le cadre des accueils de loisirs, il y aura des accueils d'adolescents en même temps.

M. le Maire : c'est très bien, très important de ne pas laisser les adolescents livrés à eux-mêmes pendant les périodes de vacances. Là aussi je pense que tout le monde sera d'accord. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Parfait.

2021-02-02

RECONDUCTION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT
PRESTATION DE SERVICE ACCUEIL DE LOISIRS (ALSH) « ACCUEIL ADOLESCENT »
AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS
POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DÉCEMBRE 2024

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que le 18 juin 2010, le Conseil municipal a approuvé les termes d'une convention d'objectifs et de financement « Contrat Enfance Jeunesse » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais (CAF du Pas-de-Calais) et autorisé sa signature, afin de mettre en place une Centre d'Animation Jeunesse. Par la suite, cette activité a été intégrée avec l'accueil périscolaire et extrascolaire au sein d'une seule et même convention.
- 2°) que le 27 mars 2017, le Conseil municipal a reconduit avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais la convention définissant les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) pour l'accueil périscolaire et extrascolaire pour les enfants de 2 ans à 17 ans révolus, ainsi que l'Aide Spécifique Rythmes Educatifs (ASRE), pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020,
- 3°) que dans le cadre de la déclaration auprès de la CAF du Pas-de-Calais pour l'accueil d'un public adolescent accompagné d'un projet pédagogique spécifique à la tranche d'âge de 12 ans à 17 ans révolus, il nous a été demandé par courrier électronique en date du 8 mars 2021, de signer une convention d'objectifs et de financement accueil de Loisirs ALSH « Accueil Adolescent », pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la lettre circulaire 2007-121 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales,

Vu la délibération n° 2017-02-03 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 27 mars 2017 concernant la reconduction de la convention d'objectifs et de financement « Accueil de Loisirs » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais,

Vu la convention signée avec la CAF de Calais en date du 8 octobre 2018,

Vu le mail de la CAF du Pas-de-Calais en date du 8 mars 2021 concernant le renouvellement du conventionnement,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Considérant la nécessité de signer une nouvelle convention CAF/Accueil de loisirs, afin de pouvoir continuer à bénéficier des prestations de service versées par cet organisme.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DECIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de reconduire la convention d'objectifs et de financement « Accueil de Loisirs - Accueil Adolescent » avec la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais, pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2024.
 - 2°) de donner tous pouvoirs au Maire ou à Madame Madeleine DERAMECOURT, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires scolaires et à la Jeunesse, pour signer au nom de la commune, ladite convention.
 - 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur Le Trésorier du Touquet.
-

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT



Prestation de Service Accueil de Loisirs (Alsh) « Accueil Adolescent »

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Les conditions ci-dessous de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) « Accueil Adolescent » constituent la présente convention.

Entre :

Nom du partenaire : _____

Domicilié(e) : _____

Représenté(e) par _____

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais,
représentée par Monsieur Jean-Claude BURGER, son Directeur,
dont le siège est situé Rue de Beaufort - 62015 ARRAS Cedex.

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caisses d'Allocations familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte, à la prévention des exclusions, au maintien des liens familiaux.

Au travers de diagnostics partagés, les Caisses d'Allocations familiales prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- renforcer le développement de l'offre d'accueil des jeunes enfants en direction de toutes les familles et de tous les territoires ;
- contribuer à la structuration d'une offre « enfance et jeunesse » adaptée aux besoins des familles ;
- soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) pour « l'Accueil Adolescent » pour les lieux d'implantation désignés dans l'Annexe 1.

Sont éligibles au service « Accueil Adolescent » les "Accueils de jeunes" et/ou les accueils de loisirs sans hébergement « Péri-scolaire » et/ou les accueils de loisirs sans hébergement "Extrascolaire" pour les mineurs âgés de 12 ans et plus déclarés auprès des directions départementales de la cohésion sociale ou des directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations.

La présente convention porte sur un service « Accueil Adolescent » :

- ☒ Accueil de loisirs extrascolaire et/ou péri-scolaire déclaré auprès de la DDSC/DDCSPP pour les mineurs âgés de 12 ans et plus.

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Accueil Adolescent »

1.2 – Objectifs

Dans le cadre de leur politique en direction du temps libre des enfants et des jeunes, les Caf soutiennent le développement et le fonctionnement des accueils de loisirs sans hébergement, des accueils de scoutisme sans hébergement et des accueils de jeunes déclarés auprès des services départementaux de la jeunesse.

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil adolescent » est attribué aux équipements- services déclaré au titre de « l'accueil jeunes » auprès de la DDSC/DDCSPP et aux équipements-services accueillant des jeunes à partir de 12 ans et déclarés au titre d'un accueil Péri-scolaire ou Extrascolaire auprès de la DDSC/DDCSPP dès lors qu'ils remplissent les obligations réglementaires relatives à la protection des mineurs définies dans le Code de l'action sociale et des familles ainsi que les critères précisés à l'ensemble des points abordés à l'Article 2.

- Un « Alsh adolescent » concerne un **accueil de loisirs sans hébergement péri-scolaire ou extrascolaire** dont le projet adolescent est proposé.

Sont également éligibles à la prestation de service :

- Les séjours courts de quatre nuits consécutives au plus, s'ils sont accessoires à un accueil de jeunes, et sous réserve qu'ils soient intégrés au projet éducatif de cet accueil.
- Les séjours d'une durée de cinq nuits et six jours au maximum, sous réserve qu'ils respectent les conditions cumulatives détaillées ci-après :
 - être prévus dès la déclaration annuelle d'un accueil de jeunes ;
 - être intégrés au projet éducatif de l'accueil de jeunes ;
 - faire l'objet d'une déclaration en tant que séjour de vacances.

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil Adolescent » ne peut être attribuée aux accueils :

- organisés par des établissements d'enseignement scolaire ;
- ne relevant pas du régime de protection des mineurs où les enfants sont accueillis hors du domicile parental ;
- dont la mission relève de la protection de l'enfance ;
- destinés à un public nécessitant une prise en charge spécifique (protection judiciaire de la jeunesse, etc.).

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

2 - Le mode de calcul de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil Adoléscent »

Elle se calcule de la façon suivante :

La Caf verse une prestation de service (Ps), basée sur l'unité de compte retenue selon les modalités de calcul détaillées dans la formule et les tableaux ci-après :

Montant de la prestation de service = 30 % x prix de revient dans la limite d'un prix plafond² x nombre d'actes ouvrant droit x taux de ressortissants du régime général.

Nature d'activité	Mode de paiement des familles	Unité de calcul de la prestation de service
Accueil adolescent	En fonction du nombre d'heures réalisées au profit des bénéficiaires (éventuellement arrondi à l'heure supérieure).	
Séjours organisés par un accueil adolescent	En fonction du nombre de journées réalisées au profit des familles avec 1 journée = 10 heures Sont éligibles les « séjours accessoires » à l'Accueil de jeunes d'une durée de 1 à 4 nuits ainsi que les séjours de 6 jours 5 nuits remplissant les conditions définies dans l'objet de la convention.	

2.1 - Niveau de recueil des informations

La Caf et le gestionnaire précisent les modalités de recueil concernant les données financières et les données d'activité.

Niveau de recueil des données financières

Le gestionnaire communique les données financières par commune.

☒ Niveau communal

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données financières sont transmises

Cf. imprimé « Liste des lieux d'implantation », en annexe.

Niveau de recueil des données d'activité

Le gestionnaire communique les données d'activité par lieu d'implantation.

☒ Par lieu(x) d'implantation

- Préciser la(es) commune(s) pour la(es)quelle(s) des données d'activité sont transmises

Cf. imprimé « Liste des lieux d'implantation », en annexe.

² Le prix plafond est fixé annuellement par la Caf

Article 2 - Les engagements du gestionnaire

1 - Au regard de l'activité de l'équipement ou du service

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :

- le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service,
- l'activité de l'équipement ou service (Installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention),
- les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

2 - Au regard du public

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale ;
- une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ;
- une implantation territoriale des structures en adéquation avec les besoins locaux ;
- la production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents.
- la mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et annexée à la présente convention.

3 - Au regard de l'Accès à l'espace Partenaires

3.1 - Objectif principal

« Mon Compte partenaire » permettra d'améliorer la qualité des offres numériques de la branche famille, et contribuera à l'accès aux droits des allocataires et à l'allègement des charges tant des partenaires que des Caf.

La transmission des données se fait via un accès à des services mis à disposition sur un espace sécurisé du www.caf.fr dénommé « Mon Compte Partenaire ».

3.2 - Les modalités d'accès aux services

En amont de la mise à disposition des accès au portail, des documents contractuels sont à signer entre la Caf et le partenaire :

- une convention d'accès « Mon compte Partenaire » : convention globale encadrant les accès au bouquet ;

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

- un contrat de services formalisant l'ensemble des accès et habilitation d'un organisme partenaire ;
- un bulletin d'adhésion propre au service « aides financières d'action sociale » (AFAS)
- et des annexes : la fiche d'habilitation des utilisateurs et la liste des interlocuteurs partenaire et la liste des interlocuteurs Caf.

Les services ouverts au partenaire ayant signé la convention « Mon compte partenaire » et leurs modalités d'utilisation (plage d'ouverture, gestion des interruptions du service...) sont définis dans le contrat de service et ses annexes.

Chaque service fonctionnel fait l'objet d'une gestion d'accès selon les conditions fixées dans le contrat de services.

4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « mon-enfant.fr » et de l'application mobile « caf-mon-enfant »

Au regard du site Internet de la Cnaf « mon-enfant.fr » et de son application mobile « caf-mon-enfant », le gestionnaire et la Caf conviennent que la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les conditions spécifiques, les tarifs s'il y a lieu, figureront sur le site Internet « mon-enfant.fr » et l'application mobile « caf-mon-enfant » propriétés de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;
- signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit site Internet.

Dans le cas, ou celui-ci a signé une convention d'habilitation " mon-enfant.fr » (annexée à la présente convention) avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion.

5 - Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant le service couvert par la présente convention.

6 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- de droit du travail ;
- de règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes ;
- de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans les statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

7 - Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil Adolescents » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après :

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires :

- les pièces nécessaires à la signature de la convention ;
- les pièces nécessaires au calcul de la prestation de service.

Pour les Caf qui versent des acomptes :

- les pièces qui permettent le versement d'acomptes ;
- les pièces qui permettent la régularisation de la prestation de service.

La convention est conclue en fonction des pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

7.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

Associations – Mutuelles- Comité d'entreprise

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture. - Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles. - Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives - Numéro SIREN / SIRET 	Attestation de non changement de situation
Vocation	- Statuts	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Capacité contractant	- Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération Intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Existence légale	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence - Numéro SIREN / SIRET 	Attestation de non changement de situation
Vocation	- Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Vocation	- Statuts	Attestation de non changement de situation
Destinataire du paiement	- Relevé d'identité bancaire, postal ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).	
Existence légale	Numéro SIREN / SIRET	
	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois	- Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois
Pérennité	- Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)	

7.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention.

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention
Qualité du projet	Projet éducatif	Attestation de non changement de situation
	Projet pédagogique	Projet pédagogique
	Pour l'Accueil de jeunes conventionné en tant que tel (accueil 14-17 ans) :	Pour l'Accueil de jeunes conventionné en tant que tel (accueil 14-17 ans):
	La convention entre l'organisateur de l'accueil et la préfecture (services départementaux de la jeunesse)	La convention entre l'organisateur de l'accueil et la préfecture (services départementaux de la jeunesse)
Eléments financiers	Budget prévisionnel de la première année de la convention (uniquement si l'Alsh a moins de 2 ans d'activité)	
	Grille tarifaire	Grille tarifaire
Activité	Nombre d'heures réalisées prévisionnelles de la première année de la convention par nature d'activité et selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement	
Fiche de référencement « mon-enfant.fr »	Imprimé type recueil de données	Imprimé type recueil de données

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

Les pièces justificatives relatives au service Alsh nécessaire en cas de tout changement

Il est de la responsabilité du gestionnaire de transmettre à la Caf les pièces justificatives ci-dessous énumérées dès lors qu'il y a un changement ou une modification :

- la grille tarifaire
- la liste des lieux implantations (Annexe)
- la fiche de référencement « mon-enfant.fr »

7.3 - Les pièces justificatives relatives au service Alsh et nécessaires au paiement

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement sans acompte - régularisation
Déclaration de fonctionnement	Extrascolaire / Accueil de jeunes : Accusé de réception de la déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes (*) Périscolaire : Récépissé de la déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes (*)	Récépissé de déclaration de l'Alsh auprès des autorités administratives compétentes. (*)
Éléments financiers	Budget prévisionnel N. (uniquement si l'Alsh a moins de 2 ans d'activité) Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.	Compte de résultat
Activité	Nombre d'heures réalisées en N par nature d'activité selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement Pourcentage de ressortissants du régime général	Nombre d'heures réalisées détaillées par période et par âge et par nature d'activité selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement Pourcentage de ressortissants du régime général

(*) Les éléments liés aux déclarations DDCE pourront également être consultés directement par la Caf à partir du système d'information des accueils de mineurs (Siam)- Gestion accueils de mineurs et téléprocédure accueil de mineurs (GAM- TAM)

7.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité dans le cadre de l'actualisation

Nature de l'élément justifié	Pour chaque année (N) de la convention : justificatifs nécessaires au paiement
Activité	- Nombre d'heures réalisées en N selon le niveau de recueil défini dans la convention d'objectifs et de financement - Taux de ressortissants du régime général

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

8 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service au projet de l'Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil Adolescent » mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...).

La valorisation du bénévolat, n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

En contrepartie du respect des engagements mentionnés à l'ensemble des points de l'article 2 ci-dessus, la Caf s'engage à apporter sur la durée de la présente convention le versement de la prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil Adolescent »

Article 4 - Le versement de la subvention

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service Alsh « Accueil Adolescent » est fixé à :

- Taux forfaitaire, fixé à 99 %

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 2.7 de la présente convention, produites **au plus tard 30/04** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs **au 30/06** peut entraîner la récupération des montants versés et le non versement du solde.

Le gestionnaire s'engage à communiquer à la Caf annuellement le détail du nombre d'heures réalisées et/ou facturées au profit des familles par période et par tranche d'âge.

Si les données d'activité détaillées sont désormais uniquement demandées pour la déclaration de données réelles, il est cependant nécessaire d'en assurer le suivi tout au long de l'année, notamment en cas de contrôle de votre Caf.

Le paiement de l'acompte est effectué en un seul versement, dans la limite de 70 % du droit prévisionnel. Il est conditionné à la réception des pièces qui permettent la liquidation simultanée du droit prévisionnel de l'année N et du droit réel de l'année N-1.

Chaque année, un ajustement s'effectuera au moment de la liquidation du droit réel, basé sur le bilan d'activité et la production des justificatifs, dans les délais impartis.

Ce qui peut entraîner :

- Un versement complémentaire,
- La mise en recouvrement d'un indu.

Cet indu fait l'objet d'une régularisation sur le prochain versement ou d'un remboursement direct à la Caisse d'Allocations Familiales.

La régularisation du droit N est effectuée sur la base de la charge à payer constituée.

Afin de faciliter l'évaluation des charges à payer, le gestionnaire s'engage à produire tout document et/ou renseignement intermédiaire d'activité et financier.

Article 5 - Suivi des engagements, évaluations des actions, contrôle

1 - Suivi des engagements et évaluation des actions

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements.

Le gestionnaire, en concertation avec la Caf, peut procéder à des enquêtes de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'équipement ou du service, qu'il transmet à la Caf.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- la conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;
- l'atteinte des objectifs fixés sur les missions supplémentaires le cas échéant.

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

2 - Contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, etc.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

Article 6 – La durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2018 au 31/12/2020.
La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

Article 7 – La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention.

Article 8 – La fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 9 – Les recours

Recours amiable

La prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement « Accueil Adolescent » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Le gestionnaire reconnaît avoir reçu un exemplaire de l'ensemble des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service Accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) « Accueil Adolescent » et en avoir pris connaissance.

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**La Caisse d'Allocations Familiales
du Pas-de-Calais**

Le gestionnaire

**Le Directeur
Jean-Claude BURGER**

Nom du signataire gestionnaire

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le ferme des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois sociales du 21^{er} siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en doter les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentivement de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République qu'elles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis ses cent dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires font par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en démontrant attachés aux pratiques de laïcité, un vœu de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attendue. Élaborée avec cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

**ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE**
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA COEXISTENCE**
La laïcité est le socle de la coexistence entre les citoyens. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTIE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE**
La laïcité est la garantie de la liberté de conscience. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS**
La laïcité contribue à la dignité de la personne et à l'égalité d'accès aux droits. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTEGE DU PROSÉLYTISME**
La laïcité garantit le libre arbitre et protège du prosélytisme. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS**
La branche Famille respecte l'obligation de neutralité des services publics. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ**
Les partenaires de la branche Famille sont acteurs de la laïcité. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

Les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

**ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENDUE**
Agir pour une laïcité bien attendue. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

**ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE**
Agir pour une laïcité bien partagée. Elle est le principe de la coexistence entre les citoyens. Elle partage du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le présent de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

3) Régularisation des conditions d'organisation du Centre de Loisirs Municipal Permanent (année scolaire 2020/2021)

M. le Maire : comme son nom l'indique, c'est une régularisation.

Mme Madeleine DERAMECOURT : on maintient quand même les sessions du centre de loisirs Permanent aux enfants de classes maternelles à partir de 2 ans (enfants scolarisés), on utilise les bâtiments « sections maternelle et primaire » de l'école Antoine de Saint-Exupéry, on fixe les horaires d'accueil, la participation financière sera identique à celle appliquée pour l'année 2019-2020 et cette participation payable à la carte de 10 séances correspondant à 10 demi-journées est décomposée comme d'habitude, vous avez les montants. En fait, la participation de la CAF permet d'avoir des réductions pour les enfants.

M. le Maire : qui sont déjà déduites des tarifs.

Mme Juliette BERNARD : est-ce que le centre municipal fonctionne en ce moment ?

Mme Madeleine DERAMECOURT : le centre municipal fonctionne mais on ne peut accueillir que les enfants du personnel médical, des pompiers, des gendarmes...

M. le Maire : je vois que Laurent BONVOISIN est là, est-ce qu'il peut venir nous en dire un mot peut-être, parce que je sais qu'il a participé pour moi à la dernière visio-conférence du Préfet, puisque j'étais en conseil communautaire jeudi dernier.

M. Laurent BONVOISIN : bonjour à tous. Oui le centre fonctionne pour le personnel médical et les enfants du personnel prioritaire. On a actuellement 12 enfants de plus de 6 ans et 8 enfants de moins de 6 ans, ce qui nous fait au total 20 enfants. Alors sans service de cantine avec un pique-nique le midi et des activités extérieures.

M. le Maire : très bien merci pour ce complément. Pas d'objection j'imagine pour cette délibération. On fait vraiment le maximum dans la mesure de ce que l'État nous permet pour aider tous ceux qui ont besoin de l'être comme le précisait Madeleine.

2021-02-03

**RÉGULARISATION DES CONDITIONS D'ORGANISATION
DU CENTRE DE LOISIRS MUNICIPAL PERMANENT
Année scolaire 2020 / 2021**

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage était dans l'attente de la réception de la nouvelle convention d'objectifs et de financement « Accueil de loisirs » émanant de la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais pour l'obtention du bénéfice de la prestation de service (modulation basée sur le nombre d'enfants inscrits au centre et en fonction des ressources) afin de pouvoir régulariser les conditions d'organisation du centre de loisirs municipal permanent pour l'année scolaire 2020-2021.
- 2°) qu'en raison de la crise sanitaire et afin de respecter le protocole relatif aux accueils collectifs de mineurs, l'organisation du centre de loisirs municipal permanent a dû être modifiée.
- 3°) qu'il convient de délibérer sur les conditions dans lesquelles le centre de loisirs municipal permanent fonctionne depuis l'année scolaire 2020/2021.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Vu l'arrêté du 20 mars 1984 du Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports relatif aux conditions d'autorisations d'ouverture des Centres de Loisirs Sans Hébergement,

Vu la délibération n° 2008-05-24 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage du 27 septembre 2008 relative à la mise en place d'un Centre de Loisirs Municipal Permanent,

Vu la délibération n° 2019-05-04 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 14 octobre 2019 relatif aux tarifs appliqués durant l'année scolaire 2019/2020,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des membres présents et représentés,

- 1°) de maintenir les sessions du Centre de Loisirs Municipal Permanent aux enfants de classes maternelles à partir de 2 ans (enfants scolarisés) et jusqu'à 12 ans révolus.
- 2°) d'utiliser les bâtiments « sections maternelle et primaire » de l'école Antoine de Saint-Exupéry, rue de Bruxelles pour l'accueil des différentes sessions.
- 3°) de déterminer la durée de la session soit du 2 septembre 2020 au 30 juin 2021.
- 4°) de fixer les horaires d'accueil comme suit :
 - le mercredi : de 8 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00,
 - le samedi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.
- 5°) de maintenir le montant de la participation financière réclamée aux parents pour l'année 2020-2021 à l'identique de celui appliqué pour l'année 2019-2020 et approuvé par délibération le 14 octobre 2019. Cette participation payable à la carte de 10 séances correspondant à 10 demi-journées est décomposée comme suit :

	FORFAIT POUR UNE CARTE DE 10 SEANCES Y COMPRIS LE GOUTER				
	Familles Touquettoises et/ou enfants scolarisés au Touquet			Familles Extérieures	
	CAF D'ARRAS		SANS CAF	CAF	SANS CAF
	Quotient 0 à 616	Quotient + de 616			
1 enfant	27,30 €	30,60 €	33,85 €	39,75 €	43,35 €
2 enfants	26,20 €	29,50 €	32,85 €	38,75 €	42,10 €
3 enfants et +	25,10 €	28,45 €	31,70 €	37,60 €	40,90 €

La participation de la Caisse d'Allocations Familiales d'Arras aux familles allocataires est déjà déduite des tarifs. Cette participation a été versée par la Caisse d'Allocations Familiales d'Arras à la Ville du Touquet-Paris-Plage à la fin de chaque session du centre.

- 6°) de se conformer, en qui concerne le nombre d'agents d'encadrements, à ce qu'exige l'administration
c'est-à-dire outre un Directeur ou une Directrice, un encadrement ne pouvant être inférieur pour l'ensemble à 1/12, ce rapport amené à 1/8 pour les enfants de moins de 6 ans,
- 7°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

* * * * *

4) **Rémunération des animateurs du Centre Municipal de Vacances (C.L.S.H.) : sessions d'hiver, de printemps, d'été et de la Toussaint et du Centre de Loisirs Municipal Permanent**

M. le Maire : c'est une délibération habituelle que l'on est obligé de prendre dans l'espoir que l'on puisse à nouveau fonctionner notamment cet été.

Mme Madeleine DERAMECOURT : on espère que ça fonctionnera parce que vraiment les parents sont en attente.

M. le Maire : tout le monde sera d'accord pour que l'on adopte cette délibération, après ça ne veut pas dire que l'on va fonctionner à tout prix et faire n'importe quoi. C'est dans le cadre évidemment et par rapport à ce que l'État nous permettra. Pas d'objection ? Pas de vote contre ? Merci.

2021-02-04

RÉMUNÉRATION DES ANIMATEURS DU CENTRE MUNICIPAL DE VACANCES (C.L.S.H.)
SESSIONS D'HIVER, DE PRINTEMPS, D'ÉTÉ ET DE LA TOUSSAINT
ET DU CENTRE DE LOISIRS MUNICIPAL PERMANENT

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que depuis plusieurs années, la Ville du Touquet-Paris-Plage a créé un Centre de Municipal de Vacances qui accueille les enfants pendant les vacances d'hiver, de printemps, d'été et de la Toussaint ainsi qu'un Centre de Loisirs Municipal Permanent qui accueille les enfants les mercredi et samedi.
- 2°) qu'il convient de mettre en conformité, avec l'évolution des textes, les modalités de rémunération des animateurs recrutés pour encadrer les jeunes pendant le fonctionnement de ces centres, les textes prévoyant notamment que les agents saisonniers et occasionnels de la fonction publique sont rémunérés en fonction d'un indice correspondant à un grade de la fonction publique territoriale.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant disposition statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2006-923 du 26 juillet 2006 modifiant le Code de l'action sociale et des familles et fixant la qualification des personnes encadrant les mineurs dans les accueils collectifs de mineurs à caractère éducatif,

Vu le décret n° 2006-1693 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints territoriaux d'animation,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 2008-05-24 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 27 septembre 2008 relative à la mise en place d'un Centre de Loisirs Municipal Permanent,

Vu la délibération n° 2016-05-37 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 17 octobre 2016 relative au recrutement d'agents saisonniers et occasionnels au sein des services de la Ville,

Vu la délibération n° 2021-02-03 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 12 avril 2021 relative à la régularisation des conditions d'organisation du Centre de Loisirs Municipal Permanent (année scolaire 2020/2021),

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de fixer, à compter du 1^{er} avril 2021, la rémunération des agents non titulaires recrutés pour assurer l'encadrement des sessions du Centre Municipal de Vacances et du Centre de Loisirs Municipal Permanent par référence au tableau suivant :

FONCTIONS	FORMATION	GRADE	ÉCHELON
ANIMATEUR	Avec BAFA	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	10 ^{ème}
ANIMATEUR	Avec BAFA et PSC1	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	12 ^{ème}
ANIMATEUR	Avec stage BAFA	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	7 ^{ème}
ANIMATEUR	Avec stage BAFA et PSC1	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	9 ^{ème}
ANIMATEUR	Sans formation	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	1 ^{er}
ANIMATEUR	Sans formation et PSC1	Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe	6 ^{ème}

Les fonctions de Directeur et Directeurs adjoints sont pourvues en interne par des agents permanents de la collectivité, titulaires des titres et diplômes nécessaires.

- 2°) de préciser que :
- pour le Centre Municipal de Vacances : le nombre d'heures de travail correspond à 6 heures par jour sans repas et à 7 heures par jour avec le repas de midi.
Le personnel devra, en outre, assurer une garderie, le matin et le soir, à tour de rôle, sans rémunération supplémentaire.
Des frais de déplacement pourront être exceptionnellement remboursés sur la base des dépenses réelles et justifiées.
Tout ou partie du personnel d'encadrement pourra être employé pendant quelques jours supplémentaires pour la préparation des sessions et pour la remise en ordre du matériel.
Une indemnité compensatrice de congés payés de 10 % du traitement indiciaire brut sera versée.
 - pour le Centre de Loisirs Municipal Permanent : une indemnité compensatrice de congés payés de 10 % du traitement indiciaire brut sera versée.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

* * * *

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

5) Remplacement de la classe de neige par une classe verte pour l'année scolaire 2020-2021 : participation familiale

M. le Maire : on fixe la participation familiale, et là aussi on est obligé de s'adapter.

Mme Madeleine DERAMECOURT : on s'adapte en effet. Les enfants au lieu d'aller à la neige vont aller à la montagne, mais dans les verts pâturages. Ils séjourneront du 8 au 18 juin 2021 à la Chapelle d'Abondance. La redevance s'élève en totalité à 580 € par enfant, mais les parents participent à hauteur de 280 €, avec des mensualités fin avril, mai et juin, pour que le coût total ne soit pas trop important pour eux.

M. le Maire : là aussi c'est une délibération habituelle. On s'adapte. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Ce sont des sujets qui font l'unanimité.

Mme Juliette BERNARD : elle est prévue quand la classe verte ?

Mme Madeleine DERAMECOURT : elle est prévue du 8 au 18 juin 2021, en espérant que l'on puisse la faire.

M. le Maire : en espérant que l'on ait la possibilité de le faire, c'est toujours pareil. Peut-être que les accompagnants et les professeurs seront vaccinés d'ici là. On va voir comment tout ça va évoluer, c'est vraiment une année en tout point particulière. C'est très compliqué de s'organiser et je salue le travail des services, qui ont évidemment le travail habituel plus la nécessité de s'adapter en permanence à des contraintes qui changent en plus parfois d'une semaine à l'autre. C'est vraiment compliqué, du pilotage à vue et deux fois plus de travail.

2021-02-05

**REMPLACEMENT DE LA CLASSE DE NEIGE PAR UNE CLASSE VERTE
POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2020-2021
PARTICIPATION FAMILIALE**

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que la pandémie liée au COVID-19, qui perdure, nous oblige une nouvelle fois à annuler la classe de neige qui était prévue du 16 au 26 mars 2021.
- 2°) que c'est pourquoi dans le cadre de l'année scolaire 2020/2021, il est envisagé de remplacer la classe de neige par une classe verte. Ainsi, sous réserve que la situation sanitaire le permette, les élèves de CM2 de l'école primaire publique "Antoine de Saint-Exupéry", au nombre de 24, séjourneront du mardi 8 au vendredi 18 juin 2021 à la Chapelle d'Abondance (Haute-Savoie).
- 3°) qu'aux termes de la convention signée avec l'Association Mer et Montagne, la redevance s'élève à 580 € par enfant pour la durée du séjour, ce qui représente une somme totale pour 24 enfants de 13 920 €, à laquelle s'ajouteront notamment les frais de transport, le remboursement des frais de chargés de mission, le paiement des heures supplémentaires pour les animateurs ainsi que divers autres petits frais tels que le coût des paniers-friandises fournis pour le voyage.
- 4°) qu'il convient de fixer le montant de la participation familiale.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le Bulletin Officiel H.S n° 7 de l'Éducation Nationale du 23 septembre 1999 relatif aux sorties scolaires,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Vu la décision du Maire n° 84 en date du 24 mars 2021 concernant le marché avec l'association Mer et Montagne pour l'organisation de la classe verte 2020-2021,

Vu la convention soumise par Madame SAWRAS, Directrice de l'association Mer et Montagne, pour l'accueil en classe verte à la Chapelle d'Abondance d'une classe primaire pendant la période du mardi 8 au vendredi 18 juin 2021 (soit 11 jours),

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Considérant qu'en 2021, une classe de CM2 de l'Ecole "Antoine de Saint-Exupéry" effectuera ce séjour,

Considérant qu'il est souhaitable de demander, comme chaque année, une participation aux familles.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de fixer la participation familiale, pour la durée totale du séjour, à 280 € par enfant, payable en deux versements de 93 € et un versement de 94 € (1^{er} versement le 30 avril 2021, 2^{ème} versement le 31 mai 2021 et 3^{ème} versement le 30 juin 2021).
- 2°) d'inscrire les crédits nécessaires lors de l'élaboration du Budget Primitif 2021.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

* * * *

6) Renouvellement de la convention de prestations réciproques entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et Téléràma

M. le Maire : Monsieur LEMAÎTRE.

M. Franck LEMAÎTRE : oui, merci Monsieur le Maire. En effet, c'est le partenariat concernant le Musée du Touquet-Paris-Plage via la Ville du Touquet et Téléràma dans le cadre des opérations « Week-end des Musées Téléràma ». Pour ce faire, le Musée du Touquet-Paris-Plage s'engage à remettre en billetterie jusqu'à 4 billets d'entrées gratuits sur présentation du pass disponible dans le Téléràma du 12 mai 2021 et sur Téléràma.fr. La convention étant arrivée à son terme, il convient de la renouveler sur des modalités identiques.

M. le Maire : très bien.

Mme Sylvie WALBAUM : le musée étant fermé, ça se passe comment ?

M. Franck LEMAÎTRE : alors c'est prévu pour Téléràma les 22, 23 et 24 mai, si bien évidemment les Musées sont ré ouverts d'ici là.

M. le Maire : sinon c'est reporté plus tard dans l'année ?

M. Franck LEMAÎTRE : sinon Téléràma reportera certainement dans l'année.

M. le Maire : ce sont de bons partenariats parce que ça nous coûte 4 entrées au Musée et l'on parle de nous. On a quand même un Musée qui est exceptionnel et qui mérite d'être promu. Donc ce genre de partenariat, n'hésite pas Franck, à les développer. Je pense que tout le monde sera d'accord pour ce partenariat ? Pas d'objection ? Pas de vote contre ? Parfait.

- - - -

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE PRESTATIONS RÉCIPROQUES
ENTRE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE ET TÉLÉRAMA**

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que les 12 février 2018, 28 janvier 2019, 14 octobre 2019 et 24 février 2020, le Conseil municipal a décidé d'approuver les termes des conventions de prestations réciproques entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et Télérama.
- 2°) que selon les termes de ces conventions, le Musée du Touquet-Paris-Plage et Télérama ont mis en place un partenariat dans le cadre des opérations « Week-end des Musées Télérama 2018 », « Week-end des Musées Télérama 2019 » et « Week-end des Musées Télérama 2020 ».
- 3°) qu'il convient aujourd'hui de renouveler cette convention sur des modalités identiques à la précédente afin que le pass Week-end Musées offre aux lecteurs de Télérama dans le cadre de l'opération « Week-end Musées Télérama 2021 » puisse leur permettre de bénéficier, sur présentation de celui-ci, de 4 entrées offertes au Musée du Touquet-Paris-Plage afin de faire découvrir ou redécouvrir cet établissement au grand public.
- 4°) que pour ce faire, le Musée du Touquet-Paris-Plage s'engage à remettre en billetterie les 22, 23 et 24 mai 2021 jusqu'à 4 billets d'entrées gratuits sur présentation du pass disponible dans le numéro de Télérama du 12 mai 2021 et sur Télérama.fr.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu l'article L 441-2 du Code du Patrimoine,

Vu les délibérations du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage n° 2018-01-14 en date du 12 février 2018, n° 2019-01-07 en date du 28 janvier 2019, n° 2019-05-11 en date du 14 octobre 2019 et n° 2020-01-06 en date du 24 février 2020 relatives aux conventions de prestations réciproques entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et Télérama, pour la mise en place d'un partenariat dans le cadre des opérations « Week-end des Musées Télérama 2018 », « Week-end des Musées Télérama 2019 » et « Week-end des Musées Télérama 2020 »,

Vu le projet de convention entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et Télérama,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de renouveler la convention de prestations réciproques entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et Télérama annexée à la présente délibération.
- 2°) d'autoriser le Maire à signer au nom de la commune cette convention sur les bases précitées avec Madame Caroline GOUIN, Directrice de l'action de culturelle, communication et relations extérieures de Télérama et tout document se rapportant à cette affaire.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

- - -



CONVENTION DE PRESTATIONS RÉCIPROQUES

Entre les soussignés :

La Ville du Touquet-Paris-Plage,
Hôtel de Ville, Boulevard Daloz,
62520 Le Touquet-Paris-Plage
Représentée par son Maire, Monsieur Daniel Fasquelle.

Ci-après dénommée : « Le Musée du Touquet-Paris-Plage »,

d'une part,

Et

Téléràma
8 rue Jean Antoine de Baïf
75212 Paris cedex 13
Représenté par sa Directrice de l'action culturelle, communication et relations extérieures,
Madame Caroline Gouin,

Ci-après dénommé « le Partenaire »,

d'autre part.

Préambule

Présentation du Musée du Touquet-Paris Plage :

Situé au coeur de la forêt, le Musée du Touquet-Paris-Plage créé en 1932, labellisé Musée de France, plonge le visiteur dans l'art de la modernité depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à nos jours. Lieu de caractère au style anglo-normand, la villa *Way Side* construite en 1925, offre un parcours atypique au gré des pièces ornées de boiseries et à l'ambiance chaleureuse.

Le Musée abrite les collections des peintres de la colonie d'Étaples, les portraits photographiques de célébrités du début du XX^e siècle ou les témoignages artistiques de l'histoire de la station. Il possède également un ensemble d'œuvres d'art moderne et contemporain dont une collection exceptionnelle représentative des plus grands artistes français des années 1950 à 1970.

Le Musée rythme les saisons en présentant alternativement la collection permanente et des expositions temporaires thématiques ou monographiques de grandes figures de la peinture française du XX^e siècle, autour d'accrochages singuliers en écho ou en contrepoint à la collection.

Ouvert sur la création contemporaine, le musée met régulièrement en place des partenariats autour de performances, expositions, installations, et résidences d'artistes.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Présentation de Téléràma :

Téléràma, dont la vocation - et le désir toujours renouvelé - est de rendre accessibles toutes les cultures qui font la culture, envisage d'offrir à ses lecteurs le pass dans le cadre de l'opération "Week-end Musées Téléràma 2021". Le pass Week-end Musées permet de bénéficier, sur présentation du pass, de 4 places offertes au sein des établissements qui participent à l'opération. Le but est de faire découvrir ou redécouvrir ces établissements au grand public.

Ceci exposé il est convenu ce qui suit :

Article 1- Objet du Contrat

Le présent contrat a pour objet de déterminer les modalités de collaboration entre Téléràma et le Musée du Touquet-Paris-Plage.

Article 2- Obligation des Parties

Le Partenaire reconnaît expressément que le présent partenariat n'est pas exclusif, le Musée du Touquet-Paris-Plage conservant l'entière liberté de conclure des partenariats similaires avec d'autres partenaires, intervenant le cas échéant dans le même secteur d'activités.

2-1 Obligations du Partenaire

Pour cet événement, Téléràma s'engage à envoyer au Musée du Touquet-Paris-Plage tout le matériel de communication nécessaire (cartes pass, flyers, affiches et déclinaisons web) un mois avant l'opération afin que le Musée du Touquet-Paris Plage puisse communiquer sur l'événement.

Dans Téléràma et sur son site seront présents chacun des établissements participants, notamment, le Musée du Touquet-Paris-Plage.

De même, des espaces publicitaires dans Téléràma, le Monde, seront dédiés à la promotion de l'opération « Week-end Musées Téléràma ».

Parallèlement, une campagne d'affichage sur ce thème sera effectuée.

2-2 Obligations du Musée du Touquet-Paris Plage

En contrepartie, le Musée du Touquet-Paris-Plage s'engage à remettre en billetterie les 22, 23 et 24 mai 2021 jusqu'à 4 billets d'entrée gratuits sur présentation du pass disponible dans le numéro de Téléràma du 12 mai 2021 et sur Téléràma.fr.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 22 mai 2021, pour se terminer le 24 mai 2021.

Si à cette date l'une des parties n'a pas utilisé en totalité les services proposés, au terme de la présente convention, elle renonce à en réclamer l'exécution et à prétendre à un quelconque dédommagement financier ou autre.

Article 4 – Confidentialité

Les parties se reconnaissent mutuellement tenues d'une obligation de discrétion vis-à-vis des termes et stipulations de la présente convention. Par conséquent, dès lors qu'elles seront amenées à communiquer dans les médias au sujet du partenariat dont elles conviennent par la présente Convention, les parties s'engagent à se concerter sur les modalités de communication les plus appropriées, par l'intermédiaire de la Direction de la communication du « Partenaire » et le chargé de communication du « Musée du Touquet-Paris-Plage ».

Les parties s'engagent à faire prendre les mêmes engagements de confidentialité par leur personnel et toute personne attachée à leur service à quelque titre que ce soit.

Article 5 - Responsabilité

Chaque partie est responsable de la réalisation des prestations qui lui incombent et s'engage à garantir l'autre partie contre toute action et/ou réclamation d'un tiers quel qu'il soit, ayant pour fondement la réalisation de l'une ou l'autre des dites prestations.

Sauf cas de force majeure, chacune des parties sera responsable des dommages subis par l'autre partie du fait notamment d'un manquement, ayant entraîné l'inexécution ou l'exécution tardive ou défectueuse d'une obligation.

En cas de force majeure, telle que définie par la loi et conformément à la jurisprudence en vigueur en France, la responsabilité de chaque partie sera écartée.

Par force majeure il convient d'entendre tout événement indépendant de la volonté expresse des parties empêchant l'exécution normale du contrat, tel que, notamment, les grèves, troubles sociaux, catastrophes naturelles, incendies, défaillances techniques et/ou blocage des réseaux de télécommunication.

Si par suite d'un cas de force majeure, les parties étaient conduites à interrompre leurs relations, l'exécution du contrat serait suspendue pendant le temps où la partie serait dans l'impossibilité d'assurer ses obligations. Toutefois, si cette interruption était supérieure à six mois, le présent contrat pourrait être résilié immédiatement et sans préavis par l'une des parties sans indemnité de part et d'autre.

Article 6 - Résiliation

En cas d'inexécution par l'une des parties des obligations mises à sa charge au terme de la présente convention, l'autre partie aura la faculté de résilier celle-ci, sans indemnité, après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours.

En cas de résiliation, pour quelque motif que ce soit, les parties ne peuvent plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom, du logo et de l'image de l'autre partie.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Article 7 – Litiges

Le présent contrat est soumis au droit français. En cas de contestation et/ou de difficulté née de l'interprétation et/ou de l'exécution des présentes, les parties s'engagent à ne saisir les tribunaux compétents qu'après avoir apuré toutes voies de conciliation.

Fait à Paris, en deux exemplaires originaux,
Le

POUR LA VILLE DU TOUQUET-PARIS PLAGE

Le Maire,

POUR TELERAMA

La Directrice de l'action culturelle,
communication et relations extérieures,

Daniel Fasquelle

Caroline Gouin

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

7) Exposition « Niki de SAINT PHALLE : la liberté à tout prix » au Musée du Touquet-Paris-Plage : modification de la demande de subvention

M. le Maire : Franck, rapidement.

M. Franck LEMAÎTRE : vous savez que la prolongation de l'exposition « Niki de SAINT PHALLE : la liberté à tout prix » engendre un surcoût du budget initial de 3 780 €. Le 28 septembre 2020, le Conseil municipal a approuvé la demande de subvention au taux de 30 % auprès de la Région Hauts-de-France, soit 20 953,38 €. Il convient donc de solliciter une subvention de 30 % à nouveau auprès de la Région Hauts-de-France conformément au plan de financement prévisionnel que vous avez en votre possession.

M. le Maire : parfait, très bien. Là aussi je pense que tout le monde sera d'accord pour la demande de subvention. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

2021-02-07

**EXPOSITION « NIKI DE SAINT PHALLE, LA LIBERTÉ À TOUT PRIX »
AU MUSÉE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE : MODIFICATION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION**

Monsieur le Maire expose :

- 1°) qu'une exposition « NIKI DE SAINT PHALLE, LA LIBERTÉ À TOUT PRIX » est présentée depuis le 17 octobre 2020 au Musée du Touquet-Paris-Plage, musée de France.
- 2°) que le 28 septembre 2020, le Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage a approuvé la demande de subvention au taux de 30 % auprès de la Région Hauts-de-France, soit 20 953,38 € pour financer une partie de l'exposition dont le coût estimatif initialement prévu s'élevait à 69 844,60 € TTC.
- 3°) que conformément aux mesures gouvernementales liées à la crise sanitaire relative à la Covid-19, le Musée du Touquet-Paris-Plage est fermé au public depuis le 30 octobre 2020.
- 4°) que pour offrir au plus grand nombre de visiteurs la possibilité de voir cette exposition, le 21 décembre 2020, le Conseil municipal a approuvé la prolongation de l'exposition jusqu'au 5 septembre 2021.
- 5°) qu'en conséquence, le budget prévisionnel de l'exposition a dû être modifié afin d'intégrer les frais relatifs à cette prolongation, le faisant ainsi passer à 73 627 €.
- 6°) que la Commune sollicitera une subvention au taux de 30 % du budget prévisionnel revu à la hausse auprès de la Région Hauts-de-France pour financer une partie de l'exposition.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la délibération n° 2020-04-02c du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 28 septembre 2020 relative à la demande de subvention pour l'exposition « Niki de SAINT PHALLE : la liberté à tout prix »,

Vu la délibération n° 2020-06-20 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 21 décembre 2020 relative à la modification des dates de l'exposition « Niki de SAINT PHALLE : la liberté à tout prix »,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021,

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de solliciter auprès de la Région Hauts-de-France une subvention au taux maximum au titre de ce projet, tel qu'indiqué dans le plan de financement prévisionnel modifié suite à la prolongation de l'exposition ci-dessous :

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL Exposition « NIKI DE SAINT PHALLE, LA LIBERTÉ À TOUT PRIX » au Musée du Touquet-Paris-Plage du 17 octobre 2020 au 24 mai 2021			
DÉPENSES (TTC)		RECETTES	
Exposition NIKI DE SAINT PHALLE LA LIBERTÉ À TOUT PRIX	73 627,00 €	Entrées	15 000,00 €
		Vente produits boutique	1 485,00 €
		Vente catalogues	10 000,00 €
		Région (30 %)	22 088,10 €
		Commune	25 053,90 €
TOTAL	73 627,00 €	TOTAL	73 627,00 €

- 2°) d'autoriser le Maire à solliciter, au nom de la Commune, une subvention au taux de 30 % auprès de la Région Hauts-de-France pour financer une partie de l'exposition.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

* * * *

8) Confirmation de l'autorisation de signature du protocole d'accord de coopération relatif aux Rencontres cinématographiques de l'ARP (société civile des Auteurs Réalisateurs Producteurs)

M. le Maire : Franck, est-ce que tu peux nous parler de cette confirmation d'autorisation de signer ce protocole d'accord avec les Rencontres Cinématographiques de l'ARP, Auteurs, Réalisateurs, Producteurs ?

M. Franck LEMAÎTRE : tout à fait Monsieur le Maire. La société civile des Auteurs, Réalisateurs et Producteurs, l'ARP, aujourd'hui présidée par Pierre JOLIVET et Claude LELOUCH en Président d'Honneur, a été fondée en 1987 à l'initiative de Claude BERRY et de 33 cinéastes producteurs. Elle réunit plus de 200 cinéastes, représentants de la diversité et de la richesse du cinéma français et européen, ardents défenseurs de la liberté et de l'indépendance de la création.

Cette manifestation reposera sur les principes suivants :

- des entretiens et rencontres seront proposés aux professionnels du cinéma européen et mondial et aux représentants des pouvoirs publics. Tous ces débats sont ouverts également au public.
- des films en avant-première ou en sortie nationale, des événements cinématographiques thématiques, ouverts aux invités et au grand public.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Il est prévu que la Ville du Touquet-Paris-Plage s'engage pendant trois ans à compter de l'édition de 2021 à apporter son soutien financier, technique et logistique. Il est donc proposé au Conseil municipal de confirmer son accord pour accueillir les Rencontres Cinématographiques de l'ARP, cette dernière souhaitant une implantation durable de la manifestation d'intérêt professionnel international dans la région Hauts-de-France, et ainsi contribuer à son rayonnement culturel. Le Touquet-Paris-Plage bénéficiera des retombées culturelles, touristiques et économiques, ainsi que médiatiques, engendrées et générées par la dynamique et l'attractivité de ce festival prévu du 3 au 5 novembre 2021. Il est donc proposé également d'autoriser le Maire à signer le protocole d'accord de coopération des Rencontres Cinématographiques de l'ARP.

M. le Maire : très bien, oui Mme WALBAUM.

Mme Sylvie WALBAUM : c'est une bonne explication. C'est vrai que c'est un événement important qui nécessite un gros engagement de la ville, mais un gros engagement pour plein de choses, c'est-à-dire qu'il y a le support, il y a l'intérêt pour la Région, il y a le support de la communication, l'affichage... Il y a beaucoup de choses à mettre en œuvre autour de ça qui, à mon avis, vont vraiment être extrêmement exigeantes. Par rapport déjà à la somme allouée, est-ce que l'on a prévu des aides de la Région pour ça ?

M. le Maire : oui, c'est un partenariat.

M. Franck LEMAÎTRE : oui, c'est un partenariat entre l'ARP, la Région et la Ville du Touquet, et la Région lors de son dernier conseil a voté son partenariat aussi.

Mme Sylvie WALBAUM : parce que c'est un événement qui avait lieu à Beaune, à Dijon, qui se déplace mais qui se déplace avec énormément d'exigences. Je trouve que c'est quelque chose à côté de quoi il ne faut pas passer, mais qui va nous demander beaucoup.

M. le Maire : tu n'as pas la convention, on ne te l'a pas donnée ? Parce que dans la convention, il y a en annexe 3 le budget prévisionnel.

Mme Sylvie WALBAUM : non.

M. le Maire : je vais te le passer. Dans le budget prévisionnel, on a : frais d'inscription des participants 30 000 €, Région 200 000 €, Centre National du Cinéma 46 900 €, Partenaires Privés dont France TV et Canal Plus 60 000 €, fonds propres de l'ARP 109 000 € et contribution volontaire 100 000 €. D'ailleurs il y a Anthony JOUVENEL ici qui suit le dossier à la Région pour nous.

Mme Sylvie WALBAUM : d'accord, je pense qu'il faut prendre la mesure globale.

M. le Maire : ce sont eux les organisateurs, ce sont eux qui font les demandes de subventions à leurs différents partenaires, nous on les accueille, si tu veux donc la participation de la Ville est la mise à disposition des locaux, mais on ne verse pas de subvention.

M. Franck LEMAÎTRE : la Région met 200 000 € en subvention, et nous c'est surtout un apport en nature.

Mme Sylvie WALBAUM : nous on n'a pas ces chiffres-là.

M. le Maire : mais tu as la convention. On va te la redonner, mais normalement ça fait partie des pièces qui ont été données aux Conseillers municipaux et dedans tu verras en annexe 3 le budget prévisionnel.

Mme Sylvie WALBAUM : bon, on regardera bien.

M. le Maire : et donc il y a 200 000 € prévus de la Région.

Mme Sylvie WALBAUM : je voulais savoir si au milieu de cet événement, que je trouve sûrement essentiel,...

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021

M. le Maire : on est d'accord. C'est pour ça que, d'ailleurs, c'est Lilyane LUSSIGNOL qui les avait accueillis avec moi l'année dernière, j'étais passé les voir à Paris, parce que ça devait avoir lieu au Touquet. On avait tout préparé, mais malheureusement ça n'a pas pu avoir lieu au Touquet. Mais le premier contact, c'est Lilyane qui l'avait eu et Lilyane avait trouvé ça formidable et nous avec elle. Je les ai reçus ici et finalement l'événement a eu lieu, mais il a eu lieu à Paris en visio et je suis intervenu avec un petit film pour présenter Le Touquet, faire la publicité du Touquet, mais avec l'espoir évidemment que l'on puisse l'organiser physiquement au Touquet dès cette année.

Mme Sylvie WALBAUM : je pense que dans la vie du cinéma, on a la chance d'avoir un cinéma dans Le Touquet, je trouve qu'il y a un lien à faire.

M. le Maire : bien sûr, c'est pour ça que quand on nous a proposé cet événement parce que dieu sait qu'on nous en propose et souvent d'ailleurs avec des contributions financières importantes sans que ce soit toujours dans l'intérêt de la ville, là pour le coup on a un événement qui est vraiment intéressant. Des producteurs, des artistes de premier plan viendront au Touquet et l'effort de la Ville est tout à fait raisonnable, puisque c'est un effort uniquement en mise à disposition, alors c'est un effort quand même, parce que quand le Palais est ouvert, si on le met à disposition de l'ARP, on ne le loue pas pour autre chose, nos personnels sont aussi occupés, il faut éclairer, chauffer, etc..., mais bon.

Mme Sylvie WALBAUM : c'est sûr, c'est un événement qui demande, qui vit de subventions, c'est nous qui allons le couvrir globalement, nous la Région, tous les acteurs. En général, ils demandent que tout ce qui est présenté au public soit gratuit pour le public. Ça n'est qu'un engagement. Il n'y aura pas énormément de recettes au milieu de tout ça.

M. le Maire : encore une fois, ça n'est pas nous qui sommes organisateur. C'est leur événement, ils se débrouillent.

Mme Sylvie WALBAUM : non, mais il faut le savoir au départ.

M. le Maire : la convention est claire. Dans le cadre de la convention on ne donne pas de subvention, c'est tout. Après, c'est leur problème d'aller trouver des subventions, des partenaires publics ou privés et d'équilibrer leur manifestation. Il faut que chacun reste à sa place. Nous, on est prêts à accueillir cet événement comme on l'a dit dans le cadre de cette convention, mais aux conditions que j'ai fixées. On ne va pas retomber dans les travers d'autres manifestations où on nous demandait dès le départ un gros chèque en plus du soutien en nature de la Ville. M. PIERRE.

M. Hervé PIERRE : est-ce que l'on peut avoir le programme résumé de ce festival, c'est-à-dire en quoi ça consiste matériellement ? Il y a des projections, il y a quoi ?

M. le Maire : le programme, vous pourrez le voir sur le site de l'ARP, vous verrez comment ça s'est passé l'année dernière et surtout dans les années précédentes. Ils mettent à l'honneur un certain nombre de producteurs, de réalisateurs, il y a des prix qui sont remis, il y a quelques films que l'on peut voir.

M. Hervé PIERRE : et c'est ouvert au public ?

M. le Maire : c'est ouvert au public, tout à fait.

M. Hervé PIERRE : merci.

M. le Maire : après on pourra discuter avec eux aussi et les rencontrer pour voir avec eux comment on souhaite que la manifestation évolue.

Mme Juliette BERNARD : je viens de vérifier, dans toutes les pièces jointes moi je ne l'ai pas trouvée.

M. Franck LEMAÎTRE : elle était dans le fichier zip à télécharger, en numéro 8.

Mme Isabelle BLANCHARD : envoyé mardi matin, tout à fait.

Mme Juliette BERNARD : je ne l'ai pas, je suis désolée, je n'ai pas de numéro 8.

Mme Isabelle BLANCHARD : il suffisait de nous contacter.

Mme Juliette BERNARD : non mais ça n'est pas grave, ne vous inquiétez pas, on ne va pas en faire une histoire d'état, mais si vous pouvez nous l'envoyer, ça serait bien.

Mme Isabelle BLANCHARD : vous avez accusé réception, s'il manquait une pièce, il suffisait de le préciser, Mme BERNARD.

Mme Juliette BERNARD : je ne pouvais pas deviner ce qu'il fallait comme pièce.

Mme Isabelle BLANCHARD : il est précisé dans la note de synthèse que le document est joint. Néanmoins, je vais vérifier.

Mme Juliette BERNARD : si vous pouvez nous l'envoyer.

M. le Maire : Mme WALBAUM a posé la question, je crois qu'on a répondu et Franck LEMAÎTRE se tient à votre disposition. Quand Marc JOLIVET viendra, je propose aussi à ceux que ça intéresse de le rencontrer et vous pourrez en parler avec lui et aller plus avant. Mais il fallait voter cette convention ce soir, on accueillera le premier événement, on fera le débriefing et on le fera évoluer aussi dans le sens que l'on souhaite à partir du moment où on les accueille. Je peux vous dire qu'ils sont ravis de venir au Touquet, mais vraiment ravis. Je pense qu'il y a l'unanimité pour soutenir cette manifestation ? Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Bien pas de souci.

- - - -

2021-02-08

CONFIRMATION DE L'AUTORISATION DE SIGNATURE
DU PROTOCOLE D'ACCORD DE COOPÉRATION
RELATIF AUX RENCONTRES CINÉMATOGRAPHIQUES DE L'ARP
(SOCIÉTÉ CIVILE DES AUTEURS RÉALISATEURS PRODUCTEURS)

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que par délibération en date du 14 octobre 2019, le Conseil municipal avait autorisé le Maire à signer une convention, afin de permettre l'accueil au Touquet-Paris-Plage d'une manifestation dénommée « Les Rencontres Cinématographiques de l'ARP » (société civile des Auteurs Réalisateurs Producteurs), qui devaient se dérouler au Touquet-Paris-Plage durant 3 ans, à compter de sa 15^{ème} édition du 4 au 6 novembre 2020, et ce en partenariat avec la Région Hauts-de-France.
- 2°) que suite aux mesures restrictives gouvernementales, les Rencontres Cinématographiques de l'ARP n'ont pu avoir lieu dans leur forme initiale et sont reportées du 3 au 5 novembre 2021.
- 3°) qu'il est rappelé que cette manifestation reposera sur les principes suivants :
 - des entretiens et rencontres seront proposés aux professionnels du cinéma européen et mondial (auteurs, réalisateurs, producteurs, distributeurs, exploitants, journalistes, chaînes de télévision, financeur...) et aux représentants des pouvoirs publics pour débattre des enjeux de la profession, favoriser l'échange d'informations et la définition d'objectifs communs des Auteurs Réalisateurs Producteurs de l'ensemble des pays européens ; ces débats sont ouverts au public ;

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

- des films en avant-première ou en sortie nationale, des événements cinématographiques thématiques, ouverts aux invités et au grand public.
- 4°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage s'engagera pendant trois ans à compter de l'édition de 2021 à apporter son soutien financier, technique et logistique pour un montant prévisionnel annuel de 100 000 € HT, comprenant notamment :
- la mise à disposition du Palais des Congrès (matériel et personnel technique disponibles, sécurité et accueil) pour un montant estimé à 69 160 € HT ;
 - la mise à disposition de navettes entre la gare d'Étaples-Le Touquet et le Palais des Congrès pour un montant estimé à 3 040 € HT ;
 - la prise en charge de certains frais de communication pour un montant estimé à 2 800 € HT ;
 - la prise en charge de la soirée de gala pour 400 personnes pour un montant estimé à 25 000 € HT.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu le projet de protocole d'accord de coopération entre l'ARP, le Conseil Régional Hauts-de-France et la Ville du Touquet-Paris-Plage,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 9 avril 2021.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) de confirmer son accord pour accueillir au Touquet-Paris-Plage les Rencontres Cinématographiques de l'ARP ; cette dernière souhaitant une implantation durable de la manifestation d'intérêt professionnel international dans la région Hauts-de-France, et ainsi contribuer à son rayonnement culturel. Le Touquet-Paris-Plage bénéficiera des retombées culturelles, touristiques et économiques, ainsi que médiatiques, engendrées et générées par la dynamique et l'attractivité de ce festival.
- 2°) d'autoriser le Maire à signer le protocole d'accord de coopération des Rencontres Cinématographiques de l'ARP (société civile des Auteurs Réalisateurs Producteurs) entre l'ARP, le Conseil Régional Hauts-de-France et la Ville du Touquet-Paris-Plage selon les modalités décrites ci-dessus, annexé à la présente délibération.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

- - - -

**CONVENTION DE PLURIANNUELLE PARTENARIAT
SOCIÉTÉ CIVILE DES AUTEURS RÉALISATEURS
PRODUCTEURS (ARP)**

ANNÉES 2021-2023

Vu le régime d'aide exempté de notification n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par le règlement (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L 1111-4,

Vu la délibération n° 202002239 du Conseil régional du 9 et 10 décembre 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n° 20170049 du Conseil régional du 2 février 2017 relative à l'adoption des orientations de la nouvelle politique culturelle régionale ;

Vu la délibération n° 20171933 du Conseil régional des 14 et 15 décembre 2017 concernant les axes d'interventions et les dispositifs concertés avec les acteurs, les filières et les territoires déclinant la nouvelle politique culturelle de la Région Hauts-de-France ;

Entre

D'une part,

La Région Hauts-de-France, dont le siège est situé au 151 boulevard du Président Hoover, 59555 Lille cedex, représentée par son Président, Monsieur Xavier Bertrand, autorisé par délibération n° XXX de la Commission Permanente du 22 avril 2021, ci-après désignée sous le terme « La Région » ;

La Commune du Touquet-Paris-Plage, représentée par son Maire en exercice, autorisé par délibération n° 2021-02-08 du Conseil municipal du 12 avril 2021, ci-après désignée sous le terme « La Commune » ;

Et d'autre part,

La Société Civile des Auteurs-Réalisateurs-Producteurs (ARP), dont le siège social est situé 7 avenue de Clichy 75017 Paris, représentée par son Délégué général Mathieu DEBUSSCHERE et ci-après désignée « la structure » ou « le bénéficiaire ».

Préambule

Considérant que La Région Hauts-de-France entend se positionner comme un **accélérateur du développement culturel**, et ainsi être identifiée comme « **Région Inventive** » ;

Considérant que La Région Hauts-de-France entend catalyser des filières et des projets artistiques en se positionnant comme « **Région créative** », accompagner le développement culturel des territoires en incarnant une « **Région équilibrée** » et agir au plus près des habitants, et notamment des jeunes, en s'affirmant « **Région participative** » ;

Considérant l'accompagnement et le soutien de La Région Hauts-de-France aux opérateurs concourant au développement de la permanence artistique et de la diffusion culturelle sur l'ensemble du territoire régional ;

Considérant que La Région Hauts-de-France veillera au regard du projet artistique et culturel de l'ARP, au développement des objectifs suivants :

- Développer un projet artistique et culturel de qualité et cohérent à l'endroit de la création / production, la diffusion et l'éducation artistique, en lien avec la population du territoire et couvrant l'ensemble des esthétiques et/ ou filières ;

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

- Développer des partenariats utiles à la réalisation du projet artistique et culturel avec les acteurs territoriaux, régionaux, nationaux et internationaux ;
- Accompagner la production et/ou la création notamment sur des esthétiques innovantes, émergentes ou méconnues ;
- Concevoir et éprouver des démarches d'actions culturelles et d'éducation artistique actives et inventives ;
- Travailler en direction de tous les publics pour promouvoir un égal accès à l'offre artistique et culturelle et favoriser l'élargissement des publics ;
- Veiller à la diffusion des projets développés dans le cadre du présent projet artistique et culturel et à leur rayonnement en région et hors région ;

Considérant qu'en accueillant les rencontres cinématographiques de l'ARP, **Le Touquet-Paris-Plage** bénéficiera des retombées culturelles, touristiques et économiques, ainsi que médiatiques, engendrées et générées par la dynamique et l'attractivité de ce festival,

Considérant le projet artistique et culturel initié et conçu par l'ARP, conforme à son objet statutaire, figurant en annexe n° 1,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre la Région Hauts-de-France/ La Commune du Touquet-Paris-Plage et le bénéficiaire pour la mise œuvre du projet artistique et culturel de celui-ci, dans le respect des orientations de la politique culturelle de la Région; et de définir les modalités de son évaluation au travers d'objectifs concrets.

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet artistique et culturel conforme à son objet statutaire dans le cadre de son projet global d'intérêt général.

Le projet conçu par Mathieu Debusschère, son Délégué général et approuvé par le Conseil d'administration est précisé en annexe à la présente convention. Il est décliné en programme pluriannuel d'activités.

La présente convention fixe :

- la mise en œuvre concrète du programme d'activités pris en compte par la Région et la Commune pour la période de la présente convention,
- les modalités de financement et les relations entre la structure, la Région et la Commune
- les conditions de suivi et d'évaluation du projet ;

La Région et la Commune contribuent financièrement au fonctionnement général et à la réalisation du projet artistique et culturel décrit ci-dessous. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2 - MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

L'ARP souhaite, dans une dynamique de renouvellement de ses Rencontres Cinématographiques, implanter durablement la manifestation d'intérêt professionnel international dans la région Hauts-de-France, et ainsi contribuer à son rayonnement culturel.

L'ARP s'engage à mettre en œuvre les Rencontres Cinématographiques en partenariat avec la Commune du Touquet et la Région Hauts-de-France, pendant 3 ans à compter de sa 16^{ème} édition du 3 au 5 novembre 2021 et début novembre les éditions suivantes.

Cette manifestation repose sur les principes suivants :

- Des entretiens et rencontres seront proposés aux professionnels du cinéma européen et mondial (auteurs, réalisateurs, producteurs, distributeurs, exploitants, journalistes, chaînes de télévision, financeurs, etc) et aux représentants des pouvoirs publics pour débattre des enjeux de la profession, favoriser l'échange d'informations et la définition d'objectifs communs aux Auteurs Réalisateurs Producteurs de l'ensemble des pays européens ; ces débats sont ouverts au public,
- Des films en avant-première ou en sortie nationale, des événements cinématographiques thématiques, ouverts gratuitement au grand public, dans la limite des places disponibles.

ARTICLE 3 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 années civiles, et prendra fin au 31 décembre 2023. Elle prendra effet à sa date de notification.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COUT DE L'ACTION

Pour la Région, la subvention annuelle est délibérée par l'assemblée délibérante, conformément à son budget primitif, à son règlement budgétaire et financier et à la présente convention, après instruction de la demande de subvention.

Pour la Commune, la participation financière sur la durée de la convention, sous la forme de contributions volontaires, est évalué à 300 000 € sur trois ans.

Le besoin de financement public exprimé par la structure est calculé en prenant en compte les coûts totaux retenus estimés de l'action, ainsi que tous les produits qui y sont affectés. L'annexe présente le budget prévisionnel de l'action en détaillant les coûts éligibles à la contribution financière des partenaires publics et l'ensemble des produits affectés, ainsi que les règles retenues par la structure.

Ils comprennent notamment tous les coûts, directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui respectent les conditions qui :

- sont conformes au règlement budgétaire et financier de chaque partenaire signataire ;
- sont liés à l'objet de l'action et sont évalués en annexe ;
- respectent les conditions posées par le régime cadre exempté de notification n°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine ;
- sont nécessaires à la réalisation de l'action ;
- sont raisonnables selon le principe de la bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
- sont dépensés par la structure ;
- sont identifiables et contrôlables.

La structure notifie par écrit les modifications à chaque partenaire signataire dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. Cette information ne vaut pas acceptation.

En cas d'acompte(s) versé(s) dans les conditions prévues à l'article 6, le versement du solde annuel ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse de ces modifications éventuelles par la Région Hauts-de-France.

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Dans le cadre de cette convention, la contribution financière de la Région Hauts-de-France est convenue pour un montant prévisionnel annuel de 200 000 euros, sous réserve de la disponibilité des crédits, équivalent à 44,84 % du montant estimé des coûts éligibles sur une année d'exécution de la convention, établis à la signature des présentes.

La contribution de la Commune du Touquet-Paris Plage est convenue pour un montant prévisionnel annuel de 100 000 € HT comprenant :

- La mise à disposition d'espaces (Palais des congrès, salle des 4 saisons)	42 660,00 €
- La mise à disposition de matériel (Salle des Quatre saisons)	25 000,00 €
- La mise à disposition de personnel	1 500,00 €
- La prise en charge des frais liés à la soirée de gala (traiteur, DJ)	25 000,00 €
- La prise en charge des frais de navettes	3 040,00 €
- La prise en charge des frais de communication	2 800,00 €

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Partenaires publics signataires de la présente convention	Montant prévisionnel des subventions et contributions pour toutes les années d'exécution de la convention, en euros TTC	Montant prévisionnel des subventions et contributions pour toutes les années d'exécution de la convention, en euros HT	Montant total estimé des coûts éligibles pour toutes les années d'exécution de la convention, en Euros HT
Région Hauts-de-France	600 000 €	600 000 €	1 338 000 €
Commune du Touquet-Paris-Plage			
<u>Contributions volontaires dont :</u>		300 000 €	
- Mise à disposition d'espaces (Palais des congrès, salle des 4 saisons)		127 980 €	
- Mise à disposition de matériel (Salle des Quatre saisons)		75 000 €	
- Mise à disposition de personnel		4 500 €	
- Prise en charge des frais liés à la soirée de gala (traiteur, DJ)		75 000 €	
- Prise en charge des frais de navettes		9 120 €	
- Prise en charge des frais de communication		8 400 €	
TOTAL prévisionnel		900 000 €	1 338 000 €

Dans tous les cas, les contributions financières de la présente convention ne sont applicables que sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- le vote des crédits, ou la délibération de l'assemblée délibérante de la Région;
- le respect par la structure des obligations de la présente convention et notamment celles mentionnées aux articles 1^{er}, 7, 8 et 10 ;
- le contrôle en fin d'exercice par la Région de la présente convention, conformément à l'article 9, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel de l'action.

La structure s'efforce d'obtenir des soutiens financiers auprès d'autres collectivités territoriales ou d'organismes publics ou privés lui permettant d'accroître et de développer ses activités.

ARTICLE 6 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Pour chaque année budgétaire, la structure adressera une demande de subvention à chacun des partenaires signataire de la présente convention, étayée de la présentation d'un budget prévisionnel. Sous réserve des dispositions de l'article 5 et conformément aux dispositions particulières à chacun d'eux, les partenaires publics confirment chaque année les sommes qu'ils versent.

Ces subventions ne peuvent en aucun cas être utilisées par la structure pour apporter des subventions à d'autres personnes morales, ou pour un objet différent de celui pour lequel elles ont été attribuées.

Pour La Région :

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'article 1, et de permettre à la structure de réaliser ses engagements, sous réserve des crédits correspondants au budget régional, la Région s'engage à verser chaque année une aide financière dont le montant sera fixé par délibération.

Les modalités de paiement de la participation régionale seront précisées dans la convention financière annuelle.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

Pour la Commune :

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'article 1, et de permettre à la structure de réaliser ses engagements, la Commune s'engage à participer financièrement pour un montant de 300 000 € conformément aux montants inscrits à l'article 5 de la présente convention.

Les modalités de paiement de la participation municipale seront précisées dans la convention financière annuelle.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS COMPTABLES ET MORALES

La structure s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux modalités d'établissement des comptes annuels des SAEML, conformément aux articles L123-12, L123-13, L123-14, L123-15, L123-16 du Code du Commerce.

Les comptes de la structure sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre.

La structure déclare tenir une comptabilité conforme au règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'autorité des normes comptables et s'engage à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les quatre mois qui suivent la clôture des comptes. Les aides apportées par les collectivités publiques signataires de la présente convention et les autres partenaires éventuels y sont retracées selon les modalités d'établissement des comptes annuels conformément aux articles L123-12, L123-13, L123-14, L123-15, L123-16 du Code du Commerce

La structure a désigné en qualité de commissaire aux comptes : Monsieur Renaud Reissier – Société Exagone – 125-127 rue La Fayette 75010 Paris / exercice clos au 31/12/2016, pour un mandat de 6 ans.

La structure s'engage à fournir à l'ensemble des partenaires signataires de la présente convention pour chaque année de la période de la présente convention :

Pour la Région :

a) avant le 31 janvier de l'année suivante :

- un compte rendu d'exécution détaillé des activités de l'année écoulée (production, diffusion, activités de formation et de sensibilisation, etc.),

b) au plus tard le 31 mai de l'année suivante, les documents établis dans le respect des dispositions du droit français et du droit communautaire

- le rapport moral et le rapport d'activité approuvés par le Président ou toute personne habilitée ;

- le compte rendu quantitatif de l'action de la structure comprenant les éléments mentionnés à l'annexe relative aux indicateurs d'évaluation, signé par le Président ou toute personne habilitée ;

- un compte de résultat analytique (conforme à la présentation UNIDO) – une annexe détaillée des subventions publiques perçues (TTC et HT) ;

- un état du personnel employé distinguant le personnel sur emploi durable (CDI et CDD de plus de 9 mois) et le personnel sur emploi occasionnel – cet état est exprimé en équivalent temps plein et également en nombre de personnes pour les occasionnels ;

- le montant total des rémunérations allouées aux dirigeants ainsi que le montant des trois rémunérations les plus élevées ;

- les attestations fiscales et sociales confirmant la régularité de sa situation.

Tout document (comptes annuels, etc.) transmis par la structure à la Région devra être revêtu du paraphe et/ou de la signature du président, représentant légal de la structure ou de tout représentant légal et accompagné d'une copie de la délégation de signature.

Pour la Commune :

Conformément aux modalités et au calendrier établi par la convention annuelle de subvention.

La structure s'engage à fournir à l'ensemble des partenaires dans les meilleurs délais toutes les pièces et documents demandés par ses partenaires pour constituer les dossiers d'engagement des subventions prévues dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 8 - AUTRES ENGAGEMENTS

8.1 Le bénéficiaire informe sans délai chaque partenaire signataire de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe chaque partenaire signataire sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3 Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible l'identité visuelle de chaque partenaire signataire en conformité avec sa charte graphique, sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

8.4 Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de la Commission Européenne.

ARTICLE 9 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modifications substantielles, et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par la structure sans l'accord écrit de la Région, cette dernière peut diminuer ou suspendre le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par la structure et avoir préalablement entendu ses représentants.

ARTICLE 10 - MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

10.1 L'application de la présente convention fera l'objet d'un suivi régulier dans le cadre de Conseils d'Administration et de Comités de pilotage en présence de la direction de la structure et des représentants des collectivités publiques partenaires et signataires.

10.2 Le Comité de pilotage est chargé de l'examen et du suivi des missions inscrites au titre de la présente convention. Il examine en particulier :

- la mise en œuvre progressive des objectifs de la présente convention ;
- l'état d'exécution du budget de l'année en cours et l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant ;
- la réalisation du projet sur l'année venant de s'achever, ainsi que les orientations de l'année à venir ;
- le bilan financier de l'année écoulée, et les comptes consolidés du bénéficiaire.

10.3 L'évaluation porte sur la réalisation du projet artistique et culturel. Les partenaires publics procèdent à une évaluation de la réalisation du projet auquel ils ont apporté leur concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif. Les indicateurs, inscrits au titre de la présente convention, définis par les parties, contribuent au suivi annuel puis à l'évaluation finale de la réalisation de la convention. Les indicateurs ne sont qu'une partie de l'évaluation qui fait toute sa place à l'analyse de la qualité et de tous les aspects de l'impact des activités du bénéficiaire.

10.4 Un an et au plus tard six mois avant l'expiration de la présente convention, la direction de la structure présente aux partenaires publics une auto-évaluation de la mise en œuvre du projet artistique et culturel sur la base du cahier des charges. Celle-ci prend la forme d'un bilan d'ensemble argumenté sur le plan qualitatif et quantitatif des actions développées et de la réalisation des objectifs. Elle est assortie d'un document de synthèse des orientations envisagées dans la perspective d'une nouvelle convention.

ARTICLE 11 - CONTRÔLE DE LA RÉGION ET DE LA COMMUNE

La structure s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par les partenaires publics de la bonne exécution de la présente convention tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention, notamment par l'accès et/ou la communication de toute pièce justificative des dépenses et tout autre document de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion dont la production serait jugée utile.

Les partenaires signataires de la présente convention pourront également procéder ou faire procéder par la personne de leur choix aux vérifications qu'ils souhaiteraient effectuer sur pièces et sur place.

La structure devra informer les partenaires publics des modifications intervenues dans ses statuts et/ou dans la composition de ses Instances.

Chaque partenaire public signataire s'assure annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet artistique et culturel. Chaque partenaire public signataire peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure au total annuel des coûts éligibles du projet artistique et culturel augmentés d'un excédent raisonnable ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et aux contrôles de l'article 11.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

ARTICLE 13 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires publics signataires et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention intervient par écrit en précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les parties se rencontrent et déterminent les suites à apporter.

ARTICLE 14 - ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention :

- le projet artistique et culturel (Annexe n°1),
- les tableaux d'indicateurs de suivi (qualitatifs et quantitatifs) (Annexe n°2),
- un budget prévisionnel triennal (Annexe n°3).

ARTICLE 15 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre partie, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions de la convention et/ou du projet artistique et culturel, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, à la suite d'une tentative de conciliation suivi d'un Conseil d'Administration extraordinaire.

La résiliation pourra avoir pour conséquence le réajustement de la contribution annuelle de la Région au programme d'activités et impliquer la restitution de tout ou partie des sommes versées par les partenaires publics signataires.

Par ailleurs, en cas de dissolution ou de liquidation de la structure, la présente convention deviendra, ipso facto, caduque. Dans cette hypothèse, les partenaires se réservent le droit d'exiger le reversement total ou partiel des sommes perçues au titre de cette convention.

ARTICLE 16 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention sera porté devant la juridiction compétente.

Pour le bénéficiaire,
Le Délégué Général
Monsieur Mathieu DEBUSSCHERE

Pour La Région Hauts-de-France,
Le Président de la Région Hauts-de-France,
Monsieur Xavier BERTRAND

Pour la Commune du Touquet-Paris-Plage,
Le Maire,
Monsieur Daniel FASQUELLE

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

ANNEXE I PROJET ARTISTIQUE ET CULTUREL

Présentation des Rencontres Cinématographiques de L'ARP

Les Rencontres Cinématographiques ont été créées par la Société civile des Auteurs Réalisateurs Producteurs (L'ARP) en 1991.

Cinéastes, producteurs, distributeurs, exploitants, représentants des chaînes de télévisions, d'internet, des pouvoirs publics, etc, se retrouvent pour débattre ensemble autour des grands enjeux auxquels sont confrontés le cinéma et l'audiovisuel, sur les plans économique et politique, afin d'anticiper au mieux les évolutions majeures de la filière.

Ces Rencontres sont aussi l'occasion de proposer au grand public des projections de films en avant-première ou séances spéciales, en présence des équipes.

Par leur ampleur, leur réputation, leur couverture de presse, le nombre et la nature des participants, les Rencontres constituent aujourd'hui pour L'ARP l'événement le plus important de l'année et mobilisent ses énergies, ses membres et son personnel pendant l'ensemble de l'année.

Organisation de la manifestation

Les Rencontres Cinématographiques de L'ARP réunissent chaque année, à l'automne, pendant 3 jours, près de 600 professionnels français, européens, américains.

Ces Rencontres Cinématographiques sont organisées conjointement par L'ARP, la Ville et la Région, ces trois entités étant liées à cet effet par une convention annuelle bilatérale entre L'ARP et chaque collectivité, mais également par une convention de partenariat pluriannuelle tripartite définissant le rôle de chaque partie.

Quatre phases sont à distinguer dans l'organisation de cette manifestation :

- La préparation en amont : elle est prise en charge par L'ARP
Se déroulant sur l'ensemble de l'année, elle consiste à rechercher des partenaires, à chercher et à construire les thèmes des débats, à rencontrer des professionnels susceptibles d'intervenir dans les débats, à réaliser des études et des recherches sur des thèmes susceptibles d'être retenus, à préparer des animations locales, à mettre en place un plan média, etc... Toute cette phase est réalisée par le personnel permanent de L'ARP.
- La logistique : sous ce terme on entend une période qui se déroule de mi-juin à la veille de la manifestation. C'est à la fois la concrétisation du travail de l'année (rédaction des thèmes et des documents préparatoires, invitations d'intervenants aux débats, conventions de partenariat, réalisation d'un catalogue, d'un site internet, d'un programme, organisation matérielle) et du travail spécifique à la manifestation (invitations, relances, confirmations, billets d'avion, de train, organisation de transferts gare-hôtel, organisation des projections et des animations locales, travail de presse, etc.). Cette phase est réalisée par le personnel permanent de L'ARP accompagné par une équipe temporaire de renfort.
- La manifestation elle-même en novembre (3 jours / 2 nuits).
- L'après-manifestation : de novembre à avril : cette période est consacrée à la mise en ligne des débats sur internet, au bouclage des partenariats, aux budgets, bilans financiers, rendu des dossiers de subvention, relations presse, remerciements, etc...

Les grandes lignes et les objectifs

La première édition des Rencontres Cinématographiques de L'ARP au Touquet se déroulera du 4 au 6 novembre 2020.

L'ARP souhaite conserver les grandes lignes qui définissent depuis près de 30 ans les Rencontres Cinématographiques et en font sa singularité et son succès.

A l'occasion de l'accueil de cette manifestation dans une nouvelle région, L'ARP souhaite initier une réflexion conjointe avec les collectivités : l'intégration des Rencontres Cinématographiques au sein du territoire régional est pour L'ARP une priorité.

L'ARP veillera par ailleurs à remettre en perspectives un certain nombre d'éléments et tend vers plusieurs objectifs.

Poursuivre la programmation de plusieurs grands débats

La manifestation restera articulée autour de plusieurs grands débats de l'actualité politique et économique du secteur. Ces débats se dérouleront pendant 2 jours, au Palais des congrès.

Assurer une programmation cinématographique de qualité, à travers :

- Des avant-premières (au cinéma et au Palais des congrès)
- Des séances spéciales, rétrospectives, hommages ...
- Des films (longs ou courts-métrages) soutenus par la Région

Concevoir des ateliers et tables rondes dans un format plus confidentiel :

L'ARP souhaite par ailleurs, dans la mesure le Palais des congrès dispose de plusieurs salles de tailles différentes, **développer des événements pour les différents publics dans des espaces facilitant les échanges et la convivialité, tels que :**

- Ateliers et tables rondes en plus petits comités
- Organisation avec FilmFrance d'un débat sur l'attractivité des territoires et de l'emploi
- Présentation du bureau des tournages : valorisation et développement de partenariats avec Pictanovo
- Séances de pitch de réalisateurs émergents de la Région avec des professionnels confirmés
- Exposition de photographies, de story-boards, d'affiches, ...
- Rencontres et masterclass à destination du grand public et/ou des lycéens et étudiants
- Rencontres et dédicaces de livres
- Points presse et interview (salle dédiée dans le Palais des congrès)
- Lieu de rencontre pendant les Rencontres (bar du palais des congrès)

Diversifier les publics :

- Public professionnel :
 - Chercher à toucher un public professionnel plus jeune en invitant notamment des cinéastes et producteurs de la nouvelle génération
 - Veiller à assurer une meilleure parité femmes-hommes parmi les intervenants des débats
 - Favoriser la participation à l'événement des professionnels de la région
 - Internationaliser davantage la manifestation
- Élargir le rayonnement national et international des Rencontres Cinématographiques
 - Invités, intervenants
 - Débats retransmis en direct sur Dailymotion
- Grand public : lycéens, étudiants, retraités, touristes...

S'implanter sur le territoire tout au long de l'année, à travers :

- Des partenariats et passerelles avec les acteurs régionaux culturels, tels que :
 - les grands événements existants sur le territoire (Rencontres d'Arras...)
 - les établissements d'enseignement supérieur liés au cinéma (Le Fresnoy, ...)
- Participation à des actions en faveur du rayonnement culturel et plus particulièrement cinématographique dans les zones rurales mal desservies :
 - Circuits itinérants
 - Rencontres et dédicaces

Développer la Communication et le rayonnement autour des Rencontres Cinématographiques :

- Poursuivre une politique de communication adaptée à la presse professionnelle
 - Editorialiser le changement de lieu des Rencontres Cinématographiques
 - Partenariat avec les médias
 - Attaché de presse
- Développer les partenariats financiers et contribuer à la mise en réseau artistique :
 - Stabiliser les partenariats existants (institutionnels et privés), et développer de nouveaux partenariats au niveau national
 - Rechercher des acteurs locaux avec qui tisser des passerelles lors de l'événement et tout au long de l'année

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

**ANNEXE II
INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION**

Les temps professionnels des Rencontres cinématographiques

Indicateurs de suivi et d'évaluation	2019	Référentiel	2021		2022		2023		Total		Commentaires ou Indicateurs qualitatifs
			Objectif chiffré	Réalisé	Objectif chiffré	Réalisé	Objectif chiffré	Réalisé	Objectif chiffré	Réalisé	
Nombre de professionnels présents	374	374			350		350				Noms des invités en annexe
Nombre de professionnels invités de la Région			20		30		40				Noms des invités en annexe
Représentation femmes / hommes (% femmes) dans les intervenants aux débats	28%	28%	35%		40%		42%				
Représentation femmes / hommes (% femmes) dans les cinéastes présentant leur avant-première	50%	50%	50%		50%		50%				
Nombre de grands débats	4	4	4		4		4				Thématiques et intitulés en annexe
Nombre d'ateliers	0	0	3		3		3				Intitulé des projets en annexe
Nombre de projets pitchés par des cinéastes de la région	7	7	7		7		7				Noms des invités en annexe
Nombre de partenariats en région (tout au long de l'année)			5		8		10				Structures partenariales en annexe

Les temps pour le grand public des Rencontres cinématographiques

Nombre d'avant-premières	5	5	4								Titre des films en annexe
Nombre de films soutenus en région diffusés (courts métrages)	4	4	1								Titre des films en annexe
Nombre de séances spéciales, hommages	1	1	2		2		2				Thématiques et intitulés en annexe
Nombre de total spectateurs (grand public région) aux débats et ateliers			100		150		200				
Nombre de total spectateurs (grand public région) aux projections			400		450		600				

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

ANNEXE III

**BUDGET ANNUEL PRÉVISIONNEL- HT
Années 2021-2023**

DEPENSES		DEPENSES SUBVENTIONNABLES	RECETTES	
Achats de matières et fournitures	17 745 €	17 745 €	Frais d'inscriptions des participants	30 000 €
Services extérieurs dont locations, entretien et réparation, assurance	28 655 €	28 655 €	Région Haute-de-France	200 000 €
Autres services extérieurs dont honoraire personnel administratif, technique, publicité, publication, frais de communication, frais de déplacements, transport de biens et frais de réception	194 900 €	194 900 €	CNC (Centre National du Cinéma et de l'Image Animée)	46 900 €
Charges de personnel	204 700 €	204 700 €	Partenaires privés (dont France TV, Canal +...)	60 000 €
			Fonds propres ARP	109 100 €
Contributions volontaires de la Commune du Touquet dont :	100 000 €		Contributions volontaires	100 000 €
<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition d'espaces (Palais des congrès, salle des 4 saisons) pour 42 660 € - Mise à disposition de matériel (salle des quatre saisons) pour 25 000 € - Mise à disposition de personnel pour 1 500 € - Prise en charge des frais liés à la soirée de gala (traiteur, DJ) pour 25 000 € - Prise en charge des frais de navettes pour 3 040 € - Prise en charge des frais de communication pour 2 800 € 				
TOTAL	546 000 €	446 000 €	TOTAL	546 000 €

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

9) **Convention de prêt d'une œuvre (*Lumière des 4 Saisons* de Pierre BALDI) entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et le Lycée Hôtelier du Touquet-Paris-Plage**

M. le Maire : je vous en dis deux mots, c'est Madeleine qui a suivi ce dossier. Il y avait ici, je ne sais pas si vous en souvenez dans l'entrée à droite une œuvre du Touquet des 4 Saisons, qui est très grande, je ne sais plus les dimensions exactes.

Mme Madeleine DERAMECOURT : 2,50 m sur 2,50 m.

M. le Maire : elle est actuellement du fait des travaux à l'Hôtel de Ville tout en haut de la coursière au 2^{ème} étage, quelque part au-dessus du Conseil municipal. Je ne sais plus, c'est peut-être Madeleine qui en a eu l'idée de la prêter au Lycée Hôtelier.

Mme Madeleine DERAMECOURT : en fait, on a cherché un petit peu partout où cette œuvre pouvait être placée de manière agréable, et le Lycée Hôtelier a été très heureux quand on lui a proposé cette œuvre, d'autant plus qu'elle sera mise dans le restaurant d'application.



M. le Maire : tout à fait, c'est vraiment une belle image du Touquet. Je pense que tout le monde sera d'accord pour faire ce prêt au Lycée Hôtelier. Pas de vote contre ? Pas d'abstention ? Bien parfait, je vous en remercie.

CONVENTION DE PRÊT D'UNE ŒUVRE (LUMIÈRE DES 4 SAISONS DE PIERRE BALDI)
ENTRE LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
ET LE LYCÉE HÔTELIER DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que le 2 juillet 2004, le Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage a accepté le don de l'œuvre *Lumière des 4 Saisons* de Pierre BALDI, par l'artiste.
- 2°) que la Ville du Touquet-Paris-Plage porte un profond attachement au Lycée Hôtelier du Touquet-Paris-Plage et lui est reconnaissante de porter haut la gastronomie française à travers la France et le Monde et qu'en remerciement, la Ville du Touquet-Paris-Plage souhaite prêter l'œuvre *Lumière des 4 Saisons* à cet établissement.
- 3°) qu'à cet effet, il convient de signer une convention entre la Ville du Touquet-Paris-Plage et le Lycée Hôtelier du Touquet-Paris-Plage pour fixer les modalités de ce prêt.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29,

Vu la délibération n° 04-05-07 du Conseil municipal du Touquet-Paris-Plage en date du 2 juillet 2004 relative à l'acceptation du don de l'œuvre *Lumière des 4 Saisons* de Pierre BALDI,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) d'approuver les termes de la convention annexée à la présente délibération.
- 2°) d'autoriser le Maire à signer, au nom de la commune, cette convention et tous les documents se rapportant à ce prêt avec Monsieur Thierry CUVELIER, Proviseur du Lycée Hôtelier.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet.

- - - -

**CONVENTION DE PRÊT ENTRE
LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE ET
LE LYCÉE HÔTELLIER DU TOUQUET-PARIS-PLAGE**

Entre

**LA VILLE DU TOUQUET-PARIS-PLAGE,
Dont le siège est à l'Hôtel de Ville, Boulevard Daloz, 62520 LE TOUQUET-PARIS PLAGE
Représentée par son Maire, Monsieur Daniel FASQUELLE,
Représentant légal du Musée du Touquet Paris-Plage, Musée de France
Autorisé par délibération n° 2021-02-09 du Conseil municipal du 12 avril 2021**

Ci-après désigné « La Ville »

d'une part,

et

**LE LYCÉE HÔTELLIER DU TOUQUET-PARIS-PLAGE,
Dont le siège social est à Avenue du Château, 62520 LE TOUQUET-PARIS PLAGE
Représentée par son proviseur Monsieur Thierry CUVELIER,**

Ci-après désignée « Le Lycée Hôtelier »

d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit

ARTICLE 1 : OBJET

La Ville propose au Lycée Hôtelier qui l'accepte, le prêt de l'œuvre *Lumière des 4 Saisons* de Pierre Baldi, d'un commun accord entre les deux parties, en gage de sa profonde affection et de sa reconnaissance pour porter haut la gastronomie française à travers la France et le Monde.

Cette œuvre, offerte par l'artiste à la Ville du Touquet-Paris-Plage en 2004, sera exposée au Lycée Hôtelier sous la responsabilité de sa direction.

ARTICLE 2 : CONTENU DU PRÊT

Le prêt de La Ville se compose de l'œuvre suivante :

Titre de l'œuvre : *Lumière des 4 Saisons*

Auteur : Pierre Baldi

Dimensions : diptyque de 295 x 260 cm

Valeur d'assurance : 55 000 €

Afin de pouvoir être contrôlé à tout moment, l'état de conservation de cet objet devra être constaté au moment de son arrivée dans le lieu de dépôt. Le constat sera cosigné par un membre du personnel du Musée du Touquet-Paris-Plage et le représentant du Lycée Hôtelier. Un constat sera réalisé tous les trois ans ainsi qu'à l'issue du prêt.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

L'œuvre sera exposée accompagnée d'un cartel portant les mentions suivantes : « Pierre Baldi, Lumière des 4 Saisons, don de l'artiste à la Ville du Touquet-Paris-Plage en 2004 ».

ARTICLE 3 : COÛT DU PRÊT

Le prêt est consenti à titre gratuit.

ARTICLE 4 : DUREE DU PRÊT

Le prêt, objet de la convention, prendra effet à la date de réception de l'objet par **Le Lycée Hôtelier**.
La durée du prêt est fixée à 3 ans, la présente convention est renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 5: CONDITIONS DE CONSERVATION ET D'EXPOSITION

Le lieu d'exposition de l'œuvre devra présenter toutes les conditions climatiques de conservation préventive et les garanties de sécurité requises (vol, incendie, dégât des eaux...).

Le Lycée Hôtelier s'engage à avertir la Ville de toutes modifications intervenues dans les conditions de sécurité et lieu d'exposition.

Le Lycée Hôtelier est responsable de l'œuvre empruntée, il doit veiller à son bon état pendant toute la durée du prêt. Pour cela il doit respecter les précautions suivantes :

- veiller à ce qu'aucun choc ne vienne endommager l'œuvre ou son encadrement,
- ne pas l'exposer à une source de chaleur ou aux rayons directs du soleil,
- ne pas l'exposer à l'extérieur ou dans un endroit où les variations de température et d'hygrométrie sont trop importantes (proximité cuisine et salles d'eau),
- si le lieu d'exposition se trouve être un espace de circulation : garantir une distance entre le flux et l'œuvre (mises à distance, accrochage en hauteur),
- ne pas ôter le cadre de l'œuvre si elle en possède un,
- ne pas intervenir lui-même en cas de dommages (nettoyage de projections, déchirures, etc.).

ARTICLE 6 : RESTAURATION DE L'OEUVRE EXPOSEE

Toute dégradation de l'objet, toute altération ou anomalie, sitôt constatée, devra être signalée immédiatement au Musée du Touquet-Paris-Plage et à la Direction de l'Administration Générale Pôle Juridique et Marchés.
La restauration sera à la charge du **Lycée Hôtelier** mais ne pourra être fait que par une personne désignée par **la Ville** et dûment habilitée à cet effet.

ARTICLE 7 : MOUVEMENTS DE L'ŒUVRE

La Ville prendra à sa charge le transport aller de l'Hôtel de Ville au Lycée Hôtelier puis le retour au terme de la présente convention ou de son renouvellement.

Le Lycée Hôtelier s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement sans avoir obtenu au préalable l'accord de la Ville.

Le Lycée Hôtelier peut être autorisé à prêter l'œuvre déposée, sous réserve qu'il ait obtenu l'accord écrit de la Ville qui pourra alors fixer les conditions du prêt (assurance), et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation.

A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du **Lycée Hôtelier**, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur qui devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et la durée de l'exposition (assurance clou à clou).

Une attestation devra être transmise par l'emprunteur au Musée du Touquet-Paris-Plage et à la Direction de l'Administration Générale Pôle Juridique et Marchés.

ARTICLE 8 : PROPRIETE

L'œuvre déposée demeure la propriété exclusive de **la Ville** et ne pourra en aucun cas être mis en gage.

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

ARTICLE 9 : ASSURANCE

Le Lycée Hôtelier certifie avoir contracté une assurance « clou à clou » (tous risques d'exposition) et s'engage à transmettre l'attestation correspondante au Musée du Touquet-Paris-Plage et à La Ville.

L'œuvre confiée en dépôt doit être garantie « TOUS RISQUES » durant les transports, la durée du prêt et le montage et démontage en valeur déclarée dans la présente convention.

ARTICLE 10 : ACCEPTATION / MODIFICATION / LITIGE

Les deux parties acceptent dans sa totalité la présente convention et s'engagent à la respecter.

Toutes modifications des conditions d'application de la présente convention doivent faire l'objet d'un accord entre les deux parties et donner lieu à la signature d'un avenant.

Toute contestation ou tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera portée, à défaut d'un accord amiable entre les parties, devant le tribunal compétent de Boulogne-sur-Mer.

Fait au Touquet-Paris-Plage en deux exemplaires, le

Daniel FASQUELLE, Maire du Touquet-Paris-Plage,

Thierry CUVELIER, Proviseur du Lycée Hôtelier du Touquet-Paris-Plage

VI COMPTE DE GESTION ET COMPTE ADMINISTRATIF DE L'EXERCICE 2020, AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE ET DES BUDGETS ANNEXES (ZAC Quentovic, Palais des Congrès, Régie Autonome du Palais des Congrès, Régie Autonome des Transports Touquettois)

M. le Maire : ce que je voudrais avant que l'on aborde les sujets, c'est vous dire deux ou trois choses pour mettre un peu ce débat en perspective. D'abord il faut bien comprendre que c'est une année particulière. D'ordinaire quand on vote un budget, dans tous les cas depuis que je m'en occupe depuis 2001, on a toujours fait en sorte que quand le budget était voté, il soit le plus précis possible et qu'on n'y ait pas à y revenir, parce que c'est une très mauvaise gestion que de voter un budget approximatif et puis ensuite on adapte. On adapte et à la fin, on ne sait plus trop où on va et c'est comme ça que l'on peut déraiser. Vous pouvez regarder les délibérations budgétaires modificatives, c'est comme ça qu'on les appelle au Touquet, elles sont toujours extrêmement limitées à la marge et on ne fait que déplacer une somme d'une ligne à une autre, parce que voilà c'est toujours impossible évidemment de tout prévoir à 100 %, les choses sont ainsi. Cette année, c'est très particulier en raison de la pandémie. Donc le budget que l'on va voter ce soir, on a essayé de le faire aussi précis que possible. Mais nous aurons à y revenir et à ajuster les choses sur plusieurs plans. Par exemple sur les subventions aux associations, on n'a pas voulu verser 100 % de ces subventions dans la mesure où il y a des associations qui n'ont pas eu d'activité, pas de frais et pas de dépenses depuis le début de l'année, donc il n'y a pas de raison que ces associations thésaurisent. S'agissant de façon générale de nos recettes, de nos dépenses, Alexandre y reviendra, on a fait en sorte d'être extrêmement prudents, mais sur certains points il est difficile de prévoir les choses. Si vous prenez l'exemple des casinos, bien malin qui sait quand les casinos vont pouvoir reprendre leur activité. Le plus tôt sera le mieux pour eux-mêmes et pour la ville, parce que vous savez qu'il y a un reversement au profit de la ville sur le produit brut des jeux. De ce point de vue-là, c'est une année tout à fait particulière. Donc que ce soit en recettes ou en dépenses, on a essayé d'être les plus précis possible, mais encore une fois, moi je le dis avec toutes les précautions d'usage, que l'on aura sans doute à voter une délibération budgétaire modificative, pas sans doute, on aura à voter une décision budgétaire modificative en juillet ou en septembre, pour pouvoir ajuster cette fois-ci définitivement les choses. Il faut être honnête et dire les choses telles qu'elles sont.

Ensuite, on a aussi la disparition de la taxe d'habitation qui fait que c'est aussi une année particulière. Alexandre en parlera avec le remplacement de la taxe d'habitation par une partie de la taxe foncière. Donc il faut surveiller ça de près aussi. Quant à nos recettes, et en ce sens c'est une année tout à fait particulière.

Et puis c'est aussi une année particulière puisque c'est une année de transition et une année au cours de laquelle nous avons entamé un certain nombre de chantiers et de réformes de fond. Je pense par exemple au Palais des Congrès, avec le recrutement du directeur, l'installation d'une équipe, il y a une délibération à ce sujet, la création du Touquet & Co, avec l'arrivée de Matthieu GRESSIER à la tête de nos services mais également du Touquet & Co et des réformes de fond qui sont engagées. S'agissant du Touquet & Co, on vous présentera bien évidemment ce soir les éléments que l'on est en mesure de vous présenter, mais je vous le dis on aura au mois de juin un Conseil municipal qui sera consacré spécialement au Touquet & Co. On pourra vous présenter dans le détail le compte administratif, revenir sur le budget prévisionnel, il y a surtout un certain nombre de réformes que l'on vous présentera dont on débattera à ce moment-là avec vous. Et vous le savez, on vous propose une somme de 2 000 000 € dans le cadre du budget cette année financée par un emprunt exceptionnel et une commission va être mise en place. Une date a déjà été fixée, mais on ne pouvait pas la réunir tant que le Conseil municipal n'avait pas voté ces 2 000 000 €, en espérant qu'il les votera ce soir. Si c'est le cas, cette commission pourra se réunir et comme nous l'avons fait pour les cabines de plage et comme je m'y étais engagé, l'ensemble du Conseil municipal sera associé y compris les deux groupes d'opposition. Je m'y étais engagé et ce sera le cas parce que je pense qu'il faut vraiment que sur des sujets comme ceux-là, on essaye de trouver des points d'entente, des points d'accord pour faire des investissements qui soient les plus judicieux possibles, la règle étant que ces investissements soient des investissements source de recettes demain.

C'est aussi une année de transition puisque l'on a repositionné l'Agence d'Attractivité. L'Agence d'Attractivité aujourd'hui est un outil de coordination des offices du tourisme du territoire, et je peux vous assurer que ça se passe très bien, le directeur de l'Agence réunit les directeurs des offices tous les mois. L'Agence s'est réunie, l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration, Bureau, elle est aujourd'hui en place avec ses partenaires qui sont aussi l'ensemble des chambres consulaires, les acteurs économiques du territoire. Budgétairement parlant, vous savez

que l'on avait confié à l'Agence la gestion de notre office et la gestion de nos services du Patrimoine, mais comme l'Agence se concentre sur la coordination des offices du tourisme et l'animation de la marque territoriale, il a été décidé que chacun reprenne son office du tourisme. Forcément cela a des conséquences sur non pas les sommes que nous dépensons mais les lignes où les sommes sont affectées. Là aussi je voulais vous le dire en introduction pour répondre par avance à certaines questions qui pourraient être posées.

Je veux simplement ajouter deux choses, vous le verrez, on s'est attaché à maintenir la stabilité fiscale. Il y a peu de communes en France qui peuvent se vanter d'avoir les mêmes taux d'impôts, quasiment les mêmes depuis 20 ans. Nous sommes en 2021 et je me souviens du premier budget que j'avais présenté en tant qu'adjoint aux finances en 2001, et on avait à l'époque proposé une baisse des impôts de 5%, 1% l'année suivante, on a remonté de 2 % une année parce qu'il fallait financer la station d'épuration. Mais au total il y a au Touquet une stabilité d'impôts. Vous pouvez chercher en France, il y a peu de communes qui n'ont pas depuis 20 ans augmenté leurs impôts. Malgré tout ce que nous avons vécu, la baisse des dotations de l'État, les pertes de recettes des casinos, on n'a jamais cédé à la tentation à laquelle d'autres ont cédé d'augmenter les impôts. C'est un anniversaire 20 ans et je tenais à le souligner ce soir.

Par ailleurs, on s'est attaché évidemment à maîtriser au maximum les dépenses et face à des baisses de recettes, y compris cette année liées au Covid, on essaye en face de financer ces baisses de recettes, de compenser ces baisses de recettes par des économies autant que faire se peut bien évidemment. Mais je sais qu'Alexandre s'y attache et vous donnera à ce sujet quelques exemples.

Voilà ce que je voulais vous dire pour planter le décor. Je laisserai le soin à Alexandre de vous présenter le compte administratif 2020. C'est Denis qui présidera la séance à ce moment-là et puis après vous aurez un vote et je serais obligé de sortir. Et puis ensuite on traitera le budget primitif.

10) Approbation du Compte de gestion pour l'exercice 2020 du Budget Principal

M. le Maire : on va faire compte de gestion, compte administratif et puis une fois que l'on aura traité l'année 2020, on pourra traiter l'année 2021. C'est ce que je vous propose, ça me semble plus cohérent, maintenant on peut faire autrement si vous voulez.

Pour ce qui est du compte de gestion établi par notre Comptable public, André OWCZARZAK, qui est un homme charmant, très précis et très compétent et qui travaille parfaitement bien avec nos services, que je salue puisque Virginie aussi et ses services ont fait un gros boulot. Donc, sur le compte de gestion de la Ville, pas de vote contre ? Pas d'abstention ?

COMPTE DE GESTION 2020

Budget Principal

Monsieur le Maire expose :

- 1°) que le vote du Compte de Gestion est un préalable obligatoire au vote du Compte Administratif qui constitue l'arrêté des comptes.
- 2°) que le Compte de Gestion est un document de synthèse, établi et transmis par le comptable, qui retrace toutes les opérations budgétaires en dépenses et recettes et comporte un bilan comptable décrivant l'actif et le passif de la commune ainsi qu'une balance générale de tous les comptes, y compris les comptes de tiers.
- 3°) qu'après vérification, le Compte de Gestion du budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2020 est conforme au Compte Administratif 2020 et n'appelle ni observation, ni réserve.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1612-12, L 2121-31 et D 2343-3,

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République,

Vu l'instruction comptable M 14,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière en date du 9 avril 2021.

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal d'arrêter les comptes du comptable.

Le Conseil Municipal, cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

DÉCIDE à l'unanimité des présents et représentés,

- 1°) d'approuver le Compte de Gestion du comptable pour l'exercice 2020 du Budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage annexé à la présente délibération.
- 2°) d'autoriser le Maire à signer le Compte de Gestion du Budget principal de la Ville du Touquet-Paris-Plage pour l'année 2020 en la forme.
- 3°) d'adresser ampliation de la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-mer et à Monsieur le Trésorier du Touquet-Paris-Plage.

COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2020

PRÉSENTÉ À
M le directeur départemental des finances
publiques

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
M André OMCHARZAK

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2020 AU 01/03/2021

062224 TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Population 4462
Nomenclature M14 sup égal 3500h et inf 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale	3
1 Bilan synthétique	Etat I-1 4
2 Bilan	Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif	
2.2 Bilan Passif	
3 Compte de résultat synthétique	Etat I-3 13
4 Compte de résultat	Etat I-4 14
5 Annexe	18
Etats des opérations pour compte de tiers	Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire	21
1 Résultats budgétaires de l'exercice	Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution	Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits	Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations	Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs	42
1 Balance des comptes	Etat III-1 43
2 Situation des valeurs inactives	Etat III-2 87
4EME PARTIE : Page des signatures	89

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020	
ACTIF NET (1)	Total (En milliers d'Euros)	PASSIF	Total (En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	2 106,59		
Terrains	11 720,74	Dotations	5 964,47
Constructions	57 009,04	Fonds Globalisés	29 965,14
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	48 322,15	Réserves	85 213,41
Immobilisations corporelles en cours	12 616,90	Différences sur réalisations	6 787,84
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	25 588,40	d'immobilisations	3 818,89
Autres immobilisations corporelles	12 497,63	Report à nouveau	4 900,25
Total immobilisations corporelles (nettes)	167 754,85	Résultat de l'exercice	
Immobilisations financières	1 242,25	Subventions transférables	816,36
		Subventions non transférables	23 284,36
Immobilisations financières	1 242,25	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermement et du remettant	-22,21
		Autres fonds propres	
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	171 103,69	TOTAL FONDS PROPRES	160 728,49
Stocks		PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	
Créances	4 570,75	Dettes financières à long terme	16 538,94
Valeurs mobilières de placement		Fournisseurs (2)	2 090,67
Disponibilités	8 584,91	Autres dettes à court terme	4 957,89
Autres actifs circulant		Total dettes à court terme	7 048,56
TOTAL ACTIF CIRCULANT	13 155,66	TOTAL DETTES	23 587,50
Comptes de régularisations	0,34	Comptes de régularisations	-56,29
TOTAL ACTIF	184 259,70	TOTAL PASSIF	184 259,70

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

ACTIF	BRUT	Exercice 2020		NET	Exercice 2019	
		AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET		NET	NET
ACTIF IMMOBILISE						
Subventions d'équipement versées	3 743 470,97		1 778 822,97		2 576 947,19	
Autres immobilisations incorporelles	1 984 025,75	1 964 548,00		327 786,81	379 680,19	
Immobilisations incorporelles en cours		1 656 258,94				
Terrains en toute propriété	11 720 737,37					
Constructions en toute propriété	57 603 074,76	594 033,22		11 720 737,37	11 605 633,64	
Construction sur sol autrui en tte prop				57 009 041,54	56 830 393,29	
Réseaux installations voirie rés divers	54 279 184,64					
Collectons et oeuvres d'art	578 158,79	5 957 037,97		48 322 146,67	48 490 934,46	
Autres immobilisations corporelles	22 104 603,79			578 158,79	502 408,79	
Immobilisations corporelles en cours	12 616 902,17	10 185 132,29		11 919 471,50	11 996 647,49	
Immo affect à service non personnalisé	7 810 386,19			12 616 902,17	8 220 357,00	
Immo en concess afferm à dispo immo aff	17 778 009,19			7 810 386,19	5 200 000,00	
Terrains reçus au titre de mise à dispo				17 778 009,19	17 778 009,19	
Construc reçues au titre mise à dispo						
Construction sur sol autrui mise à dispo						
Réseaux installations voirie rés divers						
Collectons et oeuvres d'art						
Autres immobilisations corporelles						
MONTANT A REPORTER	190 218 553,62	20 357 110,42		169 861 443,20	163 581 011,24	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020		Exercice 2019	
ACTIF		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	
				NET	
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	190 218 553,62	20 357 110,42	169 861 443,20	163 581 011,24
	Terrains recus au titre d'affectation				
	Construct recues au titre d'affectation				
	Construct sol d'autrui au titre affectat				
	Réseaux installations voirie rés divers				
	Collections et oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	75 733,46		75 733,46	75 733,46
	Participations et créances rattachées	94 137,42		94 137,42	94 137,42
	Autres titres immobilisés	3 551,30		3 551,30	3 551,30
	Prêts				
	Avances en garanties d'emprunt				
	Autres créances	1 068 827,73		1 068 827,73	1 068 827,73
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	191 460 803,53	20 357 110,42	171 103 693,11	164 823 261,15

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

	ACTIF	Exercice 2020		Exercice 2019	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Terrains				
	Production autre que terrains				
	Autres stocks	356 367,38		356 367,38	443 328,01
	Redevables et comptes rattachés				
	Créanc irrécouv adm par juge des optes	583 921,52		583 921,52	1 883 257,05
	Créances sur l'Etat et collec publiques	3 542 315,42		3 542 315,42	211 810,02
	Créances sur BA CCAS et CDE rattachées				
	Opérations pour le compte de tiers	88 143,09		88 143,09	83 333,17
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement	8 584 912,56		8 584 912,56	14 184 137,89
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	13 155 659,97		13 155 659,97	16 805 866,14

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020		Exercice 2019	
COMPTES DE REGULARISATION	ACTIF	Exercice 2020		Exercice 2019	
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer ou à régulariser	344,42		344,42	659,96
	Ecart de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	344,42		344,42	659,96
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	204 616 807,92	20 357 110,42	184 259 697,50	181 629 787,25

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

		Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2020
FONDS PROPRES	PASSIF			
	Dotations			
	Mise à disposition chez le bénéficiaire	5 964 465,06	5 964 465,06	5 964 465,06
	Affectation par collec de rattachement	40 858,68	40 858,68	40 858,68
	Réserves			
	Neutra amort subv equip vers	85 213 406,80		79 302 780,59
	Report à nouveau			
	Résultat de l'exercice	3 818 889,73		5 529 878,00
	Subventions transférables	4 900 247,50		4 199 637,94
	Différences sur réalisations d'immob	816 358,05		853 872,32
	Fonds globalisés	6 787 838,18		6 559 346,88
	Subventions non transférables	29 965 140,78		29 701 756,50
	Droits de l'affectant	23 284 357,66		22 813 076,98
		-63 072,35		-63 072,35
	FONDS PROPRES TOTAL I	160 728 490,09		154 902 600,60

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020		Exercice 2019		Exercice 2020	
PASSIF		Exercice 2020		Exercice 2019		Exercice 2020	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II						



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

		Exercice 2020		Exercice 2019		Exercice 2020	
DETTES	PASSIF						
	Emprunts obligataires						
	Emprunts auprès des étab de crédits	16 523 954,06		16 561 894,69		16 561 894,69	
	Emprunts et dettes financières divers	14 987,85		14 646,85		14 646,85	
	Crédits et lignes de trésorerie						
	Fournisseurs et comptes rattachés	2 081 429,47		2 466 567,00		2 466 567,00	
	Dettes fiscales et sociales	1 842,09		9 883,55		9 883,55	
	Dettes envers l'Etat et les collec publ	2 071 209,24		988 990,54		988 990,54	
	Dettes envers BA CCAS et CDE rattachées	0,54		6 677 667,50		6 677 667,50	
	Opérations pour le compte de tiers						
	Autres dettes	2 884 838,11		2 885,54		2 885,54	
	Fournisseurs d'immobilisations	9 240,00					
	Produits constatés d'avance						
	DETTES TOTAL III	23 587 501,36		26 722 535,67		26 722 535,67	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

BILAN (en Euros)

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2020
COMPTES DE REGULARISATION	PASSIF			
	Recettes à classer ou à régulariser			
	Ecart de conversion - Passif			
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		184 259 697,50	-56 293,95	4 650,98
				4 650,98
				181 629 787,25

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

POSTES	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2020
Impôts et taxes perçus	27 534,72		27 853,81
Dotations et subventions reçues	1 429,06		1 040,07
Produits des services	3 095,25		4 437,15
Autres produits	5 391,72		3 736,60
Transfert de charges			
Produits courants non financiers	37 450,74		37 067,64
Traitements, salaires, charges sociales	18 170,25		18 420,04
Achats et charges externes	5 895,54		6 428,00
Participations et interventions	4 495,72		4 998,77
Dotations aux amortissements et provisions	1 530,06		1 554,80
Autres charges	883,86		1 286,83
Charges courantes non financières	30 975,42		32 688,43
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	6 475,32		4 379,20
Produits courants financiers	0,01		0,13
Charges courantes financières	307,23		355,88
RESULTAT COURANT FINANCIER	-307,22		-355,75
RESULTAT COURANT	6 168,09		4 023,45
Produits exceptionnels	1 344,42		2 964,81
Charges exceptionnelles	2 612,27		2 788,62
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 267,85		176,19
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
RESULTAT DE L'EXERCICE	4 900,25		4 199,64

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

COMPTE DE RESULTAT 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020		Exercice 2019	
POSTES		Exercice 2020		Exercice 2019	
PRODUITS COURANTS NON FINANCIERS					
	Impôts locaux	19 349 736,00		19 020 942,00	
	Autres impôts et taxes	8 184 979,31		8 832 870,18	
	Produits services, domaine et ventes div	3 095 252,27		4 437 149,33	
	Production stockée				
	Production immobilisée	913 305,22		1 121 496,94	
	Reprise sur amortissements et provisions			255 372,02	
	Transferts de charges				
	Autres produits	4 478 410,02		2 359 732,68	
	Dotations de l'Etat	240 548,00		270 188,00	
	Subventions et participations	559 212,98		531 149,23	
	Autres attributions (péréquation, compensa)	629 295,00		238 736,00	
	TOTAL I	37 450 738,70		37 067 636,38	
CHARGES COURANTES NON FINANCIERES					
	Traitements et salaires	12 798 131,60		12 908 098,15	
	Charges sociales	5 372 116,20		5 511 937,23	
	Achats et charges externes	5 895 540,47		6 427 996,71	
	Impôts et taxes	661 007,61		1 075 579,91	
	Dotations amortissements des immob	1 530 055,59		1 554 799,31	
	Dot amort sur charges à répartir				

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

COMPTE DE RESULTAT 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

POSTES	Exercice 2020	Exercice 2019
Dotations aux provisions	222 856,27	211 253,12
Autres charges	1 140,00	1 033,73
Contingents et participations	4 494 575,26	4 997 735,37
Subventions	30 975 423,00	32 688 433,53
TOTAL II	6 475 315,70	4 379 202,85
A - RESULTAT COURANT NON FINANCIER (I-II)		
PRODUITS COURANTS FINANCIERS		
Valeurs mob et créances de l'actif immo	13,13	125,70
Autres intérêts et produits assimilés		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
TOTAL III	13,13	125,70
CHARGES COURANTES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	307 234,27	355 877,10
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
Dotations aux amort et aux provisions		
TOTAL IV	307 234,27	355 877,10

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

COMPTE DE RESULTAT 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020		Exercice 2019	
POSTES		Exercice 2020		Exercice 2019	
B - RESULTAT COURANT FINANCIER (III-IV)		-307 221,14		-355 751,40	
A + B - RESULTAT COURANT		6 168 094,56		4 023 451,45	
PRODUITS EXCEPTIONNELS					
Produits except op gestion : Subventions					
Prod exception gestion : Autres opér		34 437,26		75 392,49	
Produits des cessions d'immobilisations		966 042,00		2 305 228,00	
Diff réalis(négatives)repr cpte résultat		197 502,84		316 035,00	
Neutralisation des amortissements					
Prod exception capital : Autres opér		146 436,18		268 154,67	
Reprises sur provisions					
Transferts de charges					
TOTAL V		1 344 418,28		2 964 810,16	
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
Charg except op gestion : subventions		1 416 768,01		57 000,00	
Charg excep op gestion-Autres opérations		31 852,49		110 000,67	
Valeur comptable des immo cédées		737 550,70		1 112 071,48	
Diff réalis(positives)transf à investist		425 994,14		1 509 191,52	
Charg excep op capital-Autres opérations		100,00		360,00	
Dotations aux amort et aux provisions					
TOTAL VI		2 612 265,34		2 788 623,67	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

COMPTE DE RESULTAT 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

POSTES	Exercice 2020	Exercice 2019
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 267 847,06	176 186,49
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	38 795 170,11	40 032 572,24
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	33 894 922,61	35 832 934,30
RESULTAT DE L'EXERCICE	4 900 247,50	4 199 637,94

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Opérations Compte de Tiers

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2020

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Opérations Compte de Tiers

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2020

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Résultats budgétaires de l'exercice

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE				Exercice 2020	
	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS		
RECETTES					
Prévisions budgétaires totales (a)	17 594 325,93	42 553 935,53	60 148 261,46		
Titres de recette émis (b)	11 612 673,93	39 194 805,81	50 807 479,74		
Réductions de titres (c)	37 994,13	113 869,32	151 863,45		
Recettes nettes (d = b - c)	11 574 679,80	39 080 936,49	50 655 616,29		
DEPENSES					
Autorisations budgétaires totales (e)	17 594 325,93	42 553 935,53	60 148 261,46		
Mandats émis (f)	11 050 092,72	36 695 441,63	47 745 534,35		
Annulations de mandats (g)		2 514 752,64	2 514 752,64		
Depenses nettes (h = f - g)	11 050 092,72	34 180 688,99	45 230 781,71		
RESULTAT DE L'EXERCICE					
(d - h) Excédent	524 587,08	4 900 247,50	5 424 834,58		
(h - d) Déficit					

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

Exercice 2020

	RÉSULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	-2 908 892,45		524 587,08		-2 384 305,37
Fonctionnement	9 729 515,94	5 910 626,21	4 900 247,50		8 719 137,23
TOTAL I	6 820 623,49	5 910 626,21	5 424 834,58		6 334 831,86
II - Budgets des services à caractère administratif					
10200-LE TOUQUET ZAC DE QUENTO					
Investissement					
Fonctionnement	3 666 516,96		-3 666 516,96		
Sous-Total	3 666 516,96		-3 666 516,96		
10500-LE TOUQUET PALAIS DES CO					
Investissement	-109 173,61		-512 976,26		-622 149,87
Fonctionnement	9 123,91		-9 123,91		
Sous-Total	-100 049,70		-522 100,17		-622 149,87
TOTAL II	3 566 467,26		-4 188 617,13		-622 149,87
III - Budgets des services à					

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non
personnalisés

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020			
	RÉSULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
caractère industriel et commercial					
10400-LE TOUQUET REGIE					
TRANSPO					
Investissement	159 787,93		46 420,09		206 208,02
Fonctionnement					
Sous-Total	159 787,93		46 420,09		206 208,02
10600-LE TOUQUET REGIE					
PALAIS					
Investissement	500 000,00				500 000,00
Fonctionnement					
Sous-Total	500 000,00				500 000,00
TOTAL III	659 787,93		46 420,09		706 208,02
TOTAL I + II + III	11 046 878,68	5 910 626,21	1 282 637,54		6 418 890,01

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRS, LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
13	Subventions d'investissement		10 142,96	10 142,96	10 081,00		10 081,00	61,96
16	Emprunts et dettes assimilées	2 860 000,00		2 860 000,00	2 232 969,16		2 232 969,16	627 030,84
18	Compte de liaison : affectation (budgets)	2 753 000,00		2 753 000,00	2 610 386,19		2 610 386,19	142 613,81
20	Immobilisations incorporelles	166 547,41		166 547,41	40 536,00		40 536,00	126 011,41
204	Subventions d'équipement versées	327 631,98		327 631,98	125 729,30		125 729,30	201 902,68
21	Immobilisations corporelles	2 137 677,96		2 137 677,96	1 374 841,59		1 374 841,59	762 836,37
23	Immobilisations en cours	4 704 930,33		4 704 930,33	3 483 239,95		3 483 239,95	1 221 690,38
27	Autres immobilisations financières	5 000,00		5 000,00				5 000,00
020	Dépenses imprévues - section d'investiss	150 000,00	-50 500,00	99 500,00				99 500,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	13 104 787,68	-40 357,04	13 064 430,64	9 877 783,19		9 877 783,19	3 186 647,45
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	13 104 787,68	-40 357,04	13 064 430,64	9 877 783,19		9 877 783,19	3 186 647,45
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 263 500,00	247 502,84	1 511 002,84	1 172 309,53		1 172 309,53	338 693,31
041	Opérations patrimoniales	110 000,00		110 000,00				110 000,00
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 373 500,00	247 502,84	1 621 002,84	1 172 309,53		1 172 309,53	448 693,31
001	Solde d'exécution de la section d'invest	2 918 535,41	-9 642,96	2 908 892,45				2 908 892,45
TOTAL GENERAL		17 396 823,09	197 502,84	17 594 325,93	11 050 092,72		11 050 092,72	6 544 233,21

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	7 110 626,21		7 110 626,21	6 184 846,62	10 836,13	6 174 010,49	936 615,72
13	Subventions d'investissement	772 227,39		772 227,39	505 348,88		505 348,88	266 878,51
16	Emprunts et dettes assimilées	2 702 000,00		2 702 000,00	2 201 720,00		2 201 720,00	500 280,00
23	Immobilisations en cours	30 000,00		30 000,00				30 000,00
024	Produits de cessions (recettes)	964 650,00	-966 042,00	-1 392,00				-1 392,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	11 579 503,60	-966 042,00	10 613 461,60	8 891 915,50	10 836,13	8 881 079,37	1 732 382,23
	Opérations d'ordre de transfert entre se							
SOUS-TOTAL								
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	11 579 503,60	-966 042,00	10 613 461,60	8 891 915,50	10 836,13	8 881 079,37	1 732 382,23
21	Immobilisations corporelles							
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS							
021	Virement de la section de fonctionnement	4 107 319,49		4 107 319,49				4 107 319,49
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 600 000,00	1 163 544,84	2 763 544,84	2 720 758,43	27 158,00	2 693 600,43	69 944,41
041	Opérations patrimoniales	110 000,00		110 000,00				110 000,00
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	5 817 319,49	1 163 544,84	6 980 864,33	2 720 758,43	27 158,00	2 693 600,43	4 287 263,90
TOTAL GENERAL		17 396 823,09	197 502,84	17 594 325,93	11 612 673,93	37 994,13	11 574 679,80	6 019 646,13

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	7 928 957,55	50 000,00	7 978 957,55	7 840 369,77	1 589 735,49	6 250 634,28	1 728 323,27
012	Charges de personnel et frais assimilés	19 700 000,00		19 700 000,00	18 842 179,76	80 251,78	18 761 927,98	938 072,02
014	Atténuations de produits	10 000,00		10 000,00				10 000,00
65	Autres charges de gestion courante	5 293 013,65		5 293 013,65	5 517 902,08	799 330,55	4 718 571,53	574 442,12
66	Charges financières	400 000,00		400 000,00	350 669,09	43 434,82	307 234,27	92 765,73
67	Charges exceptionnelles	1 901 100,00	120 000,00	2 021 100,00	1 450 720,50	2 000,00	1 448 720,50	572 379,50
022	Dépenses imprévues - section de fonction	400 000,00	-120 000,00	280 000,00				280 000,00
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	35 633 071,20	50 000,00	35 683 071,20	34 001 841,20	2 514 752,64	31 487 088,56	4 195 982,64
023	Virement à la section d'investissement (4 107 319,49		4 107 319,49				4 107 319,49
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 600 000,00	1 163 544,84	2 763 544,84	2 693 600,43		2 693 600,43	69 944,41
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	5 707 319,49	1 163 544,84	6 870 864,33	2 693 600,43		2 693 600,43	4 177 263,90
TOTAL GENERAL		41 340 390,69	1 213 544,84	42 553 935,53	36 695 441,63	2 514 752,64	34 180 688,99	8 373 246,54

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
013	Atténuations de charges	211 000,00		211 000,00	288 519,07	2 752,69	285 766,38	-74 766,38
70	Produits des services, du domaine et ven	3 334 566,00		3 334 566,00	3 103 983,62	8 731,35	3 095 252,27	239 313,73
73	Impôts et taxes	26 946 049,00		26 946 049,00	27 625 105,14	90 389,83	27 534 715,31	-588 666,31
74	Dotations et participations	879 833,00		879 833,00	1 429 055,88		1 429 055,88	-549 222,88
75	Autres produits de gestion courante	4 471 756,96		4 471 756,96	4 490 405,47	11 995,45	4 478 410,02	-6 653,06
76	Produits financiers				13,13		13,13	-13,13
77	Produits exceptionnels	414 796,00	966 042,00	1 380 838,00	1 085 413,97		1 085 413,97	295 424,03
	TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	36 258 000,96	966 042,00	37 224 042,96	38 022 496,28	113 869,32	37 908 626,96	-684 584,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 263 500,00		1 511 002,84	1 172 309,53		1 172 309,53	338 693,31
	TOTAL RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 263 500,00	247 502,84	1 511 002,84	1 172 309,53		1 172 309,53	338 693,31
002	Résultat de fonctionnement reporté	3 818 889,73		3 818 889,73				3 818 889,73
	TOTAL GENERAL	41 340 390,69	1 213 544,84	42 553 935,53	39 194 805,81	113 869,32	39 080 936,49	3 472 999,04

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1321	Etat et Etablissements Nationaux	10 081,00		10 081,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	10 081,00		10 081,00
1641	Emprunts en euros	2 231 590,16		2 231 590,16
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 379,00		1 379,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	2 232 969,16		2 232 969,16
181	Compte de liaison : affectation	2 610 386,19		2 610 386,19
SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	Compte de liaison : affectation (budgets)	2 610 386,19		2 610 386,19
2031	Frais d'études	29 208,00		29 208,00
2033	Frais d'insertion	8 856,00		8 856,00
2051	Concessions et droits similaires	2 472,00		2 472,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	Immobilisations incorporelles	40 536,00		40 536,00
204171	Biens mobiliers, matériel et études	61 684,66		61 684,66
20422	Bâtiments et installations	46 295,64		46 295,64
2046	Attributions de compensation	17 749,00		17 749,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 204	Subventions d'équipement versées	125 729,30		125 729,30
2111	Terrains nus	8 988,84		8 988,84
2128	Autres agencements et aménagements de te	106 313,68		106 313,68
2135	Installations générales agencements et a	247 151,81		247 151,81
2152	Installations de voirie	360,00		360,00
21538	Autres réseaux	42 982,98		42 982,98
2158	Autres installations matériel et outilla	107 719,87		107 719,87
2161	Oeuvres et objets d'art	75 750,00		75 750,00
2182	Matériel de transport	43 481,24		43 481,24
2183	Matériel de bureau et matériel informati	100 453,63		100 453,63

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
2184	Mobilier	8 276,78		8 276,78
2185	Cheptel	2 000,00		2 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	631 362,76		631 362,76
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	Immobilisations corporelles	1 374 841,59		1 374 841,59
2313	Constructions	840,00		840,00
2315	Installations matériels et outillage tec	3 482 399,95		3 482 399,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	Immobilisations en cours	3 483 239,95		3 483 239,95
SOUS-TOTAL CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	9 877 783,19		9 877 783,19
TOTAL	DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	9 877 783,19		9 877 783,19
13911	Subventions d'équipement transférées au	1 400,00		1 400,00
13912	Subvention équipement transférées au com	1 487,00		1 487,00
13916	Subventions d'équipement transférées au	58 614,47		58 614,47
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	197 502,84		197 502,84
2313	Constructions	275 016,90		275 016,90
2315	Installations matériels et outillage tec	553 606,30		553 606,30
2318	Autres immobilisations corporelles en co	84 682,02		84 682,02
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 172 309,53		1 172 309,53
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	1 172 309,53		1 172 309,53
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	11 050 092,72		11 050 092,72

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRS LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE		Exercice 2020		
N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
10226	Taxe d'aménagement	274 220,41	10 836,13	263 384,28
1058	Excédents de fonctionnement capitalisés	5 910 626,21		5 910 626,21
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	Dotations fonds divers et réserves	6 184 846,62	10 836,13	6 174 010,49
1317	Subventions d'équipement transférables -	23 987,20		23 987,20
1321	Etat et Etablissements Nationaux	220 434,68		220 434,68
1328	Autres	128 005,00		128 005,00
1342	Fonds affectés à l'équipement non transf	132 922,00		132 922,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	Subventions d'investissement	505 348,88		505 348,88
1641	Emprunts en euros	2 200 000,00		2 200 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 720,00		1 720,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	Emprunts et dettes assimilées	2 201 720,00		2 201 720,00
SOUS-TOTAL	CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS	8 891 915,50	10 836,13	8 881 079,37
TOTAL	RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	8 891 915,50	10 836,13	8 881 079,37
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	425 994,14		425 994,14
2115	Terrains bâtis	198,79		198,79
21318	Autres bâtiments publics	10 849,07		10 849,07
2151	Réseaux de voirie	190 058,86		190 058,86
2152	Installations de voirie	308,00		308,00
2158	Autres installations matériel et outilla	536 135,98		536 135,98
2802	Amortissements frais liés à la réalisati	31 396,28		31 396,28
28031	Amortissements frais d'études	17 429,73	1 050,00	16 379,73
2804132	Bâtiments et installations	37 536,00	1 799,00	35 737,00
28041641	Biens mobiliers, matériel et études	154 054,26	17 729,00	136 325,26
28041642	Bâtiments et installations	704 895,26	6 580,00	698 315,26

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
2804171	Biens mobiliers, matériel et études	17 729,00		17 729,00
2804172	Bâtiments et installations	6 580,00		6 580,00
280421	Biens mobiliers, matériel et études	23 040,00		23 040,00
280422	Bâtiments et installations	2 578,00		2 578,00
28046	Attributions de compensation d'investiss	3 549,00		3 549,00
28051	Concessions et droits similaires	44 673,37		44 673,37
281318	Amortissements autres bâtiments publics	1 050,00		1 050,00
28132	Immeubles de rapport	56 604,49		56 604,49
28152	Installations de voirie	21 763,91		21 763,91
281578	Amortissements autre matériel et outilla	4 951,00		4 951,00
28158	Autres installations matériel et outilla	93 755,02		93 755,02
28181	Installations générales agencements et a	6 536,56		6 536,56
28182	Matériel de transport	40 319,20		40 319,20
28183	Matériel de bureau et matériel informati	70 461,09		70 461,09
28184	Mobilier	29 257,99		29 257,99
28188	Amortissements autres immobilisations co	189 053,43		189 053,43
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 720 758,43	27 158,00	2 693 600,43
TOTAL	RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT	2 720 758,43	27 158,00	2 693 600,43
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	11 612 673,93	37 994,13	11 574 679,80

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6042	Achats de prestations de services - autr	6 274,90	1 875,00	4 399,90
60611	Achats non stockés de fournitures non st	62 086,18	2 122,11	59 964,07
60612	Achats non stockés de fournitures non st	630 987,69	130 605,72	500 381,97
60621	Achats non stockés de combustibles	4 724,60	667,10	4 057,50
60622	Achats non stockés de carburants	167 193,75	46 399,82	120 793,93
60623	Achats non stockés d'alimentation	63 681,51	18 236,61	45 444,90
60628	Achats d'autres fournitures non stockées	17 109,01	189,90	16 919,11
60631	Achats non stockés de fournitures d'entr	12 828,28	427,00	12 401,28
60632	Achats non stockés de fournitures de pet	599 325,10	43 909,06	555 416,04
60633	Achats non stockés de fournitures de voi	21 722,65	2 962,19	18 760,46
60636	Achats non stockés de vêtements de trava	56 824,61	655,40	56 169,21
6064	Achats non stockés de fournitures admini	47 132,48	3 162,37	43 970,11
6065	Achats non stockés de livres disques cas	19 180,38	153,79	19 026,59
6068	Achats non stockés d'autres matières et	991 208,42	157 972,31	833 236,11
611	Contrats prestations de services	663 175,58	71 515,59	591 659,99
6132	Services extérieurs - locations immobili	46 207,88		46 207,88
6135	Services extérieurs - locations mobilier	588 541,01	62 567,21	525 973,80
614	Services extérieurs - charges locatives	2 467,41		2 467,41
61521	Services extérieurs - entretien et répar	14 448,00		14 448,00
615221	Bâtiments publics	95 399,45	822,49	94 576,96
615231	Voieries	482 887,72	110 108,30	372 779,42
615232	Réseaux	50 812,40	49 164,36	1 648,04
61551	Services extérieurs - entretien et répar	102 341,89	4 025,24	98 316,65
61558	Services extérieurs - entretien et répar	139 945,13	49 208,84	90 736,29

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
6156	Services extérieurs - maintenance	238 495,13	58 235,86	180 259,29
6168	Autres	103 845,76	397,25	103 448,51
617	Services extérieurs - études et recherch	128 580,60	51 544,80	77 035,80
6182	Services extérieurs - divers - documenta	25 798,96	6 416,02	19 382,94
6184	Services extérieurs - divers - versement	26 652,00	16 170,00	10 482,00
6185	Services extérieurs - divers - frais de	210,00		210,00
6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	139,66		139,66
6226	Rémunération d'intermédiaires et honorai	108 523,99	31 719,99	76 804,00
6227	Rémunération d'intermédiaires et honorai	8 798,43	1 200,00	7 598,43
6231	Publicité publications relations public	46 898,38	16 829,53	30 068,85
6232	Publicité publications relations public	18 032,31	1 648,50	16 383,81
6233	Publicité publications relations public	26 591,60	1 038,80	25 552,80
6236	Publicité publications relations public	36 413,45	3 798,60	32 614,85
6238	Publicité publications relations public	35 305,95	5 680,96	29 624,99
6241	Transports - transports de biens	38 745,59	16 422,59	22 323,00
6248	Transports - divers	1 260,00		1 260,00
6251	Déplacements missions et réceptions - vo	863,96		863,96
6256	Déplacements missions et réceptions - mi	7 314,48	221,60	7 092,88
6257	Déplacements missions et réceptions - ré	26 665,89	5 350,90	21 314,99
6261	Frais d'affranchissement	40 655,62	3 647,02	37 008,60
6262	Frais de télécommunications	78 319,97	31 485,52	46 834,45
627	Autres services extérieurs - services ba	7 655,76		7 655,76
6281	Autres services extérieurs - concours di	10 372,06		10 372,06
62875	Remboursements de frais aux Communes mem	416 074,62	209 000,00	207 074,62

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
62878	Remboursement de frais à d'autres organ	297,69		297,69
6288	Autres services extérieurs	956 134,66	207 974,97	748 159,69
63512	Impôts directs - taxes foncières	475 842,00	164 169,00	311 673,00
63513	Impôts directs - autres impôts locaux	2 505,00		2 505,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	731,16		731,16
6358	Autres droits administration des impôts	78 564,00		78 564,00
637	Autres impôts taxes et versements assimi	7 575,04	33,17	7 541,87
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	Charges à caractère général	7 840 369,77	1 589 735,49	6 250 634,28
6218	Autre personnel extérieur au service	74 523,26	11 051,20	63 472,06
6332	Cotisations versées au FNAL	50 957,00		50 957,00
6336	Cotisation au centre national et au cent	209 035,58		209 035,58
64111	Personnel titulaire - rémunération princ	9 418 282,62	2 424,29	9 415 858,33
64112	Personnel titulaire - nbi	308 676,46		308 676,46
64118	supplément fam	2 449 091,27		2 449 091,27
64131	Personnel titulaire - autres indemnités	844 573,23	2 960,54	841 612,69
6417	Personnel non titulaire - rémunération	34 956,15		34 956,15
6451	Personnel non titulaire - rémunération d	1 680 068,00		1 680 068,00
6453	Charges sécurité sociale et prévoyance c	3 060 564,51	1 354,83	3 059 209,68
6454	Cotisations aux caisses de retraites	32 785,00		32 785,00
6455	Charges sécurité sociale et prévoyance c	422 517,90	3 344,52	419 173,38
6458	Charges sécurité sociale et prévoyance-Co	158 532,14		158 532,14
64731	Charges sécurité sociale et prévoyance c	18 437,95		18 437,95
6475	Autres charges sociales allocations chôm	74 255,00	57 900,00	16 355,00
6488	Autres charges sociales - médecine du tr	4 923,69	1 216,40	3 707,29

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	Charges de personnel et frais assimilés	18 842 179,76	80 251,78	18 761 927,98
651	Redevances pour concessions brevets lice	44 623,26	2 493,70	42 129,56
6531	Indemnités des maires adjoints et conseil	146 189,76		146 189,76
6532	Frais de mission des maires adjoints et	965,70		965,70
6533	Cotisations de retraite des maires adjoi	6 798,44		6 798,44
6558	Contingents et participations obligatoir	1 140,00		1 140,00
657341	Subventions fonctionnement aux organisme	45,73		45,73
657361	Caisse des Ecoles	20 000,00		20 000,00
657362	Centre communal d'actions sociales (CCAS	110 000,00		110 000,00
657364	Subventions de fonctionnement versées au	349 285,03		349 285,03
65737	Subventions fonctionnement aux organisme	2 918 000,00	794 000,00	2 124 000,00
65738	Subventions de fonctionnement aux organi	5 242,00		5 242,00
6574	Subventions de fonctionnement aux associ	1 886 002,50		1 886 002,50
65888	Autres	29 609,66	2 836,85	26 772,81
SOUS-TOTAL CHAPITRE 65	Autres charges de gestion courante	5 517 902,08	799 330,55	4 718 571,53
66111	Intérêts réglés à l'échéance	313 584,74		313 584,74
66112	Intérêts - rattachement des icne	37 084,35	43 434,82	-6 350,47
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	Charges financières	350 669,09	43 434,82	307 234,27
6714	Charges exceptionnelles bourses et prix	10 604,98	2 000,00	8 604,98
6718	Charges exceptionnelles - autres	7 282,27		7 282,27
673	Charges exceptionnelles - titres annulés	15 965,24		15 965,24
67441	Aux budgets annexes et aux régies dotées	1 015 222,01		1 015 222,01
6745	Subventions exceptionnelles - subvention	401 546,00		401 546,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00		100,00

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	Charges exceptionnelles	1 450 720,50		1 448 720,50
TOTAL	DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	34 001 841,20	2 514 752,64	31 487 088,56
675	Charges exceptionnelles - valeurs compta	737 550,70		737 550,70
6761	Différences sur réalisations (positives)	425 994,14		425 994,14
6811	Dotations aux Amortissements immobilisat	1 530 055,59		1 530 055,59
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	2 693 600,43		2 693 600,43
TOTAL	DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	2 693 600,43		2 693 600,43
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	36 695 441,63	2 514 752,64	34 180 688,99

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
6096	Rabais - remises - ristournes obtenus su	6 811,36		6 811,36
619	Rabais - remises - ristournes obtenus su	3 418,35		3 418,35
629	Rabais - remises - ristournes obtenus su	7 321,13		7 321,13
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	258 523,28	2 752,69	255 770,59
6459	Remboursement sur charges de sécurité so	12 444,95		12 444,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 013 70311	Atténuations de charges Utilisation du domaine - concession dans	288 519,07 33 019,10	2 752,69	285 766,38 33 019,10
70312	Utilisation du domaine - redevances foné	2 391,00		2 391,00
70321	Utilisation du domaine - droits stationn	1 167 365,95	145,00	1 167 220,95
70323	Utilisation domaine - redevance d'occupa	556 525,01	840,90	555 684,11
70384	Forfait de post-stationnement	79 601,90		79 579,90
70388	Autres redevances et recettes diverses	76 023,00	22,00	76 023,00
7062	Prestation services redevances et droits	51 307,02		51 307,02
70632	Redevances et droits des services à cara	43 791,51	356,45	43 435,06
7066	Prestation services - redevances et droi	78 032,00		78 032,00
7067	Prestations services - redevances et dro	7 020,00	6 480,00	540,00
70688	Prestations de services autres prestatio	33 579,36	87,00	33 492,36
70841	Mise à disposition de personnel facturée	314 668,24		314 668,24
70845	Mise à disposition de personnel facturée	6 371,38		6 371,38
70848	Autres produits mise à disposition perso	491 480,21		491 480,21
70872	Remboursement de frais par les budgets a	52 422,72		52 422,72
70878	Autres produits - remboursement de frais	109 553,27	800,00	108 753,27
7088	Autres produits d'activités annexes (abo	831,95		831,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70 Produits des services, du domaine et ven		3 103 983,62	8 731,35	3 095 252,27

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
73111	Taxes foncières et d'habitation	19 349 736,00		19 349 736,00
73211	Attribution de compensation	3 707 916,96		3 707 916,96
73221	FNGIR	388,00		388,00
7338	Taxes services publics et domaine-autres	9 493,85		9 493,85
7351	Taxe sur la consommation finale d'électr	383 037,72		383 037,72
7362	Impôts et taxes activités services - tax	734 622,94	228,03	734 394,91
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	883 309,67	90 161,80	793 147,87
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure	665,28		665,28
7381	Taxe additionnelle aux droits de mutatio	2 555 934,72		2 555 934,72
SOUS-TOTAL CHAPITRE 73	Impôts et taxes	27 625 105,14	90 389,83	27 534 715,31
7411	Dotation globale fonctionnement (DGF) do	166 986,00		166 986,00
744	FCTVA	73 562,00		73 562,00
74718	Autres participations de l'Etat	55 859,47		55 859,47
7472	Participations - Régions	20 000,00		20 000,00
7473	Participations - Départements	99 040,00		99 040,00
7478	Participations - autres organismes	384 313,41		384 313,41
74834	Etat compensation au titre des exonérati	7 621,00		7 621,00
74835	Etat compensation au titre des exonérat	247 815,00		247 815,00
7484	Dotation de recensement	18 222,00		18 222,00
7488	Autres attributions et participations	355 637,00		355 637,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 74	Dotations et participations	1 429 055,88		1 429 055,88
751	Redevances pour concessions brevets lice	350,00		350,00
752	Autres produits de gestion courante - re	770 551,05	11 995,45	758 555,60
7551	Excédent des budgets annexes à caractère	3 666 516,96		3 666 516,96

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
757	Autres produits de la gestion courante -	15 616,47		15 616,47
7588	Autres produits divers de gestion courante	37 370,99		37 370,99
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	Autres produits de gestion courante	4 490 405,47	11 995,45	4 478 410,02
761	Produits financiers-produits des participations	13,13		13,13
SOUS-TOTAL CHAPITRE 76	Produits financiers	13,13		13,13
7711	Produits exceptionnels sur opérations gé	4 000,00		4 000,00
7713	Produits exceptionnels sur opérations gé	7 236,12		7 236,12
773	Produits exceptionnels mandats annulés (23 201,14		23 201,14
775	Produits exceptionnels - produits des ce	966 042,00		966 042,00
7788	Produits exceptionnels divers	84 934,71		84 934,71
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	Produits exceptionnels	1 085 413,97		1 085 413,97
TOTAL	RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	38 022 496,28	113 869,32	37 908 626,96
722	Immobilisations corporelles	913 305,22		913 305,22
7761	Différences sur réalisations (positives)	197 502,84		197 502,84
777	Quote-part des subventions d'investissement	61 501,47		61 501,47
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 172 309,53		1 172 309,53
TOTAL	RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT	1 172 309,53		1 172 309,53
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	39 194 805,81	113 869,32	39 080 936,49

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		5 886 164,33						5 886 164,33		5 886 164,33
10222	FCVA		24 593 406,06						24 593 406,06		24 593 406,06
10223	TLE		3 666 132,30						3 666 132,30		3 666 132,30
10226	Taxe d'aménagement		1 146 470,60			10 836,13	274 220,41	10 836,13	1 420 691,01		1 409 854,88
10228	Autres fonds d'investissement		295 747,54						295 747,54		295 747,54
1022	Sous Total compte 1022		29 701 756,50			10 836,13	274 220,41	10 836,13	29 975 976,91		29 965 140,78
10251	Dons et legs en capital		78 300,73						78 300,73		78 300,73
1025	Sous Total compte 1025		78 300,73						78 300,73		78 300,73
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		40 858,68						40 858,68		40 858,68
102	Sous Total compte 102		35 707 080,24			10 836,13	274 220,41	10 836,13	35 981 300,65		35 970 464,52
1068	Excédit de fonctionnement capitalisé		79 510 957,91				5 910 626,21		85 421 584,12		85 421 584,12
1069	Rep 97 excdt capit -neutr charg sur prod	208 177,32						208 177,32		208 177,32	
106	Sous Total compte 106	208 177,32	79 510 957,91				5 910 626,21	208 177,32	85 421 584,12		85 213 406,80

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10	Sous Total compte 10	208 177,32	115 218 038,15			10 836,13	6 184 846,82	219 013,45	121 402 884,77		121 183 871,32
110	Report à nouveau solde créditeur		5 529 878,00	5 910 626,21	4 199 637,94			5 910 626,21	9 729 515,94		3 818 889,73
11	Sous Total compte 11		5 529 878,00	5 910 626,21	4 199 637,94			5 910 626,21	9 729 515,94		3 818 889,73
12	Résultat exercice excéd		4 199 637,94	4 199 637,94				4 199 637,94			0,00
12	Sous Total compte 12		4 199 637,94	4 199 637,94				4 199 637,94			0,00
1311	Subv équipt transf - Etat et EPN		9 250,00						9 250,00		9 250,00
1312	Subv équipt transf - Région		19 402,71						19 402,71		19 402,71
1316	Subv équipt transf - autres EPL		1 006 195,09	86 195,09				86 195,09	1 006 195,09		920 000,00
1317	Subv équipt transf - bcfs						23 987,20		23 987,20		23 987,20
131	Sous Total compte 131		1 034 847,80	86 195,09			23 987,20	86 195,09	1 058 835,00		972 639,91
1321	Etat et EPN		2 271 013,43								2 481 367,11
1322	Région		3 392 516,71			10 081,00	220 434,68	10 081,00	2 491 448,11		3 392 516,71
1323	Dépt		1 627 502,43						1 627 502,43		1 627 502,43

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13251	GPP de rattachement		148 014,11						148 014,11		148 014,11
1325	Sous Total compte 1325		148 014,11						148 014,11		148 014,11
1326	Autres EPL		307 812,00						307 812,00		307 812,00
1327	Budget communautaire fonds structurels		2 378 590,94						2 378 590,94		2 378 590,94
1328	Autres		2 406 550,68						2 406 550,68		2 406 550,68
132	Sous Total compte 132		12 532 000,30						12 532 000,30		12 532 000,30
1342	Fds affrétés		9 947 906,73						9 947 906,73		9 947 906,73
	équippt non transf amendes pol										
1345	Fds affrétés non transf part non réal aire		166 655,81						166 655,81		166 655,81
1346	Participations pour voirie et réseaux		49 794,00						49 794,00		49 794,00
134	Sous Total compte 134		10 164 356,54						10 164 356,54		10 164 356,54
1386	Autres subv invest non transf autres epl		68 631,18						68 631,18		68 631,18
1388	Autres subv invest non transf autres		48 088,96						48 088,96		48 088,96
138	Sous Total compte 138		116 720,14						116 720,14		116 720,14

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES, LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13911	Subv équipt transf - Etat	1 950,00				1 400,00		3 350,00		3 350,00	
13912	Subv équipt transf - Région	13 444,86				1 487,00		14 931,86		14 931,86	
13916	Subv équipt transf - autres EPL	165 580,62			86 195,09	58 614,47		224 195,09	86 195,09	138 000,00	
1391	Sous Total compte 1391	180 975,48			86 195,09	61 501,47		242 476,95	86 195,09	156 281,86	
139	Sous Total compte 139	180 975,48			86 195,09	61 501,47		242 476,95	86 195,09	156 281,86	
13	Sous Total compte 13	180 975,48	23 847 924,78	86 195,09		71 582,47	505 348,88	338 753,04	24 439 468,75		24 100 715,71
1641	Emprunts en euros		16 518 459,87			2 231 590,16	2 200 000,00	2 231 590,16	18 718 459,87		16 486 869,71
164	Sous Total compte 164		16 518 459,87			2 231 590,16	2 200 000,00	2 231 590,16	18 718 459,87		16 486 869,71
165	Dép et caution reçus		14 646,85			1 379,00	1 720,00	1 379,00	16 366,85		14 987,85
16884	Ints courus sur emprunts étabs financier		43 434,82	43 434,82	37 084,35			43 434,82	80 519,17		37 084,35
1688	Sous Total compte 1688		43 434,82	43 434,82	37 084,35			43 434,82	80 519,17		37 084,35
168	Sous Total compte 168		43 434,82	43 434,82	37 084,35			43 434,82	80 519,17		37 084,35
16	Sous Total compte 16		16 576 541,54	43 434,82	37 084,35	2 232 969,16	2 201 720,00	2 276 403,98	18 815 345,89		16 538 941,91

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
181	Cpte liaison : affectation	5 200 000,00				2 610 386,19		7 810 386,19		7 810 386,19	
18	Sous Total compte 18	5 200 000,00				2 610 386,19		7 810 386,19		7 810 386,19	
192	Plus ou moins-values cessions immo		7 192 916,81			197 502,84	425 994,14	197 502,84	7 618 910,95		7 421 408,11
193	Autres neutralisation et régularisation	633 569,93						633 569,93		633 569,93	
19	Sous Total compte 19	633 569,93	7 192 916,81			197 502,84	425 994,14	831 072,77	7 618 910,95		6 787 838,18
202	Total classe 1	6 222 722,73	172 564 937,22	10 239 894,06	4 322 917,38	5 123 276,79	9 317 909,64	21 585 893,58	186 205 764,24	8 808 415,30	173 428 285,96
	Frais réalisation doc urb et num cadast	256 671,88						256 671,88		256 671,88	
2031	Frais d'études	247 387,33			53 159,05	29 208,00		276 595,33	53 159,05	223 436,28	
2033	Frais d'insertion	12 960,00				8 856,00		21 816,00		21 816,00	
203	Sous Total compte 203	260 347,33			53 159,05	38 064,00		298 411,33	53 159,05	245 252,28	
204132	Bâtiments et installations	178 685,68						178 685,68		178 685,68	
20413	Sous Total compte 20413	178 685,68						178 685,68		178 685,68	
204164	Biens mobiliers, matériel et études	701 661,61			33 255,26			701 661,61	33 255,26	668 406,35	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2041642	Bâtiments et installations	3 685 468,19			1 110 392,26			3 685 468,19	1 110 392,26	2 575 075,93	
204164	Sous Total	4 387 129,80			1 143 647,52			4 387 129,80	1 143 647,52	3 243 482,28	
20416	compte 204164										
20416	Sous Total	4 387 129,80			1 143 647,52			4 387 129,80	1 143 647,52	3 243 482,28	
204171	Biens mobiliers, matériel et études	88 648,76				61 684,66		150 333,42		150 333,42	
204172	Bâtiments et installations	32 902,98						32 902,98		32 902,98	
20417	Sous Total	121 551,74				61 684,66		183 236,40		183 236,40	
20417	compte 20417										
2041	Sous Total	4 687 367,22			1 143 647,52	61 684,66		4 749 051,88	1 143 647,52	3 605 404,36	
20421	compte 2041										
20421	Biens mobiliers, matériel et études	116 900,00			98 000,00			116 900,00	98 000,00	18 900,00	
20422	Bâtiments et installations	37 372,97				46 295,64		83 668,61		83 668,61	
2042	Sous Total	154 272,97				46 295,64		200 568,61		102 568,61	
2042	compte 2042										
2046	Attributions de compensation d'investiss	17 749,00				17 749,00		35 498,00		35 498,00	
204	Sous Total	4 859 389,19			1 241 647,52	125 729,30		4 985 118,49	1 241 647,52	3 743 470,97	
204	compte 204										
2051	Concessions et droits similaires	1 471 256,47				2 472,00		1 473 728,47		1 473 728,47	

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
205	Sous Total compte 205	1 471 256,47				2 472,00		1 473 728,47		1 473 728,47	
2088	Autres immobilisations incorporelles	8 373,12						8 373,12		8 373,12	
208	Sous Total compte 208	8 373,12						8 373,12		8 373,12	
20	Sous Total compte 20	6 856 037,99			1 294 806,57	166 265,30		7 022 303,29	1 294 806,57	5 727 496,72	
2111	Terrains nus	1 400 624,00				8 988,84		1 409 612,84		1 409 612,84	
2115	Terrains bâtis	1 979 943,43					198,79	1 979 943,43	198,79	1 979 744,64	
2116	Cimetières	152 289,57						152 289,57		152 289,57	
2117	Bois et forêts	7 568 097,41						7 568 097,41		7 568 097,41	
211	Sous Total compte 211	11 100 954,41				8 988,84	198,79	11 109 943,25	198,79	11 109 744,46	
2128	Autres agencement et aménagements terrains	504 679,23				106 313,68		610 992,91		610 992,91	
212	Sous Total compte 212	504 679,23				106 313,68		610 992,91		610 992,91	
21311	Hôtel de ville	3 146 827,93						3 146 827,93		3 146 827,93	
21312	Batiments scolaires	15 394 989,08						15 394 989,08		15 394 989,08	

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21316	Construct- batiments publics-equip cimet	2 260,44						2 260,44		2 260,44	
21318	Autres batiments publics	33 575 468,62				10 849,07		33 575 468,62	10 849,07	33 564 619,55	
2131	Sous Total compte 2131	52 119 546,07				10 849,07		52 119 546,07	10 849,07	52 108 697,00	
2132	Immeubles de rapport	3 852 294,03				3 852 294,03		3 852 294,03		3 852 294,03	
2135	Instal gales agencet amégts	675 606,28				247 151,81		922 758,09		922 758,09	
2138	Autres const	719 325,64						719 325,64		719 325,64	
213	constructions Sous Total compte 213	57 366 772,02				247 151,81		57 613 923,83	10 849,07	57 603 074,76	
2151	Réseaux de voirie	31 897 540,27						31 897 540,27	190 058,86	31 707 481,41	
2152	Installations de voirie	11 865 332,65			1 216,00	360,00		11 865 692,65	1 524,00	11 864 168,65	
21531	Réseaux adduction eau	187 263,31						187 263,31		187 263,31	
21532	Réseaux assainissement	4 617 389,20						4 617 389,20		4 617 389,20	
21533	Réseaux cablés	61 542,55						61 542,55		61 542,55	
21534	Réseaux électrification	1 841 808,19						1 841 808,19		1 841 808,19	

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21538	Autres réseaux	3 956 548,35				42 982,98		3 999 531,33		3 999 531,33	
2153	Sous Total compte 2153	10 664 551,60				42 982,98		10 707 534,58		10 707 534,58	
21571	Mat outill voirie mat roulant	34 086,00						34 086,00		34 086,00	
21578	Autre mat et outillage de voirie	36 494,15						36 494,15		36 494,15	
2157	Sous Total compte 2157	70 580,15						70 580,15		70 580,15	
2158	Autres instal mat outill tech	2 603 512,87				107 719,87		2 711 232,74		2 175 096,76	
215	Sous Total compte 215	57 101 517,54			1 216,00	151 062,85		57 252 580,39	727 718,84	56 524 861,55	
2161	Oeuvres et objets d'art	502 408,79				75 750,00		578 158,79		578 158,79	
216	Sous Total compte 216	502 408,79				75 750,00		578 158,79		578 158,79	
2181	Instal gales agencet amngts divers	6 177 961,99						6 177 961,99		6 177 961,99	
2182	Mat de transport	2 296 713,18			220 496,52	43 481,24		2 340 194,42	220 496,52	2 119 697,90	
2183	Mat bureau mat informatique	1 686 371,90			29 585,45	100 453,63		1 786 825,53	29 585,45	1 757 240,08	
2184	Mobilier	796 848,02				8 276,78		805 124,80		805 124,80	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrées		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2185	Cheptel	530,00				2 000,00		2 530,00		2 530,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	8 365 009,35				631 362,76		8 996 372,11		8 996 372,11	
218	Sous Total compte 218	19 323 434,44			250 081,97	785 574,41		20 109 008,85	250 081,97	19 858 926,88	
21	Sous Total compte 21	145 899 766,43			251 297,97	1 374 841,59		147 274 608,02	988 848,67	146 285 759,35	
2298	Autres droits de l'affectant	63 072,35						63 072,35		63 072,35	
229	Sous Total compte 229	63 072,35						63 072,35		63 072,35	
22	Sous Total compte 22	63 072,35						63 072,35		63 072,35	
2313	Constructions	1 153 146,80				275 856,90		1 429 003,70		1 429 003,70	
2315	Instal mat outill techn	6 820 598,08				4 036 006,25		10 856 604,33		10 856 604,33	
2318	Autres immobilisat corporelles en cours	246 612,12				84 682,02		331 294,14		331 294,14	
231	Sous Total compte 231	8 220 357,00				4 396 545,17		12 616 902,17		12 616 902,17	
23	Sous Total compte 23	8 220 357,00				4 396 545,17		12 616 902,17		12 616 902,17	
2422	Immob mises à dispo Dépt (ensgt)	722 447,81						722 447,81		722 447,81	

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
242	Sous Total compte 242	722 447,81						722 447,81		722 447,81	
243	Immo mise affect régie pers mor auto fin	16 742 960,45						16 742 960,45		16 742 960,45	
248	Autres immobilisat mises en affectation	2 028 717,61						2 028 717,61		2 028 717,61	
2493	Mise affect régie pers mor auto fin		1 716 116,68						1 716 116,68		1 716 116,68
249	Sous Total compte 249		1 716 116,68						1 716 116,68		1 716 116,68
24	Sous Total compte 24	19 494 125,87	1 716 116,68					19 494 125,87	1 716 116,68	17 778 009,19	
261	Titres de participation	67 357,31						67 357,31		67 357,31	
266	Autres formes de participation	8 376,15						8 376,15		8 376,15	
26	Sous Total compte 26	75 733,46						75 733,46		75 733,46	
271	Titres immob : droit propriété	94 137,42						94 137,42		94 137,42	
274	Prêts	3 551,30						3 551,30		3 551,30	
275	Dépôts et cautionnements versés	16 641,05						16 641,05		16 641,05	
2766	Créances locations-acquisitions	1 052 186,68						1 052 186,68		1 052 186,68	

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
276	Sous Total compte 276	1 052 186,68						1 052 186,68		1 052 186,68	
27	Sous Total compte 27	1 166 516,45						1 166 516,45		1 166 516,45	
2802	Amort frais réel doc urb et num cadastre		193 175,94						224 572,22		224 572,22
28031	Amort frais études		65 475,54	53 159,05		1 050,00		54 209,05	82 905,27		28 696,22
2803	Sous Total compte 2803		65 475,54	53 159,05		1 050,00		54 209,05	82 905,27		28 696,22
280413	Bâtiments et installations		59 137,00			1 799,00		1 799,00	96 673,00		94 874,00
280413	Sous Total compte 280413		59 137,00			1 799,00		1 799,00	96 673,00		94 874,00
280416	Biens mobiliers, matériel et études		252 626,00	33 255,26		17 729,00		50 984,26	406 680,26		355 696,00
280416	Bâtiments et installations		1 885 220,00	1 110 392,26		6 580,00		1 116 972,26	2 590 115,26		1 473 143,00
280416	Sous Total compte 280416		2 137 846,00	1 143 647,52		24 309,00		1 167 956,52	2 996 795,52		1 828 839,00
280416	Sous Total compte 280416		2 137 846,00	1 143 647,52		24 309,00		1 167 956,52	2 996 795,52		1 828 839,00
280417	Biens mobiliers, matériel et études							17 729,00	17 729,00		17 729,00
280417	Bâtiments et installations							6 580,00	6 580,00		6 580,00

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
280417	Sous Total						24 309,00		24 309,00		24 309,00
28041	compte 280417										
28041	Sous Total		2 196 983,00	1 143 647,52		26 108,00	920 794,52	1 169 755,52	3 117 777,52		1 948 022,00
280421	compte 28041										
280421	Biens mobiliers, matériel et études		84 680,00	98 000,00			23 040,00	98 000,00	107 720,00		9 720,00
280422	Bâtiments et installations		779,00				2 578,00		3 357,00		3 357,00
28042	Sous Total		85 459,00	98 000,00			25 618,00	98 000,00	111 077,00		13 077,00
28042	compte 28042										
28046	Attributions de compensation d'investiss						3 549,00		3 549,00		3 549,00
2804	Sous Total		2 282 442,00	1 241 647,52		26 108,00	949 961,52	1 267 755,52	3 232 403,52		1 964 648,00
28051	compte 2804										
28051	Concessions et droits similaires		1 349 944,01				44 673,37		1 394 617,38		1 394 617,38
2805	Sous Total		1 349 944,01				44 673,37		1 394 617,38		1 394 617,38
2805	compte 2805										
28088	Autres immobilisations incorporelles		8 373,12						8 373,12		8 373,12
2808	Sous Total		8 373,12						8 373,12		8 373,12
2808	compte 2808										
280	Sous Total		3 899 410,61	1 294 806,57		27 158,00	1 043 460,90	1 321 964,57	4 942 871,51		3 620 906,94
280	compte 280										
281318	Amort autres bâtiments publics		1 050,00				1 050,00		2 100,00		2 100,00

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28131	Sous Total compte 28131		1 050,00				1 050,00		2 100,00		2 100,00
28132	Immeubles de rapport		533 802,95				56 604,49		590 407,44		590 407,44
28135	Amort instal gales agentc amégat constru		1 525,78						1 525,78		1 525,78
2813	Sous Total compte 2813		536 378,73				57 654,49		594 033,22		594 033,22
28152	Installations de voirie		991 348,65	1 216,00			21 763,91	1 216,00	1 013 112,56		1 011 896,56
281531	Réseaux adduction eau		187 263,31						187 263,31		187 263,31
281532	Réseaux assainissement		4 617 389,20						4 617 389,20		4 617 389,20
281533	Réseaux câblés		7 174,80						7 174,80		7 174,80
281534	Réseaux électrification		117 126,23						117 126,23		117 126,23
281538	Autres réseaux		16 187,87						16 187,87		16 187,87
28153	Sous Total compte 28153		4 945 141,41						4 945 141,41		4 945 141,41
281571	Mat roulant		34 086,00						34 086,00		34 086,00
281578	Amort autre mat outillage de voirie		11 726,00				4 951,00		16 677,00		16 677,00

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28157	Sous Total compte 28157		45 812,00				4 951,00		50 763,00		50 763,00
28158	Autres instal mat outill tech		205 919,64				93 755,02		299 674,66		299 674,66
2815	Sous Total compte 2815		6 188 221,70	1 216,00			120 469,93	1 216,00	6 308 691,63		6 307 475,63
28181	Instal gales agencet amngts divers		51 236,73				6 536,56		57 773,29		57 773,29
28182	Mat de transport		1 796 029,28	220 496,52			40 319,20	220 496,52	1 836 349,48		1 615 851,96
28183	Mat bureau mat informatique		1 460 633,03	29 585,45			70 461,09	29 585,45	1 531 094,12		1 501 508,67
28184	Mobilier		629 826,44				29 257,99		659 084,43		659 084,43
28185	Cheptel		530,00				189 053,43		530,00		530,00
28188	Amort autres immobilisation corporelles		5 810 892,85						5 999 946,28		5 999 946,28
2818	Sous Total compte 2818		9 749 148,33	250 081,97			335 628,27	250 081,97	10 084 776,60		9 834 694,63
281	Sous Total compte 281		16 473 748,76	251 297,97			513 752,69	251 297,97	16 987 501,45		16 736 203,48
28	Sous Total compte 28		20 373 159,37	1 546 104,54			1 557 213,59	1 573 262,54	21 930 372,96		20 357 110,42
	Total classe 2	181 775 609,55	22 089 276,05	1 546 104,54	1 546 104,54	5 964 810,06	2 294 754,29	189 286 524,15	25 930 144,88	185 429 606,37	22 073 227,10

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4011	Fournisseurs			5 644 490,76	5 683 516,33			5 644 490,76	5 683 516,33		39 025,57
40171	Fournisseurs - retenues de garantie		3 137,56	3 137,56				3 137,56	3 137,56		0,00
4017	Sous Total compte 4017		3 137,56	3 137,56				3 137,56	3 137,56		0,00
401	Sous Total compte 401		3 137,56	5 647 628,32	5 683 516,33			5 647 628,32	5 686 653,89		39 025,57
4041	Fournis immob			4 877 611,54	4 886 851,54			4 877 611,54	4 886 851,54		9 240,00
404	Sous Total compte 404			4 877 611,54	4 886 851,54			4 877 611,54	4 886 851,54		9 240,00
408	Fournis factures non parvenues		2 463 429,44	2 463 429,44	2 042 403,90			2 463 429,44	4 505 833,34		2 042 403,90
40971	Fournis autres avoirs amiable	19,35		17 426,90	17 426,90			17 446,25	17 426,90	19,35	
4097	Sous Total compte 4097	19,35		17 426,90	17 426,90			17 446,25	17 426,90	19,35	
409	Sous Total compte 409	19,35		17 426,90	17 426,90			17 446,25	17 426,90	19,35	
40	Sous Total compte 40	19,35	2 466 567,00	13 006 096,20	12 630 198,67			13 006 115,55	15 096 765,67		2 090 650,12
4111	Redevables - amiable	304 383,15		700 758,22	708 842,87			1 005 141,37	708 842,87	296 298,50	
4116	Redevables - contentieux	10 055,42		36 496,70	34 443,51			46 552,12	34 443,51	12 108,61	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
411	Sous Total compte 411	314 438,57		737 254,92	743 286,38			1 051 693,49	743 286,38	308 407,11	
4141	Locataires acquéreurs locat - amiable	39 655,78		522 878,36	521 470,81			562 534,14	521 470,81	41 063,33	
4146	Locataires-acquéreurs locat	4 511,66		3 246,00	860,72			7 757,66	860,72	6 896,94	
414	Sous Total compte 414	44 167,44		526 124,36	522 331,53			570 291,80	522 331,53	47 960,27	
4181	Redevables produits non encore facturés	84 722,00			84 722,00			84 722,00	84 722,00		0,00
418	Sous Total compte 418	84 722,00			84 722,00			84 722,00	84 722,00		0,00
41	Sous Total compte 41	443 328,01		1 263 379,28	1 350 339,91			1 706 707,29	1 350 339,91	356 367,38	
421	Personnel - rémunérations dues			10 128 093,35	10 128 093,35			10 128 093,35	10 128 093,35		0,00
427	Personnel - oppositions			50 808,71	50 808,71			50 808,71	50 808,71		0,00
429	Deficit débets comptables et régisseurs	10 382,60						10 382,60		10 382,60	
42	Sous Total compte 42	10 382,60		10 178 902,06	10 178 902,06			10 189 284,66	10 178 902,06	10 382,60	
431	Sécurité sociale			3 133 291,00	3 133 291,00			3 133 291,00	3 133 291,00		0,00
437	Autres organismes sociaux			4 773 605,22	4 773 605,22			4 773 605,22	4 773 605,22		0,00

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
43	Sous Total compte 43			7 906 896,22	7 906 896,22			7 906 896,22	7 906 896,22		0,00
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			322 328,96	322 328,96			322 328,96	322 328,96		0,00
442	Sous Total compte 442			322 328,96	322 328,96			322 328,96	322 328,96		0,00
44311	Opér particul avec Etat dépenses				10 081,00				10 081,00		10 081,00
4431	Sous Total compte 4431				10 081,00				10 081,00		10 081,00
44321	Opér particul avec Région dépenses			27 750,85	27 750,85			27 750,85	27 750,85		0,00
4432	Sous Total compte 4432			27 750,85	27 750,85			27 750,85	27 750,85		0,00
44331	Opér particulières avec Département_Dés		17 551,80	17 551,80				17 551,80	17 551,80		0,00
4433	Sous Total compte 4433		17 551,80	17 551,80				17 551,80	17 551,80		0,00
44341	Opér part av Etat communes dépenses			208 463,75	416 501,06			208 463,75	416 501,06		208 037,31
44342	Opér part av Etat Cnes recettes amiable	7 854,93		6 371,38	7 854,93			14 226,31	7 854,93	6 371,38	
4434	Sous Total compte 4434	7 854,93		214 835,13	424 355,99			222 690,06	424 355,99		201 665,93
44351	Opér particul grp dépenses			17 749,00	17 749,00			17 749,00	17 749,00		0,00



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrées		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44352	Opér particul avec grip recettes amiable			244 847,84	244 847,84			244 847,84	244 847,84		0,00
4435	Sous Total compte 4435			262 596,84	262 596,84			262 596,84	262 596,84		0,00
44361	Opér part av Etat	20 000,00		20 000,00	20 000,00			20 000,00	40 000,00		20 000,00
44362	caisse écoles dépenses										
44362	Opér part Etat ce recettes amiable			255 520,28				255 520,28		255 520,28	
4436	Sous Total compte 4436	20 000,00		275 520,28	20 000,00			275 520,28	40 000,00	235 520,28	
44371	Opér part av Etat col pub	23 000,00		23 000,00	110 000,00			23 000,00	133 000,00		110 000,00
44372	ccas dépenses										
44372	Opér part avec Etat ccas rec amiable	295 202,09			295 202,09			295 202,09	295 202,09		0,00
4437	Sous Total compte 4437	295 202,09	23 000,00	23 000,00	405 202,09			318 202,09	428 202,09		110 000,00
44381	Aut serv organ pub - dépenses		928 438,74	3 029 909,93	3 824 562,12			3 029 909,93	4 753 000,86		1 723 090,93
44382	Aut serv organ pub - recette amiable	1 580 200,03		3 778 087,64	5 305 864,95			5 358 287,67	5 305 864,95	52 422,72	
4438	Sous Total compte 4438	1 580 200,03	928 438,74	6 807 997,57	9 130 427,07			8 388 197,60	10 058 865,81		1 670 668,21
443	Sous Total compte 443	1 883 257,05	988 990,54	7 629 252,47	10 280 413,84			9 512 509,52	11 269 404,38		1 756 894,86
4452	Etat - TVA intra-communautaire due			16 683,54	16 683,54			16 683,54	16 683,54		0,00

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4451	Etat - TVA à décaisser		9 839,00	23 811,00	15 814,00			23 811,00	25 653,00		1 842,00
4455	Sous Total compte 4455		9 839,00	23 811,00	15 814,00			23 811,00	25 653,00		1 842,00
4457	Etat - TVA collectée		0,55	15 814,00	15 813,54			15 814,00	15 814,09		0,09
4457	Sous Total compte 4457		0,55	15 814,00	15 813,54			15 814,00	15 814,09		0,09
445	Sous Total compte 445		9 839,55	56 308,54	48 311,08			56 308,54	58 150,63		1 842,09
447	Autres impôts taxes versements assimilés		44,00	533 255,21	533 211,21			533 255,21	533 255,21		0,00
4487	Produits à recevoir			269 607,14				269 607,14		269 607,14	
448	Sous Total compte 448			269 607,14				269 607,14			
44	Sous Total compte 44	1 883 257,05	998 874,09	8 810 752,32	11 184 265,09			10 694 009,37	12 183 139,18		1 489 129,81
4511	Cpte rattaché avec à subdiv par budg ann		6 677 667,50	6 677 666,96				6 677 666,96	6 677 667,50		0,54
4513	Cpte rattaché avec à subdiv par budg ann	211 810,02		5 067 116,40	1 736 611,00			5 278 926,42	1 736 611,00	3 542 315,42	
451	Sous Total compte 451	211 810,02	6 677 667,50	11 744 783,36	1 736 611,00			11 956 593,38	8 414 278,50	3 542 314,88	
45	Sous Total compte 45	211 810,02	6 677 667,50	11 744 783,36	1 736 611,00			11 956 593,38	8 414 278,50	3 542 314,88	

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4621	Créances cess immob - amiable			966 042,00	962 042,00			966 042,00	962 042,00	4 000,00	
462	Sous Total compte 462			966 042,00	962 042,00			966 042,00	962 042,00	4 000,00	
4643	Vacations encaissées à reverser			509,25	529,25			509,25	529,25		20,00
4648	Autres encaissements pour compte de tiers			1 302,75	1 302,75			1 302,75	1 302,75		0,00
464	Sous Total compte 464			1 812,00	1 832,00			1 812,00	1 832,00		20,00
466	Excéd de versement		2 885,54	46 087,95	46 882,05			46 087,95	49 767,59		3 679,64
46711	Autres comptes créditeurs			2 099 144,56	4 960 283,03			2 099 144,56	4 960 283,03		2 861 138,47
4671	Sous Total compte 4671			2 099 144,56	4 960 283,03			2 099 144,56	4 960 283,03		2 861 138,47
46721	Débiteurs divers - amiable	62 008,02		2 260 212,14	2 260 950,81			2 322 220,16	2 260 950,81	61 269,35	
46726	Débiteurs divers - contentieux	10 923,20		2 102,08	553,49			13 025,28	553,49	12 471,79	
4672	Sous Total compte 4672	72 931,22		2 262 314,22	2 261 504,30			2 335 245,44	2 261 504,30	73 741,14	
467	Sous Total compte 467	72 931,22		4 361 458,78	7 221 787,33			4 434 390,00	7 221 787,33		2 787 397,33
4686	Divers - charges à payer				20 000,00				20 000,00		20 000,00

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
468	Sous Total compte 468				20 000,00				20 000,00		20 000,00
46	Sous Total compte 46	72 931,22	2 885,54	5 375 400,73	8 252 543,38			5 448 331,95	8 255 428,92		2 807 096,97
4711	Verst des régisseurs		542,99	2 373 348,75	2 372 805,75			2 373 348,75	2 373 348,74	0,01	
4712	Virements réimputés			8 094,09	11 388,13			8 094,09	11 388,13		3 294,04
47131	Raet : verst contrib directes			19 318 470,34	19 318 470,34			19 318 470,34	19 318 470,34		0,00
47132	Raet : verst dgf			166 986,00	166 986,00			166 986,00	166 986,00		0,00
47134	Raet : subv			774 107,34	774 107,34			774 107,34	774 107,34		0,00
47138	Raet : autres		46,49	9 064 031,55	8 991 852,76			9 064 031,55	8 991 899,25	72 132,30	
4713	Sous Total compte 4713		46,49	29 323 595,23	29 251 416,44			29 323 595,23	29 251 462,93	72 132,30	
471411	Excédent à réimputer - pers physiques		27,40	4 828,93	4 828,93			4 828,93	4 856,33		27,40
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		148,60	50 285,16	57 613,96			50 285,16	57 762,56		7 477,40
47141	Sous Total compte 47141		176,00	55 114,09	62 442,89			55 114,09	62 618,89		7 504,80
4714	Sous Total compte 4714		176,00	55 114,09	62 442,89			55 114,09	62 618,89		7 504,80

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4718	Autres recettes à régulariser		3 506,60	3 554 507,51	3 555 661,53			3 554 507,51	3 559 168,13		4 660,62
471	Sous Total compte 471		4 272,08	35 314 659,67	35 253 714,74			35 314 659,67	35 257 986,82	56 672,85	
47211	Remboursements d'annuités d'emprunts			2 545 174,90	2 545 174,90			2 545 174,90	2 545 174,90		0,00
47218	Autres dépenses	658,11		383 649,85	383 965,39			384 307,96	383 965,39	342,57	
4721	Sous Total compte 4721	658,11		2 928 824,75	2 929 140,29			2 929 482,86	2 929 140,29	342,57	
4722	Commissions bancaires en instance de mdt			239,39	239,39			239,39	239,39		0,00
4728	Autres dépenses à régulariser			66 107,74	66 107,74			66 107,74	66 107,74		0,00
472	Sous Total compte 472	658,11		2 995 171,88	2 995 487,42			2 995 829,99	2 995 487,42	342,57	
4781	Frais de poursuites rattachés		378,90						378,90		378,90
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,85						1,85		1,85	
478	Sous Total compte 478	1,85	378,90					1,85	378,90		377,05
47	Sous Total compte 47	659,96	4 650,98	38 309 831,55	38 249 202,16			38 310 491,51	38 253 853,14	56 638,37	
	Total classe 4	2 622 388,21	10 150 645,11	96 596 041,72	91 488 958,49			99 218 429,93	101 639 603,60	4 643 224,14	7 064 397,81

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
51172	Chèques impayés	1,00		12,80	12,80			13,80	12,80	1,00	
5117	Sous Total compte 5117	1,00		12,80	12,80			13,80	12,80	1,00	
511	Sous Total compte 511	1,00		12,80	12,80			13,80	12,80	1,00	
515	Compte au trésor	14 183 686,89		43 532 841,34	49 132 066,67			57 716 528,23	49 132 066,67	8 584 461,56	
51	Sous Total compte 51	14 183 687,89		43 532 854,14	49 132 079,47			57 716 542,03	49 132 079,47	8 584 462,56	
5411	Disponibilités chez régisseurs d'avances			300,00	300,00			300,00	300,00		0,00
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	450,00						450,00		450,00	
541	Sous Total compte 541	450,00		300,00	300,00			750,00	300,00	450,00	
54	Sous Total compte 54	450,00		300,00	300,00			750,00	300,00	450,00	
580	Opérations d'ordre budgétaires			3 893 067,96	3 893 067,96			3 893 067,96	3 893 067,96		0,00
584	Encaissements chèques par lecture opt			292 949,80	292 949,80			292 949,80	292 949,80		0,00
588	Autres virements internes			17 553,54	17 553,54			17 553,54	17 553,54		0,00
58	Sous Total compte 58			4 203 571,30	4 203 571,30			4 203 571,30	4 203 571,30		0,00



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 5	14 184 137,89		47 736 725,44	53 335 950,77			61 920 863,33	53 335 950,77	8 584 912,56	
6042	Achts prest serv autre que terr à aménag					6 274,90	1 875,00	6 274,90	1 875,00	4 399,90	
	Sous Total compte 604					6 274,90	1 875,00	6 274,90	1 875,00	4 399,90	
60611	Achts non stkés fournit eau-assainist					62 086,18	2 122,11	62 086,18	2 122,11	59 964,07	
60612	Achts non stkés fournit énergie élect					630 987,69	130 605,72	630 987,69	130 605,72	500 381,97	
	Sous Total compte 6061					693 073,87	132 727,83	693 073,87	132 727,83	560 346,04	
60621	Achts non stkés combustibles					4 724,60	667,10	4 724,60	667,10	4 057,50	
60622	Achts non stkés carburants					167 193,75	46 399,82	167 193,75	46 399,82	120 793,93	
60623	Achts non stkés d'aliment					63 681,51	18 236,61	63 681,51	18 236,61	45 444,90	
60628	Achts autres fournit non stkées					17 109,01	189,90	17 109,01	189,90	16 919,11	
	Sous Total compte 6062					252 708,87	65 493,43	252 708,87	65 493,43	187 215,44	
60631	Achts non stkés fournit entretien					12 828,28	427,00	12 828,28	427,00	12 401,28	
60632	Achts non stkés fournit petit équipt					599 325,10	43 909,06	599 325,10	43 909,06	555 416,04	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60633	Achts non stks fournis voirie					21 722,65	2 962,19	21 722,65	2 962,19	18 760,46	
60636	Achts non stks vêtements travail			56 824,61	655,40	56 824,61	655,40			56 169,21	
6063	Sous Total compte 6063			690 700,64	47 953,65	690 700,64	47 953,65			642 746,99	
6064	Achts non stks fournis admin			47 132,48	3 162,37	47 132,48	3 162,37			43 970,11	
6065	Achts non stks livres-disques-cassettes			19 180,38	153,79	19 180,38	153,79			19 026,59	
6068	Achts non stks autres mat et fourn			991 208,42	157 972,31	991 208,42	157 972,31			833 236,11	
606	Sous Total compte 606			2 694 004,66	407 463,38	2 694 004,66	407 463,38			2 286 541,28	
6096	Rrro sur achats autres approv stockés				6 811,36		6 811,36			6 811,36	
609	Sous Total compte 609				6 811,36		6 811,36			6 811,36	
60	Sous Total compte 60			2 700 279,56	416 149,74	2 700 279,56	416 149,74			2 284 129,82	
611	Contrats prestations de services			663 175,58	71 515,59	663 175,58	71 515,59			591 659,99	
6132	Locations immobilières			46 207,88		46 207,88				46 207,88	
6135	Locations mobilières			588 541,01	62 567,21	588 541,01	62 567,21			525 973,80	



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
613	Sous Total compte 613					634 748,89	62 567,21	634 748,89	62 567,21	572 181,68	
614	Charges locatives et de copropriété			2 467,41				2 467,41		2 467,41	
61521	Entretien et réparations de terrains			14 448,00				14 448,00		14 448,00	
615221	Bâtiments publics			95 399,45			822,49	95 399,45	822,49	94 576,96	
61522	Sous Total compte 61522			95 399,45		95 399,45	822,49	95 399,45	822,49	94 576,96	
615231	Voieries			482 887,72			110 108,30	482 887,72	110 108,30	372 779,42	
615232	Réseaux			50 812,40			49 164,36	50 812,40	49 164,36	1 648,04	
61523	Sous Total compte 61523			533 700,12		533 700,12	159 272,66	533 700,12	159 272,66	374 427,46	
6152	Sous Total compte 6152			643 547,57		643 547,57	160 095,15	643 547,57	160 095,15	483 452,42	
61551	Entretien matériel roulant			102 341,89			4 025,24	102 341,89	4 025,24	98 316,65	
61558	Entretien réparations autres mobiliers			139 945,13			49 208,84	139 945,13	49 208,84	90 736,29	
6155	Sous Total compte 6155			242 287,02		242 287,02	53 234,08	242 287,02	53 234,08	189 052,94	
6156	Maintenance			238 495,15			58 235,86	238 495,15	58 235,86	180 259,29	

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE

DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
615	Sous Total compte 615					1 124 329,74	271 565,09	1 124 329,74	271 565,09	852 764,65	
6168	Autres					103 845,76	397,25	103 845,76	397,25	103 448,51	
616	Sous Total compte 616					103 845,76	397,25	103 845,76	397,25	103 448,51	
617	Etudes et recherches					128 580,60	51 544,80	128 580,60	51 544,80	77 035,80	
6182	Divers doc Générale et technique					25 798,96	€ 416,02	25 798,96	6 416,02	19 382,94	
6184	Divers versts à organismes formation					26 652,00	1€ 170,00	26 652,00	16 170,00	10 482,00	
6185	Divers - frais Colloques et séminaires					210,00		210,00		210,00	
618	Sous Total compte 618					52 660,96	22 586,02	52 660,96	22 586,02	30 074,94	
619	Rrro sur services extérieurs						3 418,35		3 418,35		3 418,35
61	Sous Total compte 61					2 709 808,94	483 594,31	2 709 808,94	483 594,31	2 226 214,63	
6218	Autre personnel extérieur au service					74 523,26	11 051,20	74 523,26	11 051,20	63 472,06	
621	Sous Total compte 621					74 523,26	11 051,20	74 523,26	11 051,20	63 472,06	
6225	Indemnités au comptable et régisseurs					139,66		139,66		139,66	



N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrées		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6226	Rému interméd honoraires			108 523,99	31 719,99	108 523,99	31 719,99	108 523,99	31 719,99	76 804,00	
6227	Rému interméd honoraires			8 798,43	1 200,00	8 798,43	1 200,00	8 798,43	1 200,00	7 598,43	
622	Sous Total compte 622			117 462,08	32 919,99	117 462,08	32 919,99	117 462,08	32 919,99	84 542,09	
6231	Pub public relat publ annonces insert			46 898,38	16 829,53	46 898,38	16 829,53	46 898,38	16 829,53	30 068,85	
6232	Pub public relat publ fêtes cérémonies			18 032,31	1 648,50	18 032,31	1 648,50	18 032,31	1 648,50	16 383,81	
6233	Pub public relat publ foires expositions			26 591,60	1 038,80	26 591,60	1 038,80	26 591,60	1 038,80	25 552,80	
6236	Pub public relat publ catalog imprimés			36 413,45	3 798,60	36 413,45	3 798,60	36 413,45	3 798,60	32 614,85	
6238	Pub public relat publ divers			35 305,95	5 680,96	35 305,95	5 680,96	35 305,95	5 680,96	29 624,99	
623	Sous Total compte 623			163 241,69	28 996,39	163 241,69	28 996,39	163 241,69	28 996,39	134 245,30	
6241	Transports de biens			38 745,59	16 422,59	38 745,59	16 422,59	38 745,59	16 422,59	22 323,00	
6248	Transports-divers			1 260,00		1 260,00		1 260,00		1 260,00	
624	Sous Total compte 624			40 005,59	16 422,59	40 005,59	16 422,59	40 005,59	16 422,59	23 583,00	
6251	Déplacts missions récep - voyage déplcts			863,96		863,96		863,96		863,96	



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRÉS. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6256	Dépôts missions récep - missions					7 314,48	221,60	7 314,48	221,60	7 092,88	
6257	Dépôts missions récep - réceptions			26 665,89	5 350,90			26 665,89	5 350,90	21 314,99	
625	Sous Total			34 844,33	5 572,50			34 844,33	5 572,50	29 271,83	
6261	Frais d'affranchissement			40 655,62	3 647,02			40 655,62	3 647,02	37 008,60	
6262	Frais de télécommunication			78 319,97	31 485,52			78 319,97	31 485,52	46 834,45	
626	Sous Total			118 975,59	35 132,54			118 975,59	35 132,54	83 843,05	
627	Aut serv extér servi bancaires assimil			7 655,76				7 655,76		7 655,76	
6281	Aut serv extér concours divers			10 372,06				10 372,06		10 372,06	
62875	Rembst frais aux Cnes			416 074,62	209 000,00			416 074,62	209 000,00	207 074,62	
62878	Rembst frais membres GPP										
	Rembst frais à autres organismes			297,69				297,69		297,69	
6287	Sous Total			416 372,31	209 000,00			416 372,31	209 000,00	207 372,31	
6288	Autres serv extér			956 134,66	207 974,97			956 134,66	207 974,97	748 159,69	
628	Sous Total			1 382 879,03	416 974,97			1 382 879,03	416 974,97	965 904,06	



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
629	Rrto sur autres services extérieurs										
62	Sous Total compte 62			1 939 587,33	554 391,31	1 939 587,33	554 391,31	1 385 196,02			
6332	Cotisations versées au FNAL			50 957,00		50 957,00		50 957,00			
6336	Cotis. centre national - centres gestion			209 035,58		209 035,58		209 035,58			
633	Sous Total compte 633			259 992,58		259 992,58		259 992,58			
63512	Impôts directs - taxes foncières			475 842,00	164 169,00	475 842,00	164 169,00	311 673,00			
63513	Impôts directs - autres			2 505,00		2 505,00		2 505,00			
6351	Sous Total compte 6351			478 347,00	164 169,00	478 347,00	164 169,00	314 178,00			
6355	Taxes et impôts sur les véhicules			731,16		731,16		731,16			
6358	Autres droits administration des impôts			78 564,00		78 564,00		78 564,00			
635	Sous Total compte 635			557 642,16	164 169,00	557 642,16	164 169,00	393 473,16			
637	Autres impôts tax versé sur rému aut org			7 575,04	33,17	7 575,04	33,17	7 541,87			
63	Sous Total compte 63			825 209,78	164 202,17	825 209,78	164 202,17	661 007,61			
											7 321,13

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64111	Persel titulaire rémun principal					9 418 282,62	2 424,29	9 418 282,62	2 424,29	9 415 858,33	
64112	Persel titulaire NBI suppl fami indem rés			308 676,46				308 676,46		308 676,46	
64118	Personnel titulaire - autres indemnités			2 449 091,27				2 449 091,27		2 449 091,27	
6411	Sous Total compte 6411			12 176 050,35	2 424,29			12 176 050,35	2 424,29	12 173 626,06	
64131	Persel non titulaire - rémunération			844 573,23	2 960,54			844 573,23	2 960,54	841 612,69	
6413	Sous Total compte 6413			844 573,23	2 960,54			844 573,23	2 960,54	841 612,69	
6417	Persel non titulaire rémun			34 956,15				34 956,15		34 956,15	
6419	Apprentis Rembst rémunérations du persel			2 752,69	258 523,28			2 752,69	258 523,28		255 770,59
641	Sous Total compte 641			13 058 332,42	263 908,11			13 058 332,42	263 908,11	12 794 424,31	
6451	Charges sécu cotisations URSSAF			1 680 068,00				1 680 068,00		1 680 068,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites			3 060 564,51	1 354,83			3 060 564,51	1 354,83	3 059 209,68	
6454	Charges sécu cotisations ASSÉDIC			32 785,00				32 785,00		32 785,00	
6455	Cotisations pour assurance du personnel			422 517,90	3 344,52			422 517,90	3 344,52	419 173,38	



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6458	Charges sécu prévoyance cotisations			158 532,14		158 532,14		158 532,14		158 532,14	
6459	Rembst charges sécu sociale				12 444,95		12 444,95		12 444,95		12 444,95
645	prévoyance										
645	Sous Total compte 645			5 354 467,55	17 144,30	5 354 467,55	17 144,30	5 337 323,25		5 337 323,25	
64731	Autres charges soc alloc chômage			18 437,95		18 437,95		18 437,95		18 437,95	
6473	Sous Total compte 6473			18 437,95		18 437,95		18 437,95		18 437,95	
6475	Autres charges sociales médecine travail			74 255,00	57 900,00	74 255,00	57 900,00	16 355,00		16 355,00	
647	Sous Total compte 647			92 692,95	57 900,00	92 692,95	57 900,00	34 792,95		34 792,95	
6488	Autres charges de personnel			4 923,69	1 216,40	4 923,69	1 216,40	3 707,29		3 707,29	
648	Sous Total compte 648			4 923,69	1 216,40	4 923,69	1 216,40	3 707,29		3 707,29	
64	Sous Total compte 64			18 510 416,61	340 168,81	18 510 416,61	340 168,81	18 170 247,80		18 170 247,80	
651	Redev concessions brevets licences			44 623,26	2 493,70	44 623,26	2 493,70	42 129,56		42 129,56	
6531	Indemnités maires adjoints conseillers			146 189,76		146 189,76		146 189,76		146 189,76	
6532	Frais mission maires adjts conseillers			965,70		965,70		965,70		965,70	

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6533	Cotisations retraits maire			6 798,44		6 798,44		6 798,44	
653	adjs conseil								
653	Sous Total			153 953,90		153 953,90		153 953,90	
6558	Autres contributions			1 140,00		1 140,00		1 140,00	
655	obligatoires								
655	Sous Total			1 140,00		1 140,00		1 140,00	
657341	Subv fonct aux			45,73		45,73		45,73	
65734	orga pub Cnes								
65734	membres GFP								
65734	Sous Total			45,73		45,73		45,73	
657361	Caies ecoles			20 000,00		20 000,00		20 000,00	
657362	CCAS			110 000,00		110 000,00		110 000,00	
657364	Subv fonct			349 285,03		349 285,03		349 285,03	
	vers aux org								
	pub indust								
65736	cial								
65736	Sous Total			479 285,03		479 285,03		479 285,03	
65737	compte 65736								
65737	Subv fonct			2 918 000,00	794 000,00	2 918 000,00	794 000,00	2 124 000,00	
	autres etab								
65738	publics locaux								
65738	Subv fonct			5 242,00		5 242,00		5 242,00	
	autres orga								
6573	publics								
6573	Sous Total			3 402 572,76	794 000,00	3 402 572,76	794 000,00	2 608 572,76	
6573	compte 6573								



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6574	Subv fonct assoc et pers droit privé					1 886 002,50		1 886 002,50		1 886 002,50	
657	Sous Total compte 657			5 288 575,26	794 000,00	5 288 575,26	794 000,00	4 494 575,26			
65888	Autres			29 609,66	2 836,85	29 609,66	2 836,85	26 772,81			
6588	Sous Total compte 6588			29 609,66	2 836,85	29 609,66	2 836,85	26 772,81			
658	Sous Total compte 658			29 609,66	2 836,85	29 609,66	2 836,85	26 772,81			
65	Sous Total compte 65			5 517 902,08	799 330,55	5 517 902,08	799 330,55	4 718 571,53			
66111	Intérêts réglés à l'échéance			313 584,74		313 584,74		313 584,74			
66112	Intérêts - rattachement des icne			37 084,35	43 434,82	37 084,35	43 434,82			6 350,47	
6611	Sous Total compte 6611			350 669,09	43 434,82	350 669,09	43 434,82	307 234,27			
661	Sous Total compte 661			350 669,09	43 434,82	350 669,09	43 434,82	307 234,27			
66	Sous Total compte 66			350 669,09	43 434,82	350 669,09	43 434,82	307 234,27			
6714	Charges except-bourses - prix			10 604,98	2 000,00	10 604,98	2 000,00	8 604,98			
6718	Charg except aut charg except opér gest			7 282,27		7 282,27		7 282,27			

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
671	Sous Total compte 671					17 887,25	2 000,00	17 887,25	2 000,00	15 887,25	
673	Charges except titres annulés			15 965,24		15 965,24		15 965,24		15 965,24	
67441	Aux bud annex et rég dotée autonomie fin			1 015 222,01		1 015 222,01		1 015 222,01		1 015 222,01	
6744	Sous Total compte 6744			1 015 222,01		1 015 222,01		1 015 222,01		1 015 222,01	
6745	Subv except aux personnes			401 546,00		401 546,00		401 546,00		401 546,00	
674	droit privé										
674	Sous Total compte 674			1 416 768,01		1 416 768,01		1 416 768,01		1 416 768,01	
675	Charges except vnc immob cédées			737 550,70		737 550,70		737 550,70		737 550,70	
6761	Différences sur réalisations (positives)			425 994,14		425 994,14		425 994,14		425 994,14	
676	Sous Total compte 676			425 994,14		425 994,14		425 994,14		425 994,14	
678	Autres charges exceptionnelles			100,00		100,00		100,00		100,00	
67	Sous Total compte 67			2 614 265,34		2 614 265,34		2 614 265,34		2 614 265,34	
6811	DA - immob			1 530 055,59		1 530 055,59		1 530 055,59		1 530 055,59	
681	Sous Total compte 681			1 530 055,59		1 530 055,59		1 530 055,59		1 530 055,59	



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
68	Sous Total compte 68					1 530 055,59		1 530 055,59		1 530 055,59	
	Total classe 6			36 698 194,32	2 803 271,71	36 698 194,32	2 803 271,71	36 698 194,32	2 803 271,71	34 187 039,46	292 116,85
70311	Concession dans cimetières (produit net)						33 019,10		33 019,10		33 019,10
70312	Redevances funéraires						2 391,00		2 391,00		2 391,00
7031	Sous Total compte 7031						35 410,10		35 410,10		35 410,10
70321	Droits stationnement location voie pub			145,00		145,00	1 167 365,95		1 167 365,95		1 167 220,95
70323	Redev occupation domaine public communal			840,90		840,90	556 525,01		556 525,01		555 684,11
7032	Sous Total compte 7032			985,90		985,90	1 723 890,96		1 723 890,96		1 722 905,06
70384	Forfait de post-stationnement			22,00		22,00	79 601,90		79 601,90		79 579,90
70388	Autres redevances et recettes diverses						76 023,00		76 023,00		76 023,00
7038	Sous Total compte 7038			22,00		22,00	155 624,90		155 624,90		155 602,90
703	Sous Total compte 703			1 007,90		1 007,90	1 914 925,96		1 914 925,96		1 913 918,06
7062	Prestation serv redev droits culturel						51 307,02		51 307,02		51 307,02

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70632	Redev droits services à caract loisirs					356,45	43 791,51	356,45	43 791,51		43 435,06
7063	Sous Total compte 7063					356,45	43 791,51	356,45	43 791,51		43 435,06
7066	Prestation serv redev droits social						78 032,00		78 032,00		78 032,00
7067	Prest serv redev droits					6 480,00	7 020,00	6 480,00	7 020,00		540,00
70688	Prest serv autres prestat service					87,00	33 579,36	87,00	33 579,36		33 492,36
7068	Sous Total compte 7068					87,00	33 579,36	87,00	33 579,36		33 492,36
706	Sous Total compte 706					6 923,45	213 729,89	6 923,45	213 729,89		206 806,44
70841	Mise à dispo persel aux BA						314 668,24		314 668,24		314 668,24
70845	Mise à dispo persel aux Cnes membres GPP						6 371,38		6 371,38		6 371,38
70848	Aut produits mise à dispo persel facturé						491 480,21		491 480,21		491 480,21
7084	Sous Total compte 7084						812 519,83		812 519,83		812 519,83
70872	Rembet frais par bud annex régies munic						52 422,72		52 422,72		52 422,72
70878	Autres produits - remboursement de frais					800,00	109 553,27	800,00	109 553,27		108 753,27

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7087	Sous Total compte 7087					800,00	161 975,99	800,00	161 975,99		161 175,99
7088	Aut prod activ annex abonnt						831,95		831,95		831,95
708	Sous Total compte 708					800,00	975 327,77	800,00	975 327,77		974 527,77
70	Sous Total compte 70					8 731,35	3 103 983,62	8 731,35	3 103 983,62		3 095 252,27
722	Immobilisations corporelles						913 305,22		913 305,22		913 305,22
72	Sous Total compte 72						913 305,22		913 305,22		913 305,22
73111	Taxes foncières et d'habitation						19 349 736,00		19 349 736,00		19 349 736,00
7311	Sous Total compte 7311						19 349 736,00		19 349 736,00		19 349 736,00
731	Sous Total compte 731						19 349 736,00		19 349 736,00		19 349 736,00
73211	Attribution de compensation						3 707 916,96		3 707 916,96		3 707 916,96
7321	Sous Total compte 7321						3 707 916,96		3 707 916,96		3 707 916,96
73221	FNGIR						388,00		388,00		388,00
7322	Sous Total compte 7322						388,00		388,00		388,00



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 . NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE . Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
732	Sous Total compte 732						3 708 304,96		3 708 304,96		3 708 304,96
7338	Taxes services publics - domaine-autres						9 493,85		9 493,85		9 493,85
733	Sous Total compte 733						9 493,85		9 493,85		9 493,85
7351	Taxe sur électricité						383 037,72		383 037,72		383 037,72
735	Sous Total compte 735						383 037,72		383 037,72		383 037,72
7362	Taxes de séjour			228,03			734 622,94	228,03	734 622,94		734 394,91
7364	Prélèvement sur les produits des Jeux			90 161,80			883 309,67	90 161,80	883 309,67		793 147,87
7368	Taxes locale sur la publicité extérieure						665,28		665,28		665,28
736	Sous Total compte 736			90 389,83			1 618 597,89	90 389,83	1 618 597,89		1 528 208,06
7381	Taxe addit droit mutation						2 555 934,72		2 555 934,72		2 555 934,72
738	Sous Total compte 738						2 555 934,72		2 555 934,72		2 555 934,72
73	Sous Total compte 73			90 389,83			27 625 105,14	90 389,83	27 625 105,14		27 534 715,31
7411	DGFdotation forfaitaire						166 986,00		166 986,00		166 986,00

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
741	Sous Total compte 741						166 986,00		166 986,00		166 986,00
744	FCIVA						73 562,00		73 562,00		73 562,00
74718	Autres participations Etat						55 859,47		55 859,47		55 859,47
7471	Sous Total compte 7471						55 859,47		55 859,47		55 859,47
7472	Participations - Région						20 000,00		20 000,00		20 000,00
7473	Participations - Dépt						99 040,00		99 040,00		99 040,00
7478	Participations - autres organismes						384 313,41		384 313,41		384 313,41
747	Sous Total compte 747						559 212,88		559 212,88		559 212,88
74834	Compens au titre exonérat tax foncieres						7 621,00		7 621,00		7 621,00
74835	Compens au titre exonérat de la th						247 815,00		247 815,00		247 815,00
7483	Sous Total compte 7483						255 436,00		255 436,00		255 436,00
7484	Dotation de recensement						18 222,00		18 222,00		18 222,00
7488	Autres attributions - participations						355 637,00		355 637,00		355 637,00

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224 . NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Etablissement : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
748	Sous Total compte 748						629 295,00		629 295,00		629 295,00
74	Sous Total compte 74						1 429 055,88		1 429 055,88		1 429 055,88
751	Redev concessions brevets licences						350,00		350,00		350,00
752	Revenus des immeubles										
7551	Excédit budgets annexes admin			11 995,45			770 551,05	11 995,45	770 551,05		758 555,60
755	Sous Total compte 755						3 666 516,96		3 666 516,96		3 666 516,96
757	Redev versées par fermiers - concessions						15 616,47		15 616,47		15 616,47
7588	Autres produits divers de gestion couran						37 370,99		37 370,99		37 370,99
758	Sous Total compte 758						37 370,99		37 370,99		37 370,99
75	Sous Total compte 75			11 995,45			4 490 405,47	11 995,45	4 490 405,47		4 478 410,02
761	Produits financiers- produits des partici						13,13		13,13		13,13
76	Sous Total compte 76						13,13		13,13		13,13
7711	Dépôts et pénalités percus						4 000,00		4 000,00		4 000,00



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Numéro de Compte	Libellé de compte	Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7713	Libéralités reçues						7 236,12		7 236,12		7 236,12
771	Sous Total compte 771						11 236,12		11 236,12		11 236,12
773	Mdts annul exer antér ou déchéance quad						23 201,14		23 201,14		23 201,14
775	Produits des cessions d'immobilisations						966 042,00		966 042,00		966 042,00
7761	Différences sur réalisations (positives)						197 502,84		197 502,84		197 502,84
776	Sous Total compte 776						197 502,84		197 502,84		197 502,84
777	Quote-part des subv d'invest transférée						61 501,47		61 501,47		61 501,47
7788	Produits exceptionnels divers						84 934,71		84 934,71		84 934,71
778	Sous Total compte 778						84 934,71		84 934,71		84 934,71
77	Sous Total compte 77						1 344 418,28		1 344 418,28		1 344 418,28
	Total classe 7			111 116,63	38 906 286,74	111 116,63	38 906 286,74				
	Total général	204 804 858,38	204 804 858,38	156 118 765,76	150 693 931,18	47 897 397,80	53 322 232,38	408 821 021,94	408 821 021,94	241 653 197,83	241 653 197,83

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE DU 12 AVRIL 2021

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 0622224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Balance des valeurs inactives

Arrêté à la date du 2020-12-31

Exercice 2020

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT		CREDIT		SOLDES	
N° Intitulé	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	
861							
Portefeuille	0,00	57 202,00	57 202,00	0,00	57 202,00	57 202,00	0,00
Stationnement Enduropale	0,00	193 112,30	193 112,30	0,00	193 112,30	193 112,30	0,00
Place sur le marché	0,00	600,00	600,00	0,00	600,00	600,00	0,00
Stationnement marche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Musée	0,00	250 914,30	250 914,30	0,00	250 914,30	250 914,30	0,00
Sous Total compte 861	0,00			0,00			0,00
862							
Correspondant							
Stationnement Enduropale	0,00	42 600,00	42 600,00	0,00	42 600,00	42 600,00	0,00
Place sur le marché	98 734,50	148 890,00	247 624,50	0,00	148 223,40	148 223,40	99 401,10
Stationnement marche	1 874,00	600,00	2 474,00	0,00	940,00	940,00	1 534,00
Musée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 862	100 608,50	192 090,00	292 698,50	0,00	191 763,40	191 763,40	100 935,10
863							
Prise en charge titre et valeur							
Stationnement Enduropale	0,00	42 600,00	42 600,00	0,00	42 600,00	42 600,00	0,00
Place sur le marché	0,00	148 223,40	148 223,40	98 734,50	148 890,00	247 624,50	99 401,10
Stationnement marche	0,00	940,00	940,00	1 874,00	600,00	2 474,00	1 534,00
Musée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous Total compte 863	0,00	191 763,40	191 763,40	100 608,50	192 090,00	292 698,50	100 935,10
TOTAUX	100 608,50	634 767,70	735 376,20	100 608,50	634 767,70	735 376,20	100 935,10

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 062224

NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

ETABLISSEMENT : COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Page des signatures

10100 - COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE

Exercice 2020

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LEFEBVRE Christelle (1018048652-0), **Inspecteur des Finances Publiques**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **COMMUNE LE TOUQUET-PARIS-PLAGE** pendant l'année 2020 et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

OWCZARZAK Andre (1013676328-0), **Inspecteur divisionnaire FIP hors classe**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

A **DDFIP DU PAS-DE-CALAIS**, le 08/03/2021

A **LE TOUQUET-PARIS-PLAGE**, le 09/03/2021

**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU TOUQUET-PARIS-PLAGE
DU 12 AVRIL 2021**
